

Changer le cours des choses  
pour l'environnement et la population

Rapport annuel du FEM, 2003



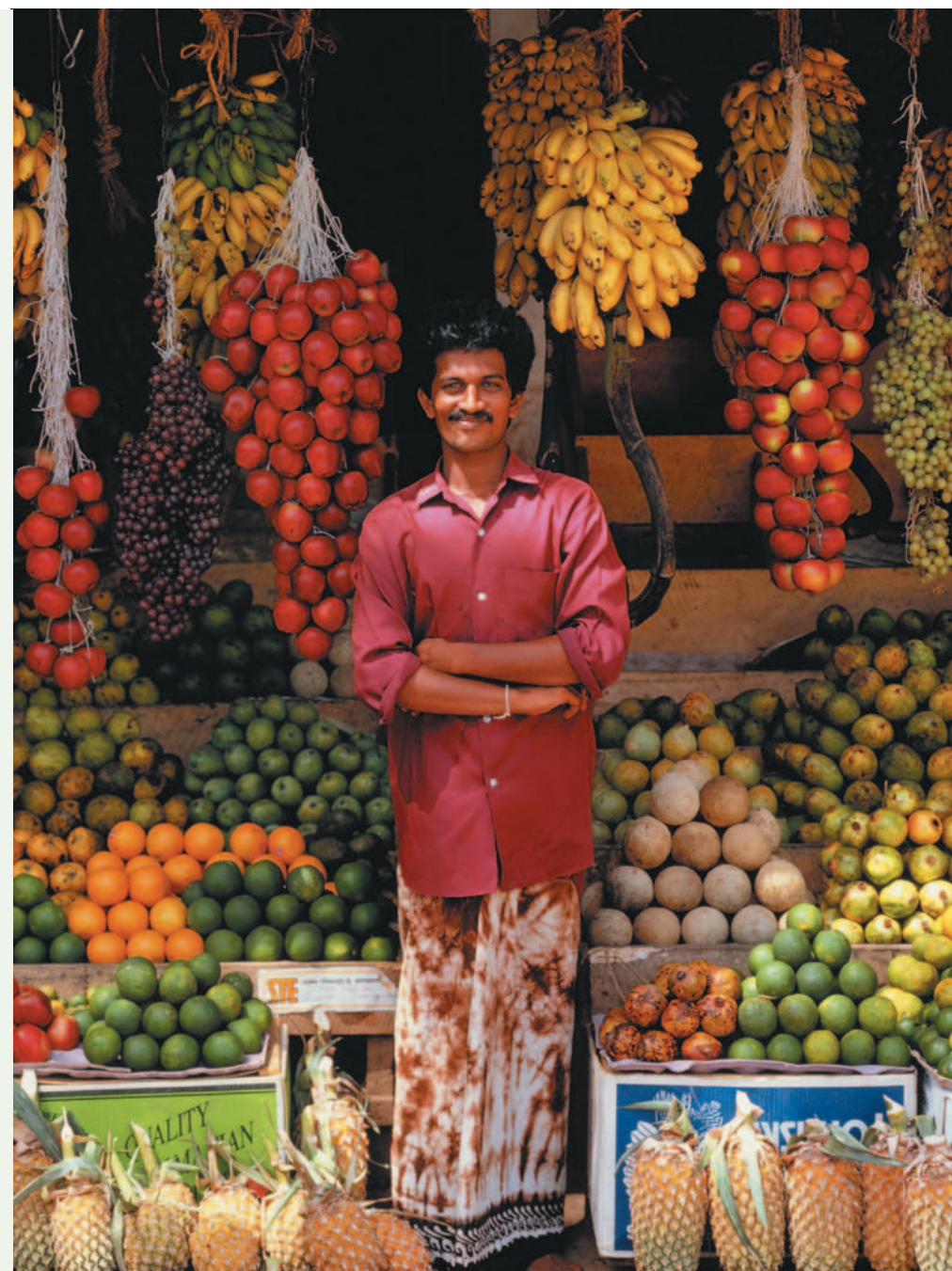
FONDS  
POUR L'ENVIRONNEMENT  
MONDIAL

Au FEM, nous avons à cœur de protéger l'environnement de la planète tout en favorisant le développement durable et en proposant des moyens de subsistance et des possibilités aux plus démunis.

LEN GOOD  
DIRECTEUR GÉNÉRAL ET PRÉSIDENT  
DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

# Rapport annuel du FEM, 2003

Qu'est-ce que le FEM ?	3
Le mot du directeur général et président	4
Changer le cours des choses pour l'environnement et la population	
Amazonie brésilienne	6
Réserve naturelle de Dana	7
Soudan	8
Sri Lanka	9
Le portefeuille du FEM	
Ressources allouées et cofinancement 1991–2003	10
Types de projet	11
Diversité biologique	12
Eaux internationales	12
Changements climatiques	13
Domaines d'intervention et régions	14
Nouveaux projets et programmes du FEM en 2003	
Diversité biologique	16
Changements climatiques	17
Eaux internationales	18
Dégradation des sols	19
Appauvrissement de la couche d'ozone	19
Polluants organiques persistants	19
Activités intersectorielles	19
Situation de la Caisse du FEM et États financiers en 2003	21
Membres de la famille du FEM	
Membres du Conseil et suppléants du FEM	63
Principaux interlocuteurs du FEM dans les pays	65
ONG : Points de contact régionaux du FEM	81
Membres du Groupe consultatif pour la science et la technologie	82
Publications du FEM	83





## Qu'est-ce que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) ?

Le FEM réunit 176 pays — en partenariat avec des institutions internationales, des organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé — pour s'attaquer à des problèmes environnementaux à caractère mondial tout en encourageant un développement durable au niveau national. Il est le moteur des actions visant à renforcer le patrimoine environnemental de la planète.

Le FEM facilite la coopération internationale, faisant progresser le monde sur la voie d'un développement durable. Il est le trait d'union des enjeux écologiques à l'échelle locale, nationale et mondiale. En tout juste 12 ans, le FEM est devenu une entité efficace et transparente qui affiche des résultats solides. Il est aujourd'hui la première source de financement des projets qui visent

à améliorer l'état environnemental du globe. Le FEM a accordé des financements à hauteur de 4,5 milliards de dollars et mobilisé 14,5 milliards de dollars de cofinancement au profit de plus de 1 400 projets réalisés dans plus de 140 pays en développement ou en transition.

Au cœur de ce dispositif se trouvent les trois Agents d'exécution — le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Banque mondiale — grâce auxquels le FEM obtient des résultats mesurables sur le terrain. Les Organismes d'exécution contribuent aussi à cet impact. Il s'agit de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation des Nations Unies pour le développement

industriel (ONUDI), de la Banque africaine de développement (BAfD), de la Banque asiatique de développement (BAsD), de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), de la Banque interaméricaine de développement (BID) et du Fonds international de développement agricole (FIDA).

L'année 2003 a été marquée par trois changements institutionnels importants :

- *Le Conseil du FEM a décidé que les Agents d'exécution devaient avoir accès, directement par l'intermédiaire du Secrétariat, aux financements que le FEM alloue aux projets.* Le Secrétariat du FEM et l'Administrateur de la Caisse travaillent avec les Agents d'exécution pour arrêter le texte définitif des mémorandums

d'accord et des instruments fixant les modalités financières.

- *Le Groupe de suivi et d'évaluation est devenu indépendant. Il a directement accès au Conseil et aux membres de la famille du FEM, dont il relève.* Le recrutement international de son directeur est en cours.
- *L'accent continu à être mis sur les moyens de mesurer les résultats obtenus dans le cadre des programmes et des projets.* Au niveau des projets, l'adoption d'objectifs et d'indicateurs est venue renforcer le dispositif de suivi et d'évaluation. À celui des programmes, des objectifs et des indicateurs ont également été mis au point et seront appliqués pendant la période couverte par la Troisième reconstitution des ressources.

## Le mot du directeur général et président



LEN GOOD

Il était d'usage de placer la protection de l'environnement et la promotion des moyens de subsistance dans deux compartiments bien distincts, chacun avec ses propres postulats, ses propres ancrages, son propre jargon. Mais quelques années peuvent beaucoup changer le cours des choses.

Aujourd'hui, ces deux mondes se rapprochent. Heureusement, d'ailleurs, car nous ne pouvons pas promouvoir le développement au profit des populations locales ni conserver des ressources susceptibles de procurer des moyens d'existence durables sans arrêter l'appauvrissement de la biodiversité et préserver les écosystèmes de la planète. La disparition de la faune et de la flore sauvages, des forêts et d'écosystèmes tout entiers, c'est aussi la disparition des nombreux services écologiques et des ressources qu'ils fournissaient. Et ce sont les pauvres des pays en développement qui sont les plus touchés, ceux qui dépendent le plus des ressources naturelles pour se nourrir, se soigner, se procurer un revenu et travailler.

Je suis ravi d'occuper aujourd'hui la fonction de directeur général et

président du FEM, une organisation idéalement placée pour concevoir des solutions à des problèmes environnementaux — anciens et nouveaux — de dimension mondiale tout en proposant des moyens de subsistance et des possibilités aux plus démunis. Au cours des 13 dernières années, le FEM a approuvé 4,5 milliards de financement au profit de plus de 1 400 projets visant à améliorer l'état environnemental de la planète. Cette mise de fonds a permis de mobiliser 14,5 milliards de cofinancement auprès d'autres institutions internationales, de banques régionales de développement, de bailleurs d'aide bilatérale, d'entreprises, d'organisations non gouvernementales (ONG) et de gouvernements de pays en développement. En outre, le FEM a engagé 117 millions de dollars au titre de plus de 4 000 microfinancements qui vont directement à des ONG, des groupes de proximité, des petits entrepreneurs, et à bien d'autres encore, pour favoriser la recherche de solutions locales à des problèmes environnementaux de portée mondiale.

Si le FEM est aujourd'hui bien connu pour l'effet positif de ses projets sur le patrimoine environnemental de

la planète, l'aide qu'il apporte pour améliorer les conditions de vie dans le monde est aussi une dimension essentielle de son travail. Faire reculer la pauvreté et associer les populations locales à la gestion avisée des ressources naturelles du globe sont des objectifs qui font partie intégrante de sa conception du développement durable.

Le projet d'électrification à Sri Lanka est un des exemples les plus probants d'exploitation de l'énergie solaire. Notre contribution ne se limite pas à la protection du climat de la Terre ; elle cherche aussi à améliorer les conditions de vie de dizaines de milliers de familles en fournissant une électricité propre à des villages non desservis par le réseau. M. A.R. Sumanarathna et sa famille dans la province de Sabaragamuwa est l'un des bénéficiaires de ce projet. Il nous dit : « Pendant 35 ans, nous avons utilisé des lampes à pétrole et jamais nous n'aurions pensé avoir un jour l'électricité. Maintenant nous pouvons avoir la télévision et la radio. J'ai ouvert un petit commerce de détail qui nous permet de vivre beaucoup plus confortablement que de petits travaux occasionnels. »

Ces exemples de projets du FEM protégeant l'environnement mondial et aidant les pauvres foisonnent. Les pages qui suivent montrent comment les opérations présentées ont obtenu de bons résultats grâce à la vision et aux nombreux efforts des notables locaux.

Lors de mes visites sur le site de différents projets au cours des derniers mois, j'ai été frappé de la façon dont le FEM et ses partenaires s'attaquaient directement aux causes profondes de la souffrance des pauvres et s'employaient à renforcer la stabilité politique, faire reculer la pauvreté et prévenir la maladie. Et plus nous irons, plus nous serons à l'écoute des besoins réels des populations des pays en développement pour qui nous travaillons. Je suis fier d'être associé à cet effort.

*Rob Good*



## Programme de création de zones protégées en Amazonie : Protéger la nature et promouvoir des moyens de subsistance à l'échelon local



Pour préserver la richesse biologique de l'Amazonie brésilienne, ce pays a lancé le *Programme de création de zones protégées en Amazonie* en coopération avec le FEM, le Fonds mondial pour la nature, la KfW (Caisse allemande de développement), la Banque mondiale et d'autres acteurs. Il s'agit du plus grand programme conjoint de préservation des forêts tropicales jamais mis en œuvre dans le monde. Il vise à sauvegarder des échantillons représentatifs des 23 écorégions amazoniennes sur 50 millions d'hectares de zones protégées nouvellement créées. Il multipliera par trois la superficie des aires protégées du Brésil, la portant à une taille équivalente à celle de l'Espagne d'ici 2012.

L'un des principaux objectifs est de préserver cet écosystème d'une importance vitale tout en créant des moyens de subsistance durables. L'Amazonie brésilienne compte 20 millions d'habitants. La plupart sont établis en zone urbaine, mais 300 000 d'entre eux continuent à vivre de façon traditionnelle au sein de 170 groupes autochtones parlant 156 langues. Le programme amazonien permettra de constituer un fonds de dotation, de réaliser des investissements ciblés pour proposer d'autres activités génératrices de revenus à ces populations, de mettre au point des mécanismes de suivi et d'évaluation

de la biodiversité, et de doter chacune de ces zones d'un personnel permanent et qualifié.

Encore à un stade d'essai, les activités génératrices de revenus varieront d'une région à l'autre en fonction de la population et des écosystèmes concernés. Les possibilités qu'offrent l'artisanat, les concessions, l'écotourisme et d'autres activités respectueuses de l'environnement pouvant profiter à la population locale font actuellement l'objet d'études de faisabilité. Il est également prévu de placer neuf millions d'hectares sous un régime d'exploitation locale et durable, notamment dans le cadre de réserves d'extraction de ressources autres que le bois et de réserves pour un développement durable.

La participation locale est la pierre angulaire de ce programme dont le comité réunit des chercheurs, des responsables locaux, des saigneurs d'hévéas, des cueilleurs de noix, des représentants de villages de pêcheurs, des agriculteurs, des autochtones, et différents autres intervenants. Ces personnes ont travaillé en coopération avec des scientifiques pour choisir les nouvelles zones protégées en fonction de leur représentativité géographique et écologique, des possibilités de partenariat avec les ONG et de l'ampleur des menaces pesant sur l'environnement.



## Réserve naturelle de Dana : Préservation de la biodiversité et création d'entreprises locales

La Jordanie a créé la réserve naturelle de Dana pour préserver certaines des composantes les plus importantes de la biodiversité du pays. Espace aride et semi-aride de 320 km, la réserve abrite 20 % de la flore indigène du pays ainsi que 90 sites archéologiques.

Le FEM travaille avec le PNUD, la Banque mondiale, le Gouvernement jordanien et la Société royale de protection de la nature pour régénérer l'écosystème de la réserve. Avant sa création, près de 6 000 personnes — les Bédouins, qui s'installaient sur le site actuel de la réserve, et les villageois des alentours — vivaient des ressources de cette zone, mais le surpâturage et d'autres modes d'utilisation non viables avaient provoqué une érosion des sols et une grave dégradation de l'environnement. Le projet du FEM aide la population locale à créer des activités de remplacement, telles que la production de fruits séchés, de confitures et de gelées, d'herbes aromatiques, de miel, d'aliments biologiques, de bijoux et de tapis.

Le projet prévoit aussi des plans de zonage et de gestion des terrains de

parcours pour limiter le pâturage. Les Bédouins continuent à faire paître leurs animaux dans la réserve, mais la gestion des terrains de parcours a permis de réduire le surpâturage et les productions animales d'améliorer les revenus.

L'écotourisme est au cœur du projet. Grâce à ce dernier, les visiteurs ont maintenant accès à un centre d'information, à des emplacements de camping, à des sentiers de randonnée et à une boutique de souvenirs. Ces services aident à attirer des dizaines de milliers de visiteurs chaque année. Le tourisme crée des emplois, donne du travail à temps partiel et génère des droits d'entrée qui couvrent une grande partie des frais de fonctionnement de la réserve.

Le projet financé par le FEM met en lumière la régénération de la réserve de Dana et contribue à d'autres actions du même type dans le monde. Après tout juste dix ans, Dana est aujourd'hui un modèle pour les autres réserves du pays, une illustration régionale d'une préservation de la biodiversité qui intègre le développement et une réussite internationalement reconnue.



## Le Soudan : Vaincre la sécheresse, améliorer les conditions de vie



La pénurie d'eau est un problème répandu dans le Nord de la Chine, dans certaines parties de l'Inde, au Mexique, au Moyen-Orient et en Afrique. Cette pénurie pose un problème particulier dans le secteur de l'agriculture, un des plus gros consommateurs d'eau dans le monde.

La géographie de la province de Bara est caractéristique des problèmes de sécheresse de beaucoup des herbages du Soudan, qui couvrent 60 % du pays. La sécheresse tue les plantes fourragères et décime le bétail. Les 17 villages qui relèvent du conseil rural de Gireigikh, dans la province de Bara, reçoivent si peu de pluie — 250 millimètres par an — que la terre ne donne une récolte qu'une année sur deux. Pendant les années 80 et le début des années 90, les sécheresses répétées, la collecte de bois de feu et la surexploitation agricole avaient desséché et dégradé les steppes parsemées d'acacia, les dunes de sable et les sols de qualité inégale.

C'est ainsi qu'en 1994 la région de Gireigikh est devenue le pôle du projet *Régénération par les populations locales des terrains de parcours pour la fixation du carbone et la préservation de la biodiversité*, un projet financé par le FEM. Cette opération a mis l'accent sur la réduction de la pauvreté, la gestion des ressources naturelles, les transferts de technologies et le rôle moteur des

femmes. Elle a montré comment des techniques simples et peu coûteuses pouvaient améliorer les conditions de vie et rendre les terres plus vertes, et être appliquées ailleurs dans le pays.

À la fin du projet, en 2000, 2 400 des 5 500 Gawamaa et 600 nomades Kawahla des 17 villages de la région avaient appris à régénérer les terrains de parcours et améliorer les productions végétales et animales. Soixante pour cent des personnes formées étaient des femmes. Quelque 700 hectares ont été mis hors culture, la collecte de bois de feu et le pâturage y étant également interdits jusqu'à ce que le sol se reconstitue. La population y a planté des graminées pérennes locales, des plantes de brouet et des ligneux indigènes. Les femmes ont démarré des activités créatrices de revenus, telles que la fabrication de savons et de fromages, et le maraîchage.

Chaque village dispose maintenant d'un jardin générateur de revenus, où poussent des légumes, des variétés fourragères, des arbres fruitiers et d'autres plantes permettant de moins solliciter les terres marginales. Chaque village a aussi accès à un puits profond. Des groupes locaux responsables de l'eau ont été constitués et ont reçu une formation pour gérer les puits sans appui financier extérieur.

## Sri Lanka : Consentir des crédits pour que le courant passe

Grâce à un projet de valorisation des énergies renouvelables, lancé par le FEM, des dizaines de milliers de Sri Lankais se tournent désormais vers l'énergie solaire et les microcentrales hydrauliques pour éclairer leur vie. Auparavant, ces zones rurales dépendaient du pétrole lampant, des batteries et de divers combustibles pour répondre à leurs besoins énergétiques et avoir de l'électricité.

« L'essentiel, ce sont les enfants » dit Jayantha Nagendram, premier vice-président de la banque DFCC qui intervient dans l'administration au quotidien du projet. « Ils en sont les premiers bénéficiaires. L'air est plus propre sans la fumée du pétrole. L'éclairage est meilleur. Les enfants peuvent lire plus facilement et plus longtemps. » Cette source nouvelle d'énergie procure plus de temps aux femmes, leur donnant l'esprit d'entreprise, et l'amélioration de la qualité de l'air dans les maisons est bon pour la santé de tous les membres de la famille. Les nouveaux équipements solaires encouragent également la création de petites entreprises dans la région.

Pour mettre en œuvre ce projet de valorisation des énergies renouvelables, SEEDS (*Sarvadoya Enterprises Development Services*), une ONG locale de premier plan, est entrée sur le marché du solaire et du

microfinancement. Elle consent des prêts aux acheteurs de systèmes solaires à usage domestique, règle le fournisseur et fait son affaire des remboursements. SEEDS monte aujourd'hui des partenariats avec des sociétés privées — *RESCO Asia* (une filiale de SELCO USA) et *Shell International Renewables* — pour promouvoir l'énergie solaire au Sri Lanka.

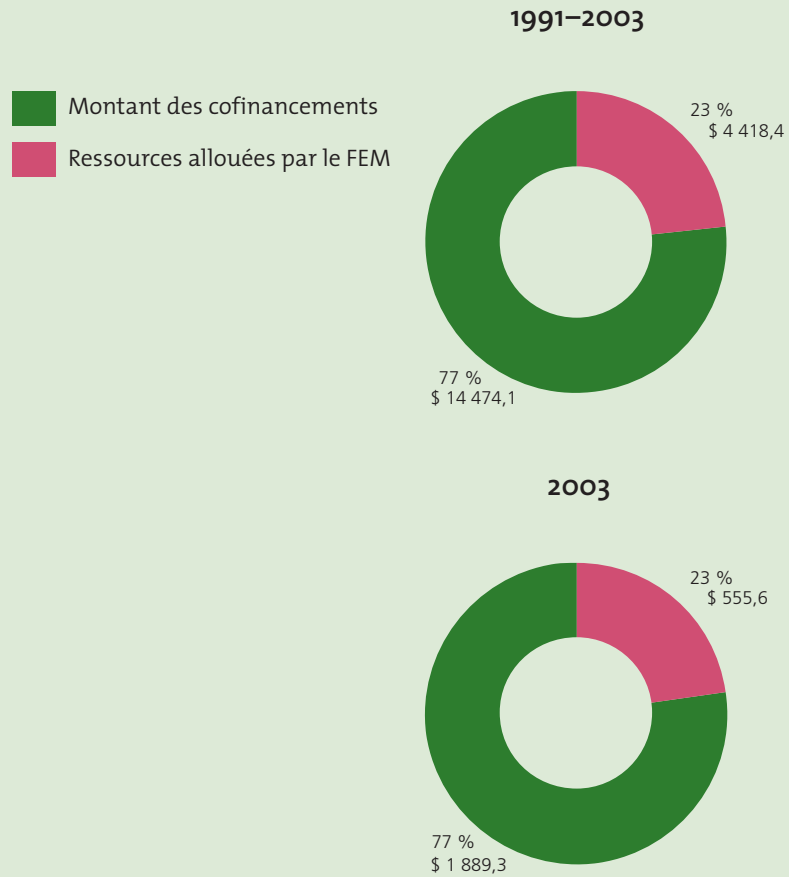
Outre l'énergie solaire, le projet encourage maintenant l'installation de microcentrales hydrauliques dans les villages. Non moins de 84 microcentrales alimentant plus de 4 000 maisons ont ainsi été mises en place à ce jour, et d'autres sont prévues.

Le projet est si concluant que le FEM en a lancé un autre pour développer le marché des systèmes solaires à usage domestique et de la production d'électricité raccordée à un réseau. Le second projet permet d'examiner les possibilités de technologies exploitant l'énergie verte et l'énergie éolienne pour produire une électricité raccordée à des mini réseaux de village et privilégie une approche nouvelle de la formation de revenus et des services sociaux. Les deux projets contribuent à l'adoption de politiques favorisant les économies d'énergie et l'utilisation d'équipements à haut rendement.

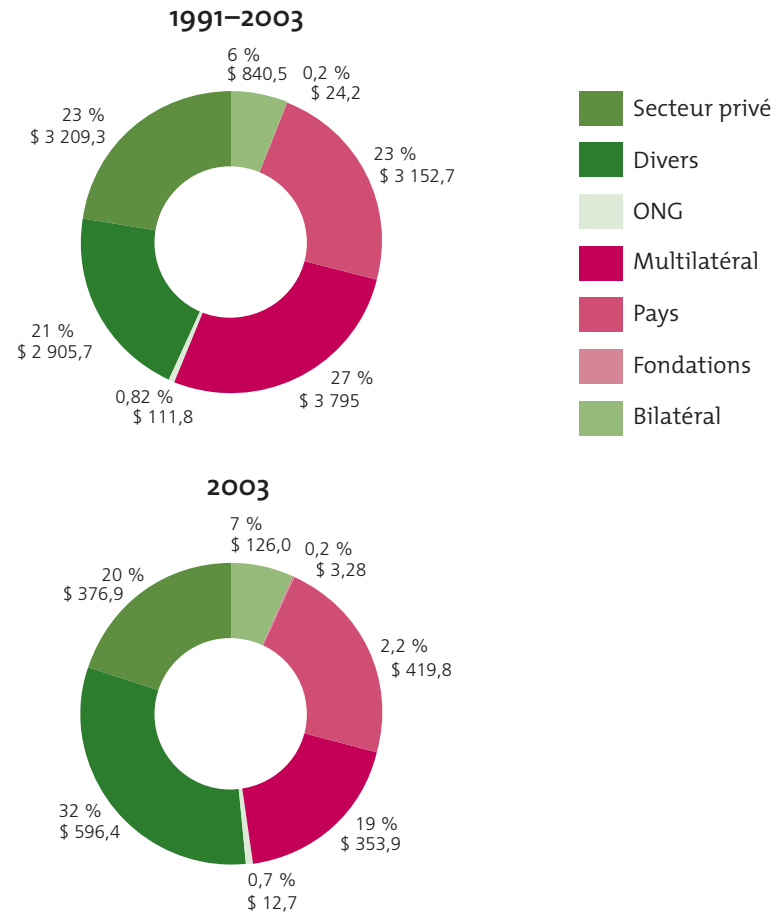


# Le portefeuille du FEM Ressources allouées et cofinancements

## L'effet d'entraînement de l'aide du FEM



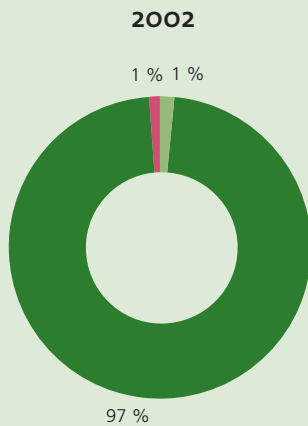
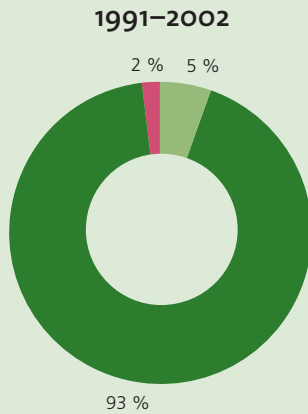
## Sources des cofinancements



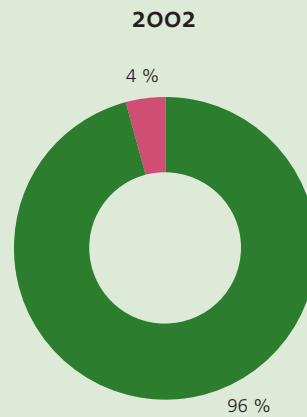
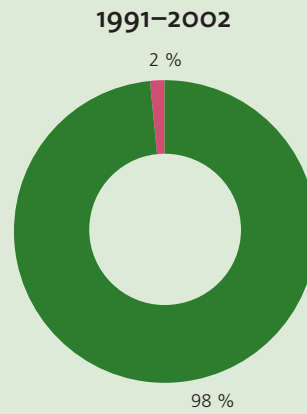
Tous les montants sont exprimés en millions de dollars. Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme exacte de leurs éléments.

# Le portefeuille du FEM Types de projet

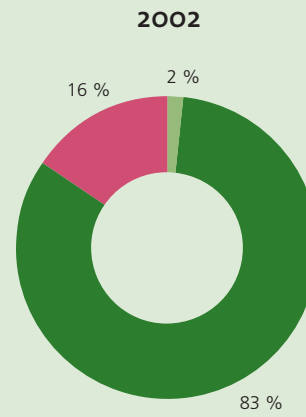
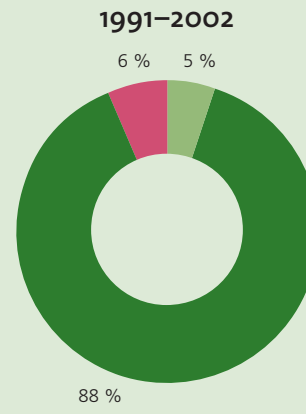
Financements du FEM  
Changements climatiques



Financements du FEM  
Eaux internationales



Financements du FEM  
Diversité biologique

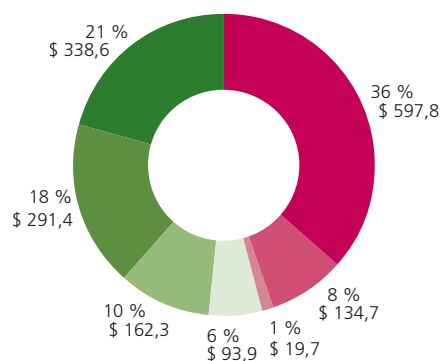


- Projets à part entière :  
USD 1 million et plus
- Projets de moyenne envergure :  
Jusqu'à USD 1 million ;  
financements ouverts aux ONG
- Activités habilitantes :  
Généralement jusqu'à  
USD 450 000

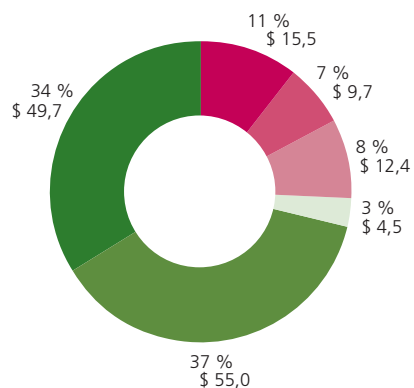
Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme exacte de leurs éléments.

## Le portefeuille du FEM **Diversité biologique**

1991–2003



2003



**Exploitation forestière durable.** *Exemple :* Projet du FEM visant à aider à appliquer un régime de « stricte protection » — sans exploitation forestière ni minière — à au moins 10 % de l'écosystème amazonien du Brésil (plus de 37 millions d'hectares).

**Écosystèmes de montagne.** *Exemple :* Projet du FEM visant à préserver la richesse des écopaysages et de la biodiversité des chaînes du Karakoram, de l'Hindu Kush et de l'Himalaya occidental dans le Nord du Pakistan.

**Préservation de la biodiversité.** *Exemple :* Projet du FEM visant à promouvoir la préservation et l'utilisation durable des ressources naturelles des écosystèmes de zones humides d'importance cruciale au Rwanda.

**Activités habilitantes.** *Exemple :* Aide du FEM à l'Afrique du Sud pour préparer son premier rapport national à présenter à la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique.

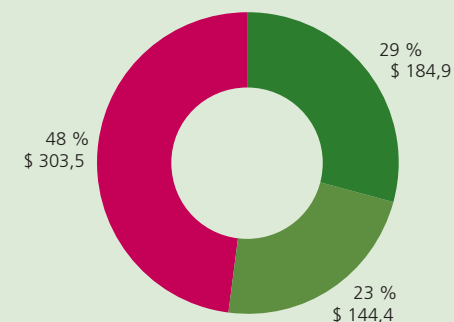
**Mesures d'intervention immédiates pour préserver la biodiversité.** *Exemple :* Projet du FEM visant à protéger le phoque moine méditerranéen, notamment la colonie du Cap Blanc, en Mauritanie.

**Terres arides et semi-arides.** *Exemple :* Projet du FEM visant à préserver la biodiversité des paysages agricoles du Croissant fertile.

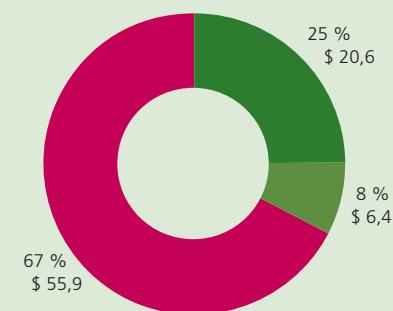
**Ressources côtières, marines et dulcicoles.** *Exemple :* Projet du FEM visant à préserver la richesse biologique des zones humides du delta de l'Orénoque, au Venezuela.

## Le portefeuille du FEM **Eaux**

1991–2003



2003

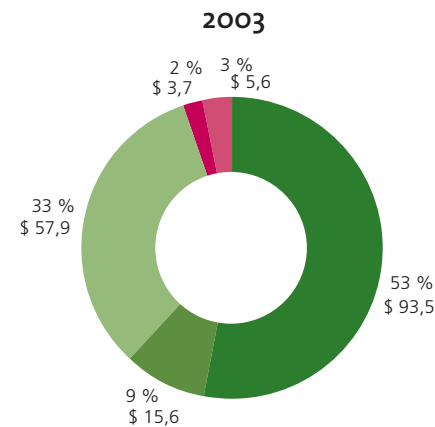
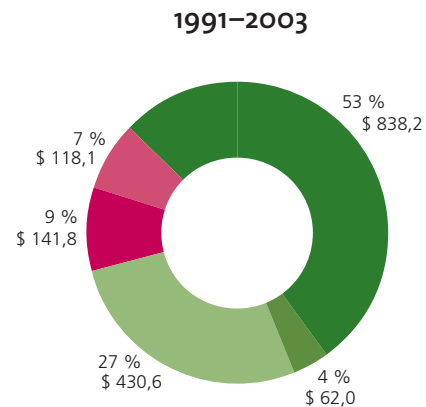


Tous les montants sont exprimés en millions de dollars.

**Gestion intégrée des ressources terrestres et aquatiques.**  
*Exemple :* Projet du FEM visant à promouvoir un développement respectueux de l'environnement dans le bassin du Bermejo, en Amérique du Sud.

**Réduction des agents contaminants.**  
*Exemple :* Programme mondial du FEM visant à améliorer la qualité de l'eau des ports des pays en développement en limitant les rejets d'organismes nuisibles lors du déballastage.

**Régénération des masses d'eau.**  
*Exemple :* Partenariat de 17 pays dans le cadre d'un programme du FEM visant à réduire la pollution du Danube et de la mer Noire.



Tous les montants sont exprimés en millions de dollars.

**Énergies renouvelables.** *Exemple :* Initiative du FEM en vue d'accélérer l'exploitation commerciale et la viabilité financière des technologies exploitant l'énergie photovoltaïque au Kenya, au Maroc et en Inde.

**Modes de transport écologiquement viables.**  
*Exemple :* Projet du FEM visant à commercialiser la construction d'autobus à piles à combustible alimentées à l'hydrogène, en Inde.

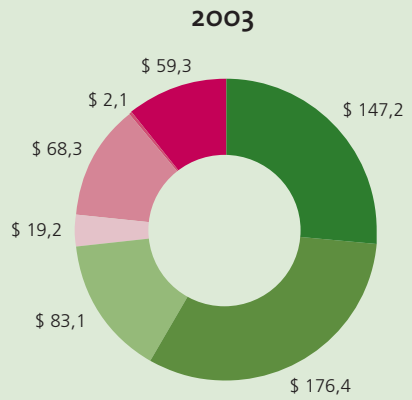
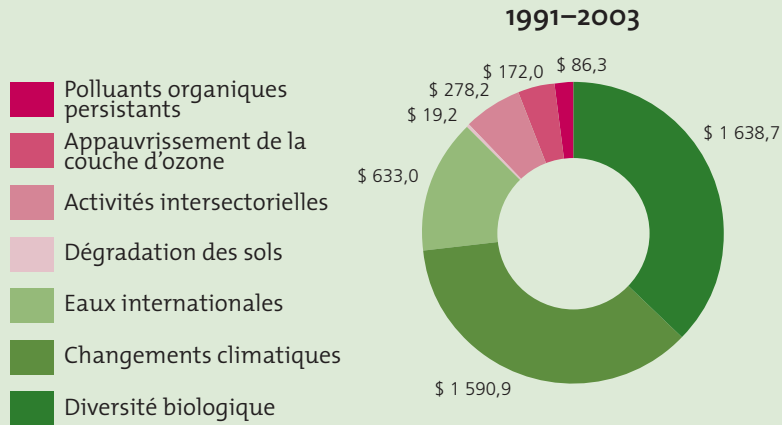
**Maîtrise de l'énergie.** *Exemple :* Projet du FEM visant à remplacer les refroidisseurs aux CFC utilisés pour la climatisation des immeubles à usage commercial en Thaïlande par des unités à haut rendement sans substances nocives pour l'ozone.

**Mesures d'intervention immédiates pour réduire les gaz à effet de serre.** *Exemple :* Projet du FEM visant à séparer les déchets municipaux solides pour réduire les émissions de méthane en Indonésie.

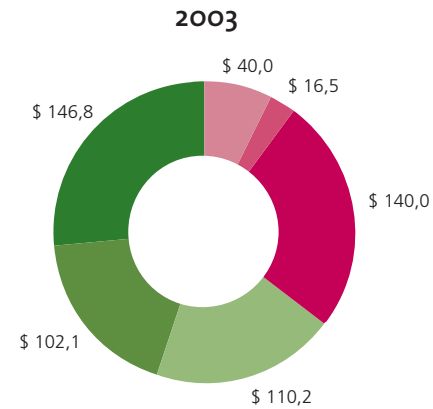
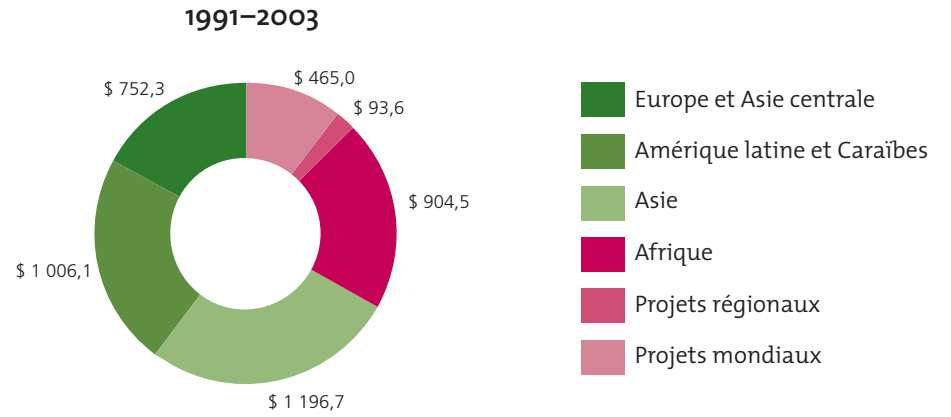
**Activités habilitantes.** *Exemple :* Aide du FEM à la Chine pour évaluer sa vulnérabilité à la modification du climat et inventorier ses émissions de gaz à effet de serre.

# Le portefeuille du FEM Domaines d'intervention et régions

Montant total du financement du FEM par domaine d'intervention



Montant total du financement du FEM par région (dont projets mondiaux et régionaux)



Tous les montants sont exprimés en millions de dollars.



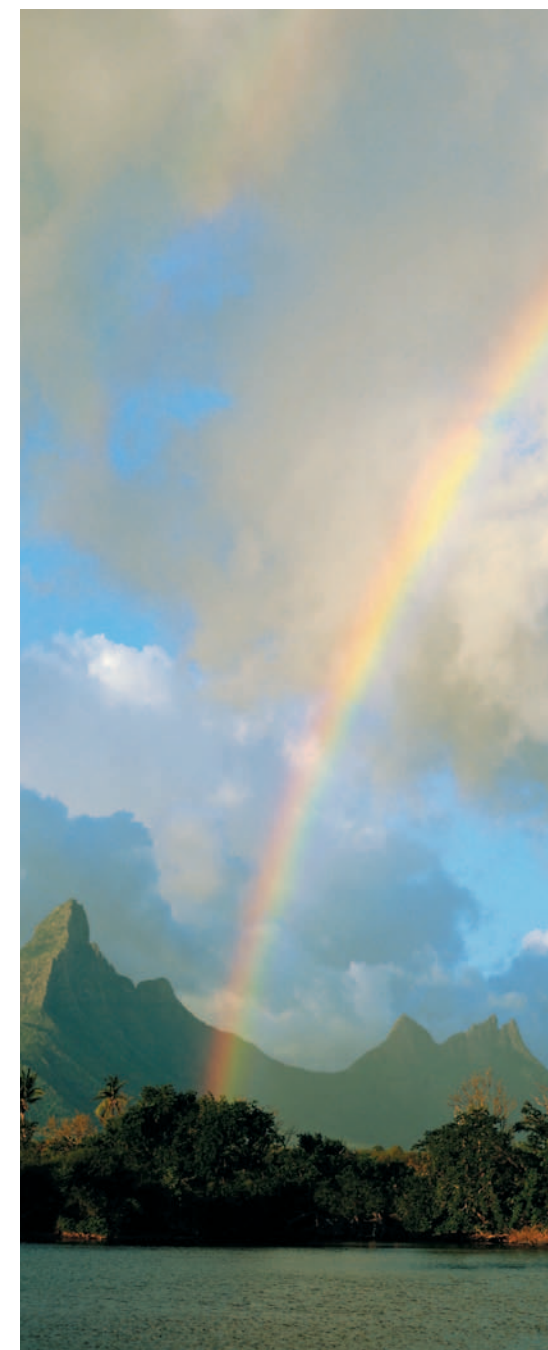


## Nouveaux projets et programmes du FEM en 2003



LIEU	INTITULÉ DU PROJET	AGENT D'EXÉCUTION	FINANCEMENT DU FEM	MONTANT TOTAL (USD M)
<b>DIVERSITÉ BIOLOGIQUE</b>				
Projet régional	Renforcement des zones humides et du réseau de voies de migration pour la protection de la grue de Sibérie et d'autres oiseaux d'eau migrateurs en Asie	PNUE	10,35	22,71
Projet régional	Gestion intégrée de la biodiversité des terres arides par la régénération des sols dans les régions arides et semi-arides du Mozambique, de la Zambie et du Zimbabwe	PNUE/PNUD	7,83	13,42
Projet régional	Conservation in situ des parents sauvages des espèces cultivées par une amélioration de la gestion de l'information et des applications sur le terrain	PNUE	6,16	12,68
Projet régional	Renforcement des capacités scientifiques et techniques pour la gestion efficace et l'utilisation durable de la biodiversité des terres arides des réserves de biosphère d'Afrique de l'Ouest	PNUE	2,75	6,58
Afrique du Sud	Projet « CAPE » de préservation de la biodiversité et de promotion du développement durable	Banque mondiale/PNUD	11,32	55,77
Afrique du Sud	Initiative pour la préservation de la biodiversité du cap Agulhas	PNUD	3,23	11,78
Bulgarie	Préservation de la biodiversité d'importance mondiale des paysages des monts Rhodope	PNUD	3,81	18,70
Cambodge	Préservation de la biodiversité de la région de Tonlé Sap	PNUD/BAsD	3,60	19,13
Cap-Vert	Gestion participative intégrée des écosystèmes à l'intérieur et autour des zones protégées (Phase I)	PNUD	3,93	9,64
Chine	Gestion de la biodiversité des zones côtières de la mer de Chine méridionale	PNUD	3,52	12,75
Colombie	Renforcement des capacités d'application du Protocole de Cartagena	Banque mondiale	1,00	4,48
Fédération de Russie	Préservation et utilisation durable de la diversité des salmonidés sauvages dans la péninsule du Kamchatka (Phase I)	PNUD	3,31	13,83
Fédération de Russie	Approche écosystémique intégrée pour préserver la biodiversité et minimiser le morcellement de l'habitat dans trois zones témoins de l'Arctique russe (ECORA)	PNUE	3,38	8,00
Guinée	Préservation de la biodiversité des monts Nimba par une gestion participative intégrée de proximité	PNUD	3,99	11,89
Guinée-Bissau	Programme de gestion du littoral et de la biodiversité	Banque mondiale	5,15	9,55
Inde	Renforcement des capacités d'application du Protocole de Cartagena	Banque mondiale	1,00	3,07
Jordanie	Protection des herbes et plantes médicinales	Banque mondiale	5,35	12,85

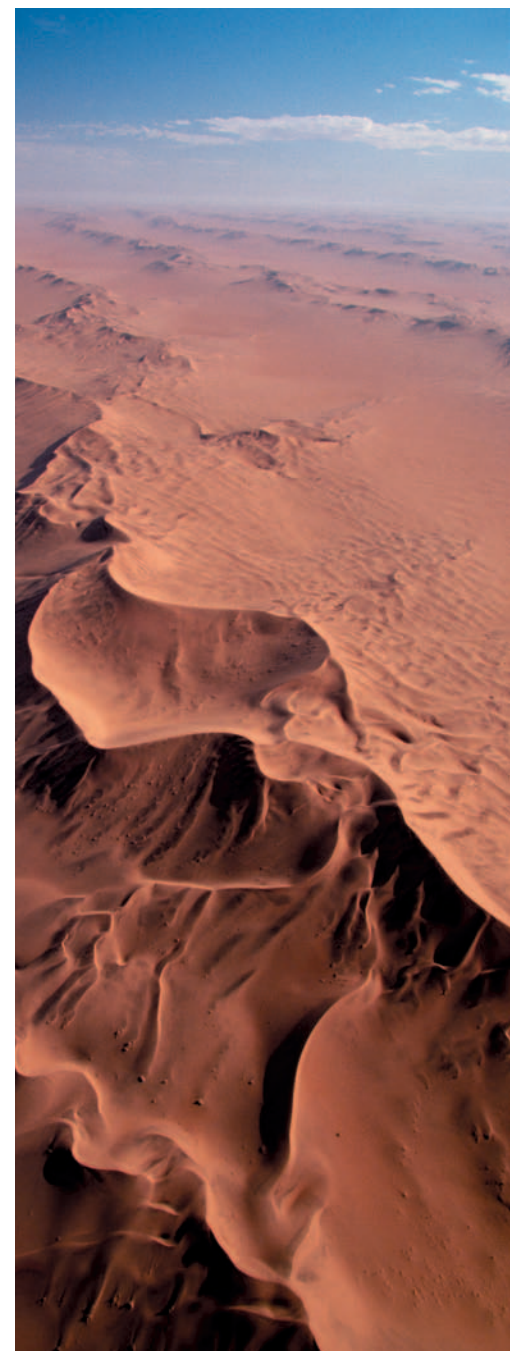
LIEU	INTITULÉ DU PROJET	AGENT D'EXÉCUTION	FINANCEMENT DU FEM	MONTANT TOTAL (USD M)
<b>DIVERSITÉ BIOLOGIQUE</b>				
Kazakhstan	Préservation in situ de la biodiversité des paysages agricoles des montagnes du Kazakhstan	PNUD	3,02	7,81
Lituanie	Préservation de la biodiversité des zones humides de l'intérieur	PNUD	3,44	13,86
Maldives	Préservation de la biodiversité d'importance mondiale de l'écosystème de l'Atoll de Baa	PNUD	2,73	8,65
Népal	Préservation de la biodiversité de l'écopaysage du complexe du Terai Occidental	PNUD	3,55	13,19
Pérou	Gestion participative des zones protégées	Banque mondiale	15,15	31,06
Swaziland	Gestion de la biodiversité et développement participatif	Banque mondiale	5,85	12,25
Syrie	Préservation de la biodiversité et gestion des zones protégées	PNUD	3,49	6,92
Tchad	Préservation et utilisation durable de la biodiversité dans le Moyen-Chari	PNUD	1,66	3,30
Zambie	Sauvegarder l'environnement pour promouvoir le développement économique	Banque mondiale	4,24	15,24
<b>CHANGEMENTS CLIMATIQUES</b>				
Projet mondial	Réseaux de transfert de technologies (Phase II) : Vérification pilote et élargissement au niveau national	PNUE	2,01	4,64
Projet régional	Programme d'économies d'énergie par optimisation de la consommation	PNUE	2,36	9,76
Projet régional	Renforcement des capacités d'amélioration des inventaires des émissions de gaz à effet de serre (Afrique de l'Ouest et Afrique centrale francophone)	PNUD	2,99	3,60
Projet régional	Valorisation de l'énergie géothermique en Europe centrale et orientale, et Fonds Banque mondiale-FEM de valorisation de l'énergie géothermique (Phase I)	Banque mondiale	25,70	200,07
Arménie	Utilisation plus rationnelle de l'énergie pour le chauffage urbain et l'alimentation en eau chaude	PNUD	3,16	12,03
Bélarus	Chauffage et alimentation en eau chaude par valorisation de la biomasse	PNUD	3,37	8,94
Chili	Qualité de l'air et transports à Santiago	Banque mondiale	7,33	14,77
Chine	Programme d'utilisation rationnelle de l'énergie par les secteurs de consommation finale	PNUD	17,38	80,38
Costa Rica	Programme national d'électrification hors réseau par les énergies renouvelables (Phase I)	PNUD	1,15	2,05
Éthiopie	Énergies renouvelables	Banque mondiale	5,21	15,61





LIEU	INTITULÉ DU PROJET	AGENT D'EXÉCUTION	FINANCEMENT DU FEM	MONTANT TOTAL (USD M)
<b>CHANGEMENTS CLIMATIQUES</b>				
Fédération de Russie	Suppression des obstacles à l'extraction et à l'utilisation du méthane des bassins houillers	PNUD	3,30	8,41
Géorgie	Promotion de l'utilisation des énergies renouvelables pour satisfaire les besoins locaux	PNUD	4,71	13,44
Inde	Élimination des obstacles à la production d'énergie verte (Phase I)	PNUD	5,65	39,15
Inde	Élimination des obstacles à une meilleure maîtrise de l'énergie dans le secteur du laminage de l'acier	PNUD	7,03	32,02
Mali	Énergie domestique et électrification généralisée des zones rurales	Banque mondiale	5,61	16,411
Mexique	Plan d'élimination des obstacles à l'exploitation en vraie grandeur de l'énergie éolienne	PNUD	4,74	11,81
Mexique	Valorisation à grande échelle des énergies renouvelables	Banque mondiale	25,35	272,85
Nicaragua	Électrification décentralisée des zones rurales aux fins du développement	PNUD/ Banque mondiale	8,47	35,67
Pérou	Transports urbains de Lima	Banque mondiale	8,28	134,28
Philippines	Réduction des pertes des coopératives d'électricité	Banque mondiale	12,35	62,85
Tanzanie	Transformation du marché rural du photovoltaïque	PNUD	2,57	7,30
Uruguay	Amélioration du rendement énergétique	Banque mondiale	7,22	81,34
Viet Nam	Gestion par action sur la demande et amélioration du rendement énergétique	Banque mondiale	5,72	19,44
<b>Eaux Internationales</b>				
Projet régional	Inversion de la tendance à la dégradation des eaux et des sols dans le bassin du Niger	PNUD/ Banque mondiale	13,38	30,28
Projet régional	Partenariat stratégique pour la réduction de la charge en éléments nutritifs du Danube et de la mer Noire — Fonds d'investissement Banque mondiale-FEM pour la réduction de la charge en éléments nutritifs (phase III)	Banque mondiale	34,00	309
Projet régional	Renforcement des capacités d'intervention pour la réduction de la charge nutritive et la promotion de la coopération transnationale dans le bassin du Danube (Phase II)	PNUD	12,00	24,88
Projet régional	Gestion des activités terrestres dans le bassin de l'océan Indien occidental	PNUE	4,51	11,41
Projet régional	Problèmes transnationaux dans le bassin de la Volta et les zones côtières de son embouchure	PNUE	5,72	16,09
Slovénie	Facilité BERD/FEM de crédit environnemental (ancien titre : Réduction de la pollution nationale)	Banque mondiale /BERD	9,99	55,83

LIEU	INTITULÉ DU PROJET	AGENT D'EXÉCUTION	FINANCEMENT DU FEM	MONTANT TOTAL (USD M)
<b>DÉGRADATION DES SOLS</b>				
Burkina Faso	Gestion intégrée des écosystèmes de plaine du Sahel (Phase I) Partenariat entre la République populaire de Chine et le FEM pour lutter contre la dégradation des sols dans les écosystèmes arides : Projet I — Renforcement des capacités pour combattre la dégradation des sols	banque mondiale	4,84	25,36
Chine		BAsD	8,05	15,35
Kazakhstan	Gestion des terres arides	Banque mondiale	5,36	10,63
<b>APPAUVRISSMENT DE LA COUCHE D'OZONE</b>				
Arménie	Programme d'élimination progressive des substances nocives pour l'ozone	PNUD/PNUE	2,09	2,09
<b>POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS</b>				
Programme régional	Programme d'élimination des stocks de pesticides (Phase I) Activités habilitantes pour l'application de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP) : Plan national de mise en œuvre	Banque mondiale	25,30	60,03
Chine		Banque mondiale/ ONUDI	4,41	11,11
République slovaque	Programme mondial de démonstration de la viabilité des technologies existantes de destruction des polluants organiques persistants sans combustion et élimination des obstacles à leur utilisation	PNUD/ONUDI	10,61	20,68
<b>ACTIVITÉS INTERSECTORIELLES</b>				
Projet mondial	Programme de microfinancements	PNUD	27,00	54,00
Projet mondial	Initiative pour l'organisation de réunions de concertation avec les pays	PNUD	5,77	6,02
Albanie	Gestion intégrée des ressources en eau et des écosystèmes	Banque mondiale	5,22	12,58
Brésil	Activités témoins de gestion intégrée des écosystèmes et des bassins hydrographiques dans la Caatinga (Phase I)	PNUD	4,10	26,36
Chine	Développement pastoral dans les provinces du Gansu et du Xinjiang	Banque mondiale	10,70	109,42
Honduras	Promotion d'une gestion intégrée des écosystèmes et des ressources naturelles	PNUD	4,52	43,88





## Situation de la Caisse du FEM et États financiers

L'information présentée ci-après sur la situation de la Caisse du FEM est basée sur les derniers états financiers de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) en tant qu'Administrateur de la Caisse, de la BIRD, du PNUD et du PNUE en tant qu'Agents d'exécution, et du Secrétariat du FEM.

### Situation de la Caisse du FEM au 30 juin 2003

Les cycles d'exploitation<sup>1</sup> et les auditeurs externes<sup>2</sup> des Agents d'exécution, de l'Administrateur de la Caisse et du Secrétariat sont différents. Les derniers états financiers de chacun des Agents d'exécution, de l'Administrateur et du Secrétariat sont présentés ci-après :

	ÉTATS FINANCIERS AU
Administrateur	30 juin 2003
BIRD : Guichet FEM	30 juin 2003
Secrétariat	30 juin 2003
PNUD : Guichet FEM	31 décembre 2002
PNUE : Guichet FEM	31 décembre 2002

*1 L'exercice du PNUD et du PNUE coïncide avec l'année civile. Celui de la BIRD et du Secrétariat du FEM (auquel la Banque prête son concours administratif) va de juillet à juin.*

*2 Le Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies vérifie les états financiers du PNUD/FEM et du PNUE/FEM. Les comptes de la BIRD, en tant qu'Agent d'exécution, ceux de l'Administrateur de la Caisse et du Secrétariat du FEM sont vérifiés par les auditeurs externes de la BIRD*

## Contributions au FEM au 30 juin 2003

(en millions de dollars, selon accord)\*

PAYS	PHASE PILOTE		FEM-1			FEM-2			FEM-3			MONTANT TOTAL VERSÉ
	CONTRIBUTIONS DE BASE	COFINANCEMENT/ FINANCEMENT PARALLÈLE	CONTRIBUTIONS ANNONCÉES	CONTRIBUTIONS VERSÉES	% VERSÉ	CONTRIBUTIONS ANNONCÉES	CONTRIBUTIONS VERSÉES	% VERSÉ	CONTRIBUTIONS ANNONCÉES	CONTRIBUTIONS VERSÉES	% VERSÉ	
Allemagne	150,45	—	240,00	240,00	100,0 %	220,00	220,00	100,0 %	293,67	73,42	25,0 %	683,87
Argentine	—	—	5,00	2,50	50,0 %	—	—	—	—	—	—	2,50
Australie	13,24	10,10	29,20	29,20	100,0 %	32,20	32,20	100,0 %	34,99	8,75	25,0 %	93,49
Autriche	35,58	—	20,00	20,00	100,0 %	20,17	20,17	100,0 %	22,44	—	—	75,75
Bangladesh	—	—	2,80	2,80	100,0 %	—	—	—	—	—	—	2,80
Belgique	6,84	7,30	32,00	32,00	100,0 %	34,20	34,20	100,0 %	41,80	—	—	80,34
Brésil	5,47	—	5,60	5,60	100,0 %	—	—	—	—	—	—	11,07
Canada	8,66	—	86,60	86,60	100,0 %	101,60	101,60	100,0 %	102,58	25,65	25,0 %	222,51
Chine	5,47	—	5,60	5,60	100,0 %	8,20	8,20	100,0 %	10,70	2,64	24,7 %	21,91
Corée	—	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	5,51	1,09	19,8 %	12,19
Côte d'Ivoire	2,74	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	5,07	5,07	100,0 %	18,91
Danemark	22,22	—	35,10	35,10	100,0 %	28,70	28,70	100,0 %	35,44	8,86	25,0 %	94,88
Égypte	5,47	—	5,60	2,62	46,8 %	—	—	—	—	—	—	8,09
Espagne	13,68	—	19,57	19,57	100,0 %	16,51	16,51	100,0 %	19,17	—	—	49,76
États-Unis	—	150,00	430,00	430,00	100,0 %	430,00	258,41	60,1 %	500,00	107,50	21,5 %	945,91
Finlande	27,95	—	21,60	21,60	100,0 %	22,10	22,10	100,0 %	26,55	3,35	12,6 %	75,00
France	150,53	—	143,30	143,30	100,0 %	144,80	144,80	100,0 %	163,35	40,84	25,0 %	479,47
Grèce	—	—	5,00	5,00	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	5,71	1,43	25,0 %	11,93
Inde	5,47	—	8,40	8,40	100,0 %	9,00	9,00	100,0 %	10,13	2,53	25,0 %	25,40
Indonésie	5,47	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,47
Irlande	—	—	2,40	2,40	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	5,71	1,43	25,1 %	9,33
Italie	89,08	—	114,70	114,70	100,0 %	90,50	60,12	66,4 %	105,22	—	—	263,90
Japon	37,41	26,09	414,60	414,60	100,0 %	412,60	412,60	100,0 %	422,72	105,68	25,0 %	996,38
Luxembourg	—	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	5,07	—	—	11,10
Mexique	5,48	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	5,07	1,27	25,0 %	17,85
Nigéria	5,47	—	—	—	—	5,50	5,50	100,0 %	5,71	—	—	10,97
Norvège	26,75	4,50	31,20	31,20	100,0 %	31,30	31,30	100,0 %	25,31	6,33	25,0 %	100,08
Nouvelle-Zélande	—	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	5,07	1,27	25,0 %	12,37
Pakistan	5,47	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	4,13	75,0 %	5,07	—	—	15,20
Pays-Bas	51,61	—	71,40	71,40	100,0 %	72,80	72,80	100,0 %	82,11	—	—	195,81
Portugal	6,15	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	5,07	—	—	17,25
République slovaque	—	—	5,60	5,60	100,0 %	—	—	—	—	—	—	5,60
République tchèque	—	—	5,60	5,60	100,0 %	5,50	5,50	100,0 %	5,71	1,43	25,1 %	12,53
Royaume-Uni	74,84	—	134,60	134,60	100,0 %	138,90	138,90	100,0 %	190,07	—	—	348,34
Russie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Slovénie	—	—	—	—	—	1,40	1,40	100,0 %	1,43	0,35	24,4 %	1,75
Suède	33,56	—	58,30	58,30	100,0 %	57,80	57,80	100,0 %	72,24	72,24	100,0 %	221,90
Suisse	41,11	14,60	44,80	44,80	100,0 %	43,90	43,90	100,0 %	58,25	—	—	144,41
Turquie	5,47	—	5,60	5,60	—	5,50	5,50	—	5,07	1,27	—	17,84
Total	841,64	212,59	2 023,37	2 017,89	—	1 982,68	1 779,34	—	2 281,99	472,39	—	5 323,85

\*Les contributions versées sont calculées sur la base du montant « convenu » en dollars et ne tiennent pas compte des fluctuations monétaires qui ressortent des états financiers à vocation spéciale et des notes des exercices 02 et 03.



## Financements du FEM par pays, 1991–2003 (en millions de dollars)

PAYS	MONTANT	PAYS	MONTANT	PAYS	MONTANT	PAYS	MONTANT	PAYS	MONTANT
Projets mondiaux	465,055	Comores	2,898	Îles Cook	0,405	Mozambique	13,609	Samoa	1,698
Projets régionaux	864,398	Congo	11,679	Îles Marshall	0,796	Namibie	11,442	Sao Tomé-et-Principe	0,886
		Congo, RD du	7,374	Îles Salomon	0,132	Népal	10,345	Sénégal	15,311
Afrique du Sud	39,935	Costa Rica	31,576	Inde	161,727	Nicaragua	17,494	Serbie-et-Monténégro	0,499
Albanie	5,708	Côte d'Ivoire	21,462	Indonésie	91,246	Niger	5,720	Seychelles	5,056
Algérie	15,299	Corée, RPD de	1,978	Iran	4,896	Nigéria	9,622	Sierra Leone	0,584
Angola	0,339	Croatie	25,294	Jamaïque	4,918	Niue	1,075	Slovénie	21,122
Antigua-et-Barbuda	1,217	Cuba	22,497	Jordanie	21,506	Oman	0,716	Soudan	4,340
Arabie saoudite	0,350	Djibouti	1,245	Kazakhstan	26,738	Ouganda	48,617	Sri Lanka	38,777
Argentine	44,429	Dominique	0,571	Kenya	19,201	Ouzbékistan	4,768	Surinam	10,032
Arménie	11,904	Égypte	28,902	Kirghizistan	0,732	Pakistan	40,338	Swaziland	6,725
Azerbaïdjan	8,840	El Salvador	1,593	Kiribati	0,809	Palau	0,986	Syrie	10,392
Bahamas	0,789	Équateur	46,685	Lesotho	3,560	Panama	13,184	Tadjikistan	1,803
Bahreïn	0,335	Érythrée	6,270	Lettonie	8,284	Papouasie- Nouvelle-Guinée	26,377	Tanzanie	20,597
Bangladesh	32,444	Estonie	1,568	Liban	7,332	Paraguay	10,631	Tchad	2,612
Barbade	0,433	Éthiopie	10,870	Libéria	0,628	Pérou	56,425	Thaïlande	20,215
Bélarus	12,530	Fédération de Russie	124,459	Libye	0,475	Philippines	97,174	Togo	2,311
Belize	11,239	Fidji	1,348	Lituanie	26,592	Pologne	68,709	Tonga	1,029
Bénin	17,313	Gabon	2,087	Macédoine, ERY de	3,724	RDP lao	6,655	Trinité-et-Tobago	4,646
Bhoutan	12,968	Gambie	2,270	Madagascar	23,184	République centrafricaine	3,778	Tunisie	15,936
Bolivie	26,209	Géorgie	19,451	Malaisie	19,053	République dominicaine	3,680	Turkménistan	2,019
Botswana	0,809	Ghana	27,998	Malawi	14,808	République slovaque	21,913	Turquie	14,120
Brésil	184,717	Grenade	1,372	Maldives	3,893	République tchèque	10,382	Ukraine	42,026
Bulgarie	25,766	Guatemala	15,617	Mali	14,431	Roumanie	28,613	Uruguay	15,840
Burkina Faso	30,621	Guinée	6,882	Malte	0,265	Rwanda	5,536	Vanuatu	0,745
Burundi	1,270	Guinée-Bissau	5,946	Maroc	69,876	Sainte-Lucie	0,720	Venezuela, RB de	11,844
Cambodge	15,012	Guinée équatoriale	0,296	Maurice	6,444	Saint-Kitts-et-Nevis	0,363	Viet Nam	25,199
Cameroun	8,934	Guyana	9,605	Mauritanie	3,419	Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,773	Yémen	10,454
Cap-Vert	9,523	Haïti	1,086	Mexique	210,235			Zambie	5,532
Chili	29,508	Honduras	12,494	Micronésie	1,195			Zimbabwe	15,098
Chine	404,830	Hongrie	26,618	Moldova	7,711				
Colombie	40,490			Mongolie	10,884				

## Financements du FEM par pays, 2003

(en millions de dollars)

PAYS	MONTANT	PAYS	MONTANT	PAYS	MONTANT	PAYS	MONTANT	PAYS	MONTANT
Projets mondiaux	40,053	Chili	7,330	Honduras	4,519	Mexique	30,086	Sao-Tomé-et-Principe	0,373
Projets régionaux	157,981	Chine	45,244	Hongrie	0,605	Moldova	0,200	Sénégal	0,495
		Colombie	2,142	Îles Cook	0,201	Mongolie	2,471	Serbie-et-Monténégro	0,499
Afrique du Sud	15,947	Congo	0,200	Îles Marshall	0,346	Namibie	0,300	Seychelles	1,223
Albanie	5,220	Costa Rica	2,498	Inde	13,680	Népal	3,650	Slovénie	9,995
Angola	0,339	Côte d'Ivoire	0,200	Jamaïque	0,567	Nicaragua	8,465	Soudan	0,500
Antigua-et-Barbuda	0,802	Croatie	0,299	Jordanie	6,550	Niger	0,209	Swaziland	6,030
Argentine	1,500	Djibouti	0,377	Kazakhstan	8,583	Nigéria	0,200	Syrie	3,954
Arménie	5,247	Dominique	0,299	Kenya	1,471	Niue	0,250	Tadjikistan	0,294
Azerbaïdjan	0,200	Égypte	0,645	Kirghizistan	0,292	Ouganda	0,130	Tanzanie	2,570
Bahamas	0,150	Équateur	0,200	Kiribati	0,597	Pakistan	1,288	Tchad	1,761
Barbade	0,100	Érythrée	0,223	Lettonie	0,575	Palau	0,347	Thaïlande	0,500
Bélarus	3,553	Estonie	0,200	Liban	0,756	Paraguay	0,999	Tonga	0,386
Bénin	0,489	Éthiopie	5,959	Libéria	0,372	Pérou	25,429	Trinité-et-Tobago	0,100
Bhoutan	0,792	Fédération de Russie	9,984	Libye	0,200	Philippines	12,550	Tunisie	0,200
Bolivie	0,705	Gabon	0,523	Lituanie	3,822	Pologne	0,200	Turquie	0,470
Botswana	0,100	Gambie	0,147	Macédoine, ERY de	0,295	République dominicaine	0,100	Ukraine	0,499
Brésil	6,072	Géorgie	5,306	Madagascar	1,474	République slovaque	11,612	Uruguay	7,410
Bulgarie	4,008	Ghana	0,200	Malawi	0,497	Rwanda	0,371	Vanuatu	0,393
Burkina Faso	5,312	Grenade	0,100	Maldives	2,730	Saint-Kitts-et-Nevis	0,100	Venezuela, RB de	0,470
Burundi	0,401	Guatemala	0,225	Mali	5,611	Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,306	Viet Nam	7,911
Cambodge	4,311	Guinée	4,200	Maroc	0,950			Zambie	4,240
Cameroun	0,699	Guinée-Bissau	5,150	Maurice	0,606			Zimbabwe	0,655
Cap-Vert	3,932	Haïti	0,474	Mauritanie	0,100				

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT  
EN SA QUALITÉ D'ADMINISTRATEUR DE LA CAISSE DU FEM

Référence de la Banque mondiale  
TF029840

États financiers à vocation spéciale et rapport  
des auditeurs indépendants  
aux 30 juin 2003 et 2002

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE  
Division des fonds fiduciaires  
1818 H Street N.W. Washington, D.C. 20433, États-Unis  
Téléphone : (1-202) 458-5800 Télécopie : (1-202) 477-7163

Deloitte Touche Tohmatsu (International Firm)  
Suite 500  
555 12th Street, N.W.  
Washington, DC 20004-1207

Téléphone : (1-202) 879-5600  
Télécopie : (1-202) 879-5309  
Site web : www.us.deloitte.com

**Deloitte  
Touche  
Tohmatsu  
(International Firm)**

## RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Destinataires : Conseil du Fonds pour l'environnement mondial et Banque internationale pour la reconstruction et le développement  
en sa qualité d'Administrateur de la Caisse du FEM

Nous avons audité l'état ci-joint de la situation financière de la Caisse du FEM (la Caisse), pour laquelle la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) fait office d'Administrateur (l'Administrateur), le compte de résultat, l'état des variations des ressources fiduciaires nettes et le tableau des flux de trésorerie pour les exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002. Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la direction de la BIRD. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement admises aux États-Unis d'Amérique et aux Normes internationales d'audit : ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état financier ne comporte pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans l'état financier. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Comme l'indique la note 2, les états ci-après sont des états financiers à vocation spéciale. Leur présentation n'est pas censée être conforme aux principes comptables généralement admis aux États-Unis d'Amérique ou aux Normes internationales de présentation de l'information financière.

À notre avis, les états financiers présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002 de la Caisse du FEM, dont la BIRD est l'Administrateur, ainsi que les résultats de ses opérations et le tableau des flux de trésorerie pour les deux exercices clos auxdites dates, selon les principes comptables décrits à la note 2.

Dans le cadre de son dispositif de contrôle ordinaire, la BIRD procède à des vérifications des activités menées au titre de la Caisse, notamment des opérations pour lesquelles elle agit en qualité d'Agent d'exécution (AE), ainsi qu'il ressort de la note 12. En cette qualité, la BIRD a fait savoir à l'Administrateur que ses vérifications avaient mis en évidence un certain nombre de transactions qui pourraient correspondre à des dépenses non autorisées dans le cadre de trois financements du FEM exécutés par les bénéficiaires. À ce jour, le montant total des dépenses non autorisées, si celles-ci étaient confirmées, ne peut être précisément chiffré. Au vu du montant correspondant aux activités ici soumises à examen, la direction n'estime pas que le montant total en question puisse avoir une incidence importante sur les états financiers de la Caisse, pris dans leur ensemble.

Le présent rapport a été établi exclusivement pour l'information et l'usage du Conseil du Fonds pour l'environnement mondial et de la BIRD, en sa qualité d'Administrateur de la Caisse, ainsi que des donateurs contribuant à la Caisse. Il est destiné à l'usage desdites parties, qui seules peuvent l'utiliser.

*Deloitte Touche Tohmatsu (International Firm)*  
3 octobre 2003

## État de la situation financière

Montants exprimés en dollars des États-Unis

	<u>30 JUIN 2003</u>	<u>30 JUIN 2002</u>
<b>ACTIF</b>		
Liquidités – Note 3	\$ 392 774 294	\$ 78 579 180
Placements – Note 3	582 411 897	801 798 886
Revenus des placements à recevoir	5 212 259	3 345 124
Effets à recevoir – Note 4	1 930 111 450	1 768 290 903
Autres actifs à recevoir	—	45 283
<b>Total actif</b>	<b><u>\$ 2 910 509 900</u></b>	<b><u>\$ 2 652 059 376</u></b>
<b>PASSIF</b>		
Financements alloués :		
BIRD/AE	\$ 571 999 782	\$ 695 058 775
PNUD	285 143 392	445 809 300
PNUÉ	16 323 703	68 774 818
Secrétariat	—	785 280
Allocations pour frais :		
BIRD/AE	—	14 255 000
PNUD	—	29 002 464
PNUÉ	3 843 450	5 137 378
Allocations non récurrentes à payer – Note 9	—	36 000
<b>Total passif</b>	<b><u>877 310 327</u></b>	<b><u>1 258 859 015</u></b>
<b>RESSOURCES FIDUCIAIRES NETTES</b>		
Contributions engagées – Note 4	6 803 936 821	4 610 476 382
Contributions à recevoir – Notes 4 et 5	(1 781 196 985)	(263 492 489)
Décotes non amorties	(2 321 241)	—
Contributions versées – Note 4	5 020 418 595	4 346 983 893
Montant cumulé des financements alloués et des allocations pour frais — Notes 7, 8 et 10	(2 935 444 450)	(2 898 579 711)
Bénéfices non répartis (déficit) — Note 10	(51 774 572)	(55 203 821)
<b>Total ressources fiduciaires nettes</b>	<b><u>2 033 199 573</u></b>	<b><u>1 393 200 361</u></b>
<b>Total passif et ressources fiduciaires nettes</b>	<b><u>\$ 2 910 509 900</u></b>	<b><u>\$ 2 652 059 376</u></b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers à vocation spéciale.

## Compte de résultat

Montants exprimés en dollars des États-Unis

### POUR LES EXERCICES CLOS LE

	<u>30 JUIN 2003</u>	<u>30 JUIN 2002</u>
<b>PRODUITS</b>		
Revenus du placement des financements alloués par le FEM – Note 8	\$ 1 380 754	\$ 1 650 338
Revenus nets des placements – Note 3	32 272 312	50 398 623
Autres produits	4 450	75 245
<b>Total produits</b>	<u>33 657 516</u>	<u>52 124 206</u>
<b>CHARGES</b>		
Budget de fonctionnement :		
BIRD/AE	3 110 000	2 771 854
PNUD	5 074 000	—
PNUE	7 588 243	—
Secrétariat	13 396 000	12 950 370
BIRD/Administrateur	913 250	874 080
Amortissement des remises	106 856	3 100 364
<b>Total charges</b>	<u>30 188 349</u>	<u>19 696 668</u>
Gains de change :	1 391 482	3 470 258
<b>Résultat net</b>	<u><u>\$ 4 860 649</u></u>	<u><u>\$ 35 897 796</u></u>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers à vocation spéciale.

## État des variations des ressources fiduciaires nettes

Montants exprimés en dollars des États-Unis

### POUR LES EXERCICES CLOS LE

	30 JUIN 2003			30 JUIN 2002		
	SOLDE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	VARIATIONS EN COURS D'EXERCICE	SOLDE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	SOLDE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	VARIATIONS EN COURS D'EXERCICE	SOLDE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE
<b>CONTRIBUTIONS — NOTE 4 :</b>						
Non soumises à restrictions	\$ 4 207 435 972	\$1 722 036 660	\$ 5 929 472 632	\$ 4 172 768 236	\$ 34 667 736	\$ 4 207 435 972
Temporairement soumises à restrictions :						
Contributions versées – Note 6	210 937 600	441 161 390	652 098 990	311 437 600	(100 500 000)	210 937 600
Temporairement soumises à restrictions :						
Engagement conditionnel – Note 6	192 102 810	30 262 389	222 365 199	3 623 032	188 479 778	192 102 810
<b>Total contributions</b>	<b>4 610 476 382</b>	<b>2 193 460 439</b>	<b>6 803 936 821</b>	<b>4 487 828 868</b>	<b>122 647 514</b>	<b>4 610 476 382</b>
Contributions à recevoir	(263 492 489)	(1 517 704 496)	(1 781 196 985)	(693 992 448)	430 499 959	(263 492 489)
Décotes non amorties	—	(2 321 241)	(2 321 241)	(2 740 496)	2 740 496	—
Contributions versées – Notes 6 et 10	<b>4 346 983 893</b>	<b>673 434 702</b>	<b>5 020 418 595</b>	<b>3 791 095 924</b>	<b>555 887 969</b>	<b>4 346 983 893</b>
<b>FINANCEMENTS ALLOUÉS ET ALLOCACTIONS POUR FRAIS – NOTE 7 :</b>						
BIRD/AE	(1 612 814 670)	(39 460 000)	(1 652 274 670)	(1 494 406 670)	(118 408 000)	(1 612 814 670)
PNUD	(1 068 687 964)	11 693 200	(1 056 994 764)	(934 400 000)	(134 287 964)	(1 068 687 964)
PNUE	(198 659 610)	(1 259 339)	(199 918 949)	(161 418 973)	(37 240 637)	(198 659 610)
OE	(15 671 867)	(7 838 600)	(23 510 467)	(2 662 284)	(13 009 583)	(15 671 867)
Secrétariat	(2 745 600)	—	(2 745 600)	(2 745 600)	—	(2 745 600)
<b>Total financements alloués et allocations pour frais :</b>	<b>(2 898 579 711)</b>	<b>(36 864 739)</b>	<b>(2 935 444 450)</b>	<b>(2 595 633 527)</b>	<b>(302 946 184)</b>	<b>(2 898 579 711)</b>
Bénéfices non répartis (déficit)	(55 203 821)	4 860 649	(50 343 172)	(91 101 617)	35 897 796	(55 203 821)
Reclassification des ressources fiduciaires nettes – Note 10 :	—	(1 431 400)	(1 431 400)	—	—	—
Bénéfices non répartis (déficit)	(55 203 821)	3 429 249	(51 774 572)	(91 101 617)	35 897 796	(55 203 821)
<b>TOTAL RESSOURCES FIDUCIAIRES NETTES</b>	<b>\$ 1 393 200 361</b>	<b>\$ 639 999 212</b>	<b>\$ 2 033 199 573</b>	<b>\$ 1 104 360 780</b>	<b>\$ 288 839 581</b>	<b>\$ 1 393 200 361</b>

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers à vocation spéciale.

## Tableau des flux de trésorerie

Montants exprimés en dollars des États-Unis

	POUR LES EXERCICES CLOS LE	
	30 JUIN 2003	30 JUIN 2002
<b>TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT :</b>		
Contributions en espèces reçues	\$ 510 075 898	\$ 386 704 086
Trésorerie issue des opérations de financement	510 075 898	386 704 086
Trésorerie requise par les financements alloués et les allocations pour frais	(416 996 673)	(238 611 735)
<b>TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT :</b>		
Vente/(acquisition) nette de titres	212 046 236	(96 710 906)
Trésorerie issue des (requis par les) opérations de placement	212 046 236	(96 710 906)
<b>TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS D'EXPLOITATION :</b>		
Résultat net	4 860 649	35 897 796
Passage à la trésorerie nette issue des opérations d'exploitation :		
(Augmentation)/diminution des revenus des placements à recevoir	(1 867 135)	4 308 878
Diminution/(augmentation) des autres actifs	45 283	(45 283)
Diminution des allocations pour frais à payer	(36 000)	(22 454 718)
(Diminution) des autres passifs	—	(97 000)
Pertes/(revenus) non réalisés des placements	7 340 754	(7 494 621)
Revenus du placement des financements alloués par le FEM	(1 380 754)	(1 650 338)
Amortissement des remises sur les contributions	106 856	3 100 364
Trésorerie issue des opérations d'exploitation	9 069 653	11 565 078
Augmentation nette des fonds	314 195 114	62 946 523
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	78 579 180	15 632 657
Trésorerie à la clôture de l'exercice	\$ 392 774 294	\$ 78 579 180

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers à vocation spéciale.



## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

### Note 1 : Organisation et opérations

L'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial (l'Instrument) a porté création du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en 1994. Le FEM accorde des financements aux pays qui peuvent y prétendre pour couvrir le surcoût de mesures visant à avoir des effets positifs sur l'environnement de la planète dans les quatre domaines d'intervention suivants : changements climatiques, diversité biologique, eaux internationales et appauvrissement de la couche d'ozone. En octobre 2002, la deuxième Assemblée du FEM (l'Assemblée) a approuvé une modification de l'Instrument qui fait des polluants organiques persistants (POP) et de la dégradation des sols (essentiellement par la désertification et le déboisement) de nouveaux domaines d'intervention du FEM.

Le surcoût convenu des activités portant sur la dégradation des sols peut faire l'objet d'un tel financement, pour autant que lesdites activités se rapportent aux quatre domaines d'intervention. Il en est de même du surcoût convenu d'autres activités relevant d'Action 21 (le plan d'action adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, en 1992), dont le Conseil du FEM (le Conseil) pourra approuver la prise en charge, pour autant que ces activités aient des effets positifs sur l'environnement de la planète dans les quatre domaines d'intervention.

Conformément à l'Instrument, les contributions et tous les autres actifs et recettes du FEM sont détenus dans la Caisse du FEM (la Caisse) qui, en application des dispositions dudit Instrument, a été effectivement créée le 16 mars 1995. À cette date, la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial (un mécanisme de financement du FEM, créé en 1991 au début de la phase pilote) a été dissoute et l'ensemble des fonds, des recettes, de l'actif et du passif ont été transférés à leur valeur comptable.

La Caisse est administrée par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) en tant qu'Administrateur. L'Instrument définit le rôle de l'Administrateur. En application de l'Instrument, l'Administrateur a été

autorisé à accepter des contributions à la Caisse pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1994 au 30 juin 1997 (FEM-1). En mars 1998, les Participants contributeurs à la Caisse du FEM (les Participants contributeurs) ont approuvé les modalités d'une deuxième reconstitution des ressources pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1998 au 30 juin 2002 (FEM-2). Par la résolution n° 98-2 du 14 juillet 1998, les Administrateurs de la BIRD ont autorisé l'institution à faire office d'Administrateur des ressources apportées au titre de FEM-2. À la date d'entrée en vigueur de FEM-2, toute ressource non affectée par le Conseil à la fin de FEM-1 a été administrée dans le cadre de FEM-2.

En application du paragraphe 1 de la Résolution n° 98-2, l'Administrateur a été autorisé à accepter des contributions à la Caisse pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 1998 au 30 juin 2002. En raison du retard pris dans la signature d'un accord entre les Participants contributeurs à la Troisième reconstitution des ressources de la Caisse (FEM-3), une modification de la Résolution n° 98-2 a été approuvée en juillet 2002 pour autoriser l'Administrateur à accepter des contributions à la Caisse en application de ce texte jusqu'à ce qu'une nouvelle résolution entre en vigueur pour FEM-3.

En août 2002, les Participants contributeurs sont tombés d'accord sur les conditions applicables à FEM-3 pour financer les opérations du FEM pendant la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2002 au 30 juin 2006. Ils ont décidé de maintenir le même niveau de financement dans les domaines d'intervention existants et de fournir des ressources supplémentaires pour les nouveaux domaines sous réserve de l'approbation par la deuxième Assemblée de l'amendement de l'Instrument proposé à cette fin. Le montant total des ressources qu'ils ont décidé d'affecter à FEM-3 est de 2,365 milliards de droits de tirages spéciaux (DTS), soit 3 milliards de dollars des États-Unis.

Le 19 décembre 2002, les Administrateurs de la BIRD ont adopté la Résolution n° 2002-0005 autorisant cette institution à assumer le rôle d'Administrateur des ressources affectées à FEM-3. Cette résolution prévoyait que les fonds encore détenus par l'Administrateur au titre de FEM-2 à la date d'entrée en vigueur de FEM-3 seraient administrés dans le cadre de FEM-3. Elle disposait

## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

également que FEM-3 entrerait en vigueur lorsque les Participants contributeurs auraient déposé auprès de l'Administrateur des instruments d'engagement, conditionnel ou non, d'un montant total au moins égal à 1,086 milliards de DTS. Au 24 mars 2003, l'Administrateur ayant reçu de 20 Participants contributeurs des instruments d'engagement, conditionnel ou non, s'élevant à 1,097 milliard de DTS au total, FEM-3 est entré en vigueur.

L'Instrument reconnaît l'existence de trois Agents d'exécution (AE). Il s'agit de la BIRD, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). L'Instrument définit les attributions de chacun des AE, du Secrétariat du FEM (le Secrétariat) et de l'Administrateur. Les ressources de la Caisse, dont l'Administrateur a la garde, et celles de la BIRD font l'objet d'une gestion distincte.

En mai 1999, le Conseil a approuvé la participation de quatre banques régionales de développement (BRD) à la préparation des projets du FEM et a autorisé le Secrétariat à leur donner directement accès aux ressources du bloc B du mécanisme de préparation des projets (PDF-B). Depuis lors, le Secrétariat et l'Administrateur ont conclu les accords nécessaires à cette fin avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque asiatique de développement (BAsD) et la Banque interaméricaine de développement (BID). En mai 2000, le Conseil a également retenu l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et a autorisé le Secrétariat à leur donner directement accès aux ressources du PDF-B et au financement accéléré des activités habilitantes dans le domaine des polluants organiques persistants. En mai 2001, il a retenu le Fonds international de développement agricole (FIDA) et a autorisé le Secrétariat à lui donner directement accès aux ressources du PDF-B. Les accords nécessaires à l'application de ces décisions du Conseil ont été passés entre le Secrétariat et l'Administrateur, d'une part, et l'ONUDI, la FAO et le FIDA, respectivement, d'autre part. Enfin, en octobre 2002, le Conseil a décidé d'élargir l'accès direct que la BAsD et la BID avaient aux ressources du PDF-B en leur donnant plein accès aux ressources du FEM. Les accords nécessaires à cette fin sont actuellement négociés.

### Note 2 : Résumé des grands principes comptables et des dispositions connexes

Les états financiers à vocation spéciale annexés au présent rapport ont été établis expressément pour rendre compte de la situation financière de la Caisse, du compte de résultat, des variations des ressources fiduciaires nettes et des flux de trésorerie, et ne sont pas censés en faire une présentation conforme aux principes comptables généralement admis aux États-Unis d'Amérique ou aux Normes internationales de présentation de l'information financière. Ces états financiers rendent compte des opérations et des soldes de la Caisse et sont établis en application des principes comptables décrits ci-après.

*Méthode comptable* — Les états financiers à vocation spéciale de la Caisse sont établis, sauf dans les cas examinés ci-après, selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les produits et les charges relatifs aux transactions et autres éléments sont donc pris en compte au moment où les produits sont gagnés et les charges engagées (et non pas à la date de l'encaissement ou du décaissement de numéraire et autres liquidités), et ils sont inscrits aux registres comptables et portés aux états financiers à vocation spéciale des périodes auxquelles ils se rapportent. Cette méthode est appliquée systématiquement à toutes les données comptables figurant dans les états financiers et les notes, à l'exception du revenu du placement des financements du FEM détenus par les Agents d'exécution et des dépenses imputées au budget administratif, qui sont enregistrés sur la base des encaissements-décaissements.

*Recours à des estimations* — Pour établir ces états financiers à vocation spéciale, on a effectué des estimations et posé des hypothèses qui influent sur le montant déclaré des actifs et des passifs et la divulgation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants déclarés au titre des produits et des charges pour la période concernée. Pour quantifier les postes Montant cumulé des financements alloués et des allocations pour frais, Financements alloués, Revenu du placement des financements alloués par le FEM et des crédits inscrits au budget de fonctionnement, l'Administrateur se base sur les données communiquées par les AE. L'Administrateur inscrit les financements alloués lorsque les AE compétents l'avisent qu'un projet donné a été approuvé. L'Administrateur s'en remet largement aux AE pour recevoir sans retard les avis d'approbation et/ou de modification en question. L'Administrateur inscrit le revenu du placement des financements alloués par le FEM, et des crédits inscrits au budget de fonctionnement et détenus par les

## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

AE, dans les conditions visées au paragraphe précédent. Tout correctif à une donnée transmise par un AE à l'Administrateur figurera à l'exercice budgétaire pendant lequel il a été communiqué.

*Portefeuille de placements* — Les disponibilités pouvant être investies sont gérées par la BIRD qui conserve un seul portefeuille de placements (le Portefeuille) pour tous les fonds fiduciaires administrés par la BIRD et l'Association internationale de développement (IDA). Les actifs du Portefeuille de la Caisse se répartissent actuellement comme suit :

*Liquidités* — Aux fins des états financiers à vocation spéciale, les investissements ayant une échéance initiale de trois mois maximum sont considérés comme des liquidités. Les montants des liquidités indiqués dans l'état de la situation financière représentent la part relative des liquidités de la Caisse dans le Portefeuille total.

*Placements* — Aux fins des états financiers à vocation spéciale, les investissements ayant une échéance initiale de plus de trois mois sont considérés comme des placements. En vertu de la stratégie d'investissement actuelle, une proportion importante des instruments du Portefeuille est activement échangée et placée pour l'essentiel dans des titres de premier rang. Les montants des placements indiqués dans l'état de la situation financière représentent la part relative de la valeur de marché du Portefeuille correspondant à la Caisse en fin d'exercice. Les plus-values et moins-values réalisées ou latentes sont portées au compte de résultat de la période à laquelle elles se rapportent.

*Contributions* — La Caisse tire l'essentiel de ses ressources des contributions versées par les Participants contributeurs. Les contributions annoncées par les Participants contributeurs sont intégralement enregistrées comme des Contributions engagées une fois que la Caisse a reçu des Instruments d'engagement, conditionnel ou non, des Participants contributeurs. Les montants non encore réglés sont inscrits au poste Contributions à recevoir et portés en déduction des Contributions engagées figurant dans l'état de la situation financière. Cette manière de procéder permet de ne pas augmenter les ressources fiduciaires nettes de la Caisse. Le règlement des Contributions à recevoir s'effectue en numéraire ou sous forme de bons à vue non négociables

et ne portant pas intérêt, et les montants ainsi encaissés sont enregistrés en valeur nominale.

L'enregistrement des Contributions versées ne tient pas compte des remises, lesquelles sont négociées avec les Participants contributeurs qui en font la demande au regard de l'encaissement accéléré des fonds qu'ils apportent. Les contributions correspondantes sont comptabilisées sur la base du montant intégral, hors rabais. Les remises non amorties sont portées en déduction des Contributions engagées.

*Modification de la politique comptable* — Remises — Avant le 1<sup>er</sup> juillet 2002, les remises étaient amorties sur une période de quatre ans, soit la période d'engagement d'une reconstitution donnée des ressources. Les bailleurs de fonds s'acquittent de leurs contributions soit en numéraire soit par la remise de billets à ordre ou de titres similaires en quatre versements annuels correspondant aux quatre années de la période d'engagement. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002, l'Administrateur a changé de politique. Il amortit aujourd'hui les remises sur la période d'encaissement, estimant que cela reflète davantage la période à laquelle elles correspondent. La période d'encaissement correspond à la période pendant laquelle les contributions reçues sont encaissées par l'Administrateur. Ce changement n'a pas d'incidence notable sur la situation financière ou le résultat des opérations des exercices 03 et 02.

*Contributions soumises à des restrictions temporaires* — Les contributions peuvent être soumises à des restrictions soit parce que le Participant contributeur a déposé un Instrument d'engagement conditionnel (les instances législatives du Participant contributeur n'ont pas encore autorisé le versement intégral de la contribution), soit parce que le Participant contributeur impose des restrictions sur l'engagement des montants versés au titre d'une tranche particulière (autrement dit, les Contributions versées sont soumises à des restrictions). Dans le premier cas, dès que les instances législatives du Participant contributeur autorisent le versement intégral de la contribution, ladite contribution est reclassée comme une contribution engagée non soumise à restrictions. Dans le second cas, dès que la restriction est levée ou que la condition à l'origine de la restriction est remplie, la contribution versée est reclassée comme une contribution engagée non soumise à restrictions.

## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

*Inscription au passif des financements et allocations pour frais* — La Caisse remet des financements aux Agents d'exécution ainsi qu'aux banques régionales de développement, à l'ONUDI, à la FAO et au FIDA (collectivement désignés par le sigle « OE ») et au Secrétariat pour financer des projets du FEM. Des allocations sont versées aux AE et OE pour couvrir les frais liés à la gestion des projets du FEM aux différents stades de leur cycle. Ces financements et allocations pour frais sont portés au passif de la Caisse sur la base des principes suivants :

*Financements alloués* — Deux fois par an et par échange de correspondance entre les deux sessions, le Secrétariat prépare, en collaboration avec les AE, un programme de travail devant être soumis à l'approbation par le Conseil. Une fois ce programme approuvé par le Conseil, les AE demandent à l'Administrateur d'engager des ressources de la Caisse. En fonction des ressources fiduciaires disponibles et dès confirmation par le Secrétariat que les ressources demandées ont été incluses dans le programme de travail, l'Administrateur engage des fonds pour les AE. Ces engagements ne sont toutefois portés au passif de la Caisse qu'à partir du moment où les AE concernés approuvent les activités du FEM pour lesquelles lesdites ressources sont fournies. Pour les financements qui ne sont pas tenus d'être approuvés par le Conseil mais qui doivent seulement être agréés par le Directeur général du FEM (le DG), les engagements de ressources sont également enregistrés au passif dès que les AE avalisent les activités correspondantes. Il en est de même des ressources affectées aux EA au titre du PDF-B ou d'un financement accéléré d'activités habilitantes dès que les EA concernées ont donné leur aval. Les financements dont le décaissement a été autorisé au profit des OE et du Secrétariat sont inscrits au passif de la Caisse dès que les ressources correspondantes sont engagées par l'Administrateur.

*Allocations pour frais* — Les allocations pour frais sont portées au passif de la Caisse une fois qu'elles sont approuvées par le Conseil, que les AE et OE en font la demande et que l'Administrateur engage les ressources correspondantes.

Les risques pouvant découler pour la Caisse des engagements pris par l'Administrateur au titre des financements alloués et des allocations pour frais sont décrits dans les présentes notes aux états financiers à vocation spéciale (voir Note 7).

*Montant cumulé des financements alloués et des allocations pour frais* — Ces financements et allocations sont inscrits au passif de la Caisse conformément aux principes comptables énoncés ci-dessus. Les financements et allocations pour frais qui ont été décaissés sont enregistrés en fin d'exercice avec les financements et allocations pour frais qui ont été engagés mais qui n'ont pas encore été décaissés par l'Administrateur, et ils sont portés en déduction des ressources fiduciaires nettes de la Caisse dans l'état de la situation financière.

*Transferts et dons* — Les fonds transférés et versés à titre de don à la Caisse par des parties autres que les Participants contributeurs sont portés en produits dans le compte de résultat lorsqu'ils sont engagés sans condition.

*Budget administratif* — Conformément à l'Instrument, la Caisse rembourse à la BIRD, au PNUD et au PNUE les dépenses administratives d'un montant raisonnable que ces organismes encourent dans l'exercice de leurs fonctions d'AE. En outre, la Caisse règle les dépenses administratives du Secrétariat et de l'Administrateur. Le budget administratif est porté en charge lorsqu'il est décaissé par l'Administrateur.

*Gains/pertes de change* — Les présents états financiers à vocation spéciale sont exprimés en dollars des États-Unis afin de rendre compte de l'actif, du passif, des ressources fiduciaires nettes et des produits et des charges de la Caisse. La réévaluation de l'actif et du passif détenus dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002 est à l'origine des gains et pertes de change non réalisés. La conversion de l'actif et du passif détenus dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis est à l'origine des gains et pertes de change réalisés.

### Note 3 : Liquidités et placements

Les disponibilités pouvant être investies sont gérées par la BIRD qui conserve un seul portefeuille de placements. Comme on l'a vu plus haut, les investissements ayant une échéance initiale de trois mois maximum sont considérés comme des liquidités. Les investissements ayant une échéance initiale de plus de trois mois sont considérés comme des placements. Les

## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

montants des liquidités et des placements indiqués dans l'état de la situation financière représentent la part relative de la Caisse dans le Portefeuille à la fin de l'exercice.

*Liquidités* — Au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002, les liquidités de la Caisse s'établissaient à 392 774 294 et 78 579 180 dollars des États-Unis respectivement. La part relative des liquidités et des placements de la Caisse à un moment donné correspond à la part relative des liquidités et des placements du Portefeuille, celle-ci étant déterminée en application de la stratégie d'investissement du portefeuille de la BIRD.

*Placements* — En application de la stratégie d'investissement de son portefeuille, la BIRD investit dans les instruments financiers suivants :

*Dépôts à terme* — Cet instrument recouvre les certificats de dépôt, les acceptations bancaires et les autres valeurs émises ou garanties sans condition par les banques et d'autres institutions financières.

*Obligations d'État et d'organismes publics* — Ces titres comprennent les obligations, bons et autres instruments négociables émis par les États. Les obligations émises ou garanties sans condition par des États doivent avoir au minimum une notation AA si elles sont libellées dans une monnaie autre que celle du pays émetteur ; dans les autres cas, aucune notation n'est exigée. Celles émises par des organismes publics, des organisations multilatérales ou toute autre entité publique doivent bénéficier au minimum d'une notation AAA.

*Contrats de mise en pension et prêts de titres* — Les contrats de mise en pension sont des contrats par lesquels une partie vend des titres et accepte simultanément de les racheter ultérieurement à une date donnée, à un prix fixe. Les prêts de titres sont des contrats par lesquels des titres sont prêtés pendant un certain laps de temps à un prix fixe.

*Opérations à terme* — Il s'agit de contrats de livraison différée de valeurs ou d'instruments du marché monétaire par lesquels le vendeur s'engage à livrer, à une date ultérieure donnée, l'instrument convenu à un prix ou un rendement fixe.

La Caisse comptabilisant ses titres de placement à leur valeur du marché, le montant comptabilisé représente la juste valeur du Portefeuille aux 30 juin 2003 et 2002. Ces justes valeurs sont fondées sur les cotations du marché, s'il en existe. En l'absence de cotations, on retient les cotations d'instruments comparables. Les plus-values et moins-values latentes sont le fait de la comptabilisation des placements à la valeur du marché au 30 juin et correspondent à une estimation des plus-values et moins-values qui auraient résulté d'une liquidation du Portefeuille au 30 juin 2003 pour l'exercice 03.

Les plus-values et moins-values réalisées ou latentes sont portées au compte de résultat de la période à laquelle elles se rapportent. Pour les exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002, les plus-values réalisées représentent 39 613 066 et 42 904 002 dollars respectivement. Pour les exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002, les moins-values latentes sont de 7 340 754 dollars et les plus-values latentes de 7 494 621 dollars, respectivement.

## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

### Note 4: Contributions

Au 30 juin 2003, les contributions totales des Participants contributeurs se répartissaient comme suit :

<b>PARTICIPANTS CONTRIBUANTS</b>	<b>CONTRIBUTIONS À RECEVOIR</b>	<b>CONTRIBUTIONS VERSÉES</b>	<b>TOTAL</b>
Allemagne	USD 220 249 684	USD 671 925 733	USD 892 175 417
Argentine	2 500 000	2 500 000	5 000 000
Australie	34 196 724	78 081 349	112 278 073
Autriche	—	71 561 186	71 561 186
Bangladesh	—	2 708 332	2 708 332
Belgique	48 083 892	70 604 261	118 688 153
BIRD	—	28 602 684	28 602 684
Bésil	—	11 001 689	11 001 689
Canada	88 013 143	213 861 617	301 874 760
Chine	7 951 382	22 300 425	30 251 807
Corée	2 706 340	12 247 169	14 953 509
Côte d'Ivoire	—	19 480 621	19 480 621
Danemark	34 512 107	96 060 678	130 572 785
Égypte	2 991 992	8 265 976	11 257 968
Espagne	—	45 028 769	45 028 769
États-Unis	564 085 848	795 914 152	1 360 000 000
Finlande	30 022 079	74 464 227	104 486 306
France	140 884 200	468 655 335	609 539 535
Grèce	4 922 253	11 152 763	16 075 016
Inde	6 870 979	23 926 166	30 797 145
Indonésie	—	5 689 700	5 689 700
Irlande	4 880 549	8 251 845	13 132 394
Italie	28 394 387	217 374 338	245 768 725
Japon	307 740 622	941 565 627	1 249 306 249
Luxembourg	—	10 815 163	10 815 163
Mexique	3 803 250	17 132 360	20 935 610
Nigéria	5 624 320	10 911 709	16 536 029
Norvège	23 695 791	91 530 028	115 225 819
Nouvelle-Zélande	5 313 765	11 833 459	17 147 224
Pakistan	1 406 080	15 133 923	16 540 003
Pays-Bas	—	195 142 032	195 142 032
Portugal	6 563 561	16 558 797	23 122 358
République slovaque	—	5 657 783	5 657 783
République tchèque	4 218 240	12 399 160	16 617 400
Royaume-Uni	196 292 997	344 445 583	540 738 580
Slovénie	1 054 560	1 700 337	2 754 897
Suède	—	238 403 104	238 403 104
Suisse	—	131 847 648	131 847 648
Turquie	4 218 240	18 004 108	22 222 348
<b>Total</b>	<b>USD 1 781 196 985</b>	<b>USD 5 022 739 836</b>	<b>USD 6 803 936 821</b>
Moins remises non amorties		(2 321 241)	
<b>Contributions versées nettes</b>		<b>USD 5 020 418 595</b>	

## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

Au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002, les contributions versées d'un montant respectif de 5 020 418 595 et 4 346 983 893 dollars comprennent un solde au titre des effets à recevoir de 1 930 111 450 et de 1 768 290 903 dollars respectivement. Les estimations d'encaissement de ces bons à vue non négociables et ne portant pas intérêt établies au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002 reposent sur les calendriers d'encaissement suivants, arrêtés d'un commun accord avec les Participants contribuants :

### Calendrier d'encaissement des effets à recevoir

30 JUIN 2003		30 JUIN 2002	
MONTANT	DATE D'ENCAISSEMENT	MONTANT	DATE D'ENCAISSEMENT
		\$ 355 000 000	Juin 03
\$ 659 707 000	Juin 04	335 000 000	Juin 04
402 924 000	Juin 05	280 000 000	Juin 05
259 526 000	Juin 06	259 639 567	Juin 06
196 246 000	Juin 07	165 000 000	Juin 07
165 139 000	Juin 08	135 000 000	Juin 08
133 526 000	Juin 09	125 000 000	Juin 09
100 903 000	Juin 10	113 651 336	Juin 10
8 087 000	Juin 11	—	—
4 053 450	Juin 12	—	—
<u>\$ 1 930 111 450</u>		<u>\$ 1 768 290 903</u>	

## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

### Note 5 : Contributions à recevoir

Pendant l'exercice 03, certains bailleurs de fonds se sont mis d'accord avec l'Administrateur sur un nouvel échéancier. Les chiffres de l'année précédente ont été reportés pour tenir compte de cet élément d'information.

Les contributions à recevoir se répartissent comme suit :

	<u>30 JUIN 2003</u>	<u>30 JUIN 2002</u>
<b>Contributions à FEM-1 exigibles :</b>		
du 1 <sup>er</sup> juillet 2007 au 30 juin 2008	\$ 500 000	\$ —
du 1 <sup>er</sup> juillet 2006 au 30 juin 2007	1 247 998	500 000
du 1 <sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006	1 247 998	1 205 041
du 1 <sup>er</sup> juillet 2004 au 30 juin 2005	1 247 998	1 205 041
du 1 <sup>er</sup> juillet 2003 au 30 juin 2004	1 247 998	1 205 041
du 1 <sup>er</sup> juillet 2002 au 30 juin 2003	—	1 205 041
	<u>5 491 992</u>	<u>5 320 164</u>
<b>Contributions à FEM-2 exigibles :</b>		
du 1 <sup>er</sup> juillet 2004 au 30 juin 2005	108 283 042	82 614 537
du 1 <sup>er</sup> juillet 2003 au 30 juin 2004	93 103 274	82 614 537
du 1 <sup>er</sup> juillet 2002 au 30 juin 2003	—	92 943 251
	<u>201 386 316</u>	<u>258 172 325</u>
<b>Contributions à FEM-3 exigibles :</b>		
du 1 <sup>er</sup> juillet 2005 au 30 juin 2006	574 643 236	—
du 1 <sup>er</sup> juillet 2004 au 30 juin 2005	505 153 021	—
du 1 <sup>er</sup> juillet 2003 au 30 juin 2004	494 522 420	—
	<u>1 574 318 677</u>	<u>—</u>
<b>Total</b>	<u>\$ 1 781 196 985</u>	<u>\$ 263 492 489</u>

### Note 6 : Contributions soumises à des restrictions temporaires

*Contributions soumises à des restrictions temporaires (instrument d'engagement soumis à restrictions) —*

Au 30 juin 2003, les Contributions engagées et les Contributions à recevoir soumises à restrictions s'établissaient comme suit, le Canada et les États-Unis ayant déposé des instruments d'engagement conditionnel au titre de FEM-3 pour le premier, et de FEM-2 et FEM-3 pour le second.



## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

### Contributions soumises à des restrictions temporaires (instrument d'engagement soumis à restrictions)

	<u>30 JUIN 2003</u>	<u>30 JUIN 2002</u>
<b>FEM-2</b>		
États-Unis	\$ 171 585 848	\$ 210 937 600
<b>FEM-3</b>		
Canada	88 013 142	—
États-Unis	392 500 000	—
	<u>480 513 142</u>	<u>—</u>
<b>Total</b>	<u>\$ 652 098 990</u>	<u>\$ 210 937 600</u>

Outre les restrictions imposées à l'instrument d'engagement, comme décrit ci-dessus, au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002, les Contributions versées à la Caisse qui étaient soumises à des restrictions s'élevaient à 222 365 199 et 192 102 810 dollars respectivement, comme indiqué ci-après.

Contributions soumises à des restrictions temporaires parce que les Participants contributeurs exercent leur droit de versement au prorata (contributions versées soumises à restrictions) — Les États-Unis, Participant contributeur dont la contribution à FEM-2 représente 20,84 % du montant total des ressources devant être versées conformément à la Pièce jointe 1 à la Résolution no 98-2 et qui ont déposé un instrument d'engagement conditionnel, n'avaient pas levé les restrictions imposées sur 100 % du montant total de leur contribution au 30 juin 2002. Conformément aux dispositions de la section 8 b) et c) de la Résolution no 98-2, les Participants contributeurs à FEM-2 ont le droit de donner instruction à l'Administrateur de différer l'engagement de la quatrième tranche de leurs contributions versées au titre de cette période jusqu'à ce que les montants correspondants de la contribution des États-Unis ne soient plus soumis à restrictions (« droit de versement au prorata »).

Au 30 juin 2003, trois Participants contributeurs, l'Autriche, la France et le Japon, avaient exercé leur droit de versement au prorata de la quatrième tranche de leur contribution à FEM-2 pour un montant de 4 809 992 dollars, dans le cas de l'Autriche, de 37 655 747 dollars, dans celui de la France, et de 102 580 208 dollars, dans celui du Japon. Au 30 juin 2003, le montant total des contributions versées dont l'engagement était différé par l'exercice d'un droit de versement au prorata s'établissait donc à 145 045 947 dollars, comme il ressort du tableau ci-après.

Contributions soumises à des restrictions temporaires pour cause de versements anticipés par les Participants contributeurs (Contributions versées soumises à

restrictions) — Certains Participants contributeurs versent leurs contributions à FEM-3 avant les dates d'exigibilité indiquées dans la Résolution no 2000-0005. L'engagement de ces contributions est soumis à restrictions à moins que le Participant contributeur approuve un déblocage anticipé. Au 30 juin 2003, un montant total de 77 319 252 dollars, correspondant à des versements anticipés des Participants contributeurs, était soumis à restrictions.

Le tableau ci-après récapitule les soldes des contributions soumises à des restrictions temporaires pour cause de versements anticipés par les Participants contributeurs au 30 juin 2003 et 30 juin 2002.

### Contributions soumises à des restrictions temporaires parce que les Participants contributeurs exercent leur droit de versement au prorata

<b>PARTICIPANT CONTRIBUANT</b>	<u>30 JUIN 2003</u>	<u>30 JUIN 2002</u>
Allemagne	USD	USD 49 375 585
Autriche	4 809 992	8 335 809
France	37 655 747	32 629 063
Japon	102 580 208	101 762 353
<b>Total partiel</b>	<u>145 045 947</u>	<u>192 102 810</u>

### Contributions soumises à des restrictions temporaires pour cause de versements anticipés par les Participants contributeurs

<b>PARTICIPANT CONTRIBUANT</b>	<u>30 JUIN 2003</u>	<u>30 JUIN 2002</u>
Corée	1 502 697	
Côte d'Ivoire	4 218 240	
Suède	71 598 315	—
<b>Total partiel</b>	<u>77 319 252</u>	<u>—</u>
<b>Total</b>	<u>USD 222 365 199</u>	<u>USD 192 102 810</u>

### Note 7 : Financements alloués et allocations pour frais engagés par l'Administrateur

Les ressources de la Caisse devant être versées aux AE, aux OE et au Secrétariat sont allouées par le Conseil ou le DG, selon le cas, et, sous réserve de la disponibilité de ressources dans la Caisse, sont engagées par l'Administrateur. Les engagements au titre des financements alloués aux AE sont exigibles dès que les AE concernés approuvent les activités du FEM pour lesquelles ces

## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

ressources sont fournies. Il peut cependant arriver que les montants engagés par l'Administrateur au profit des AE pour des activités du FEM qui n'ont pas encore été approuvées par les AE concernés soient payables à l'exercice suivant. Les engagements au titre des financements alloués aux OE (ressources du PDF-B et financement accéléré d'activités habilitantes) sont exigibles dès que les OE concernés approuvent les activités du FEM pour lesquelles ces ressources sont fournies. Les engagements au titre des financements alloués au Secrétariat deviennent exigibles une fois les ressources correspondantes engagées par l'Administrateur.

La différence entre le montant total des allocations du Conseil et le montant total des engagements de l'Administrateur, soit 1 062 822 648 dollars au 30 juin 2003 et 778 270 856 dollars au 30 juin 2002, représente le montant des ressources que les AE n'ont pas encore demandé à l'Administrateur d'engager. La différence entre le montant total des ressources engagées par l'Administrateur et le montant total des ressources approuvées par les AE et les OE, soit 541 427 930 et 267 798 516 dollars au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002 respectivement, représente les ressources qui ont été engagées par l'Administrateur mais qui n'ont pas encore été approuvées par les AE et les OE. Les allocations fournies par le Conseil pour financer des projets conjoints englobent celles pour lesquelles le montant alloué à tel ou tel AE ou OE n'a pas encore été déterminé.

Pour les exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002, le montant cumulé des financements et des allocations pour frais alloués par le Conseil et/ou le DG, engagé par l'Administrateur et approuvé par les AE et les OE compétents se répartit comme suit :

	POUR LES EXERCICES CLOS LE :	
	30 JUIN 2003	30 JUIN 2002
<b>FINANCEMENTS ET ALLOCATIONS POUR FRAIS FOURNIS PAR LE CONSEIL</b>		
BIRD/AE	\$ 2 622 232 589	\$ 2 360 248 294
PNUD	1 542 549 030	1 232 690 780
PNUE	348 657 342	245 626 553
Projets conjoints d'AE	—	236 961 749
Secrétariat	2 745 600	2 745 600
OE*	23 510 467	25 267 689
Moins projets abandonnés et annulés	—	(158 891 582)
<b>Total allocations du Conseil</b>	<b>\$ 4 539 695 028</b>	<b>\$ 3 944 649 083</b>

Dont engagements de l'Administrateur :

### FINANCEMENTS ET ALLOCATIONS POUR FRAIS ENGAGÉS PAR L'ADMINISTRATEUR

BIRD/AE	\$ 2 072 267 152	\$ 1 734 324 674
PNUD	1 236 328 855	1 199 400 000
PNUE	142 020 306	211 566 086
Secrétariat	2 745 600	2 745 600
OE*	23 510 467	18 341 867
<b>Total engagements de l'Administrateur</b>	<b>3 476 872 380</b>	<b>3 166 378 227</b>

Dont financements et allocations pour frais approuvés par les AE et OE :

BIRD/AE	1 652 274 670	1 612 814 670
PNUD	1 056 994 764	1 068 687 964
PNUE	199 918 949	198 659 610
Secrétariat	2 745 600	2 745 600
OE*	23 510 467	15 671 867
<b>Total montants approuvés</b>	<b>\$ 2 935 444 450</b>	<b>\$ 2 898 579 711</b>

\*Les OE sont les BRD (BAsD, BERD, BID) et l'ONUDI.

### Note 8 : Financements, allocations pour frais et revenus des placements correspondants

Pour les exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002, le montant des financements alloués approuvés par les AE et les OE et des allocations pour frais demandées par les AE et OE se répartit comme suit :

	POUR LES EXERCICES CLOS LE :	
	30 JUIN 2003	30 JUIN 2002
<b>FINANCEMENTS ALLOUÉS</b>		
BIRD/AE	\$ 30 771 000	\$ 87 450 000
PNUD	—	104 785 500
PNUE	750 000	32 212 759
ONUDI	6 408 600	11 583 583
BID	350 000	670 000
<b>Total partiel</b>	<b>38 279 600</b>	<b>236 701 842</b>
<b>FEEES</b>		
BIRD/AE	8 689 000	30 958 000
PNUD	7 383 000	29 502 464
PNUE	6 602 450	5 027 878
ONUDI	1 080 000	756 000
<b>Total partiel</b>	<b>23 754 450</b>	<b>66 244 342</b>
<b>Total</b>	<b>\$ 62 034 050</b>	<b>\$ 302 946 184</b>

## Notes annexes aux états financiers à vocation spéciale

Exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002

Montants exprimés en dollars des États-Unis

Les revenus tirés par les AE du placement des financements alloués par le FEM et en attente de décaissement sont constatés dans le compte de résultat au moment de leur encaissement (c'est-à-dire lorsqu'ils sont déclarés à l'Administrateur). Pour les exercices clos le 30 juin 2003 et le 30 juin 2002, les revenus du placement des financements déclarés par les AE à l'Administrateur s'établissent à 1 380 754 et 1 650 338 dollars respectivement. Pendant les exercices 03 et 02, des montants de 25 169 311 et 0 dollars, respectivement, ont été remis à l'Administrateur au titre des revenus tirés par les AE du placement des financements qui leur avaient été alloués depuis le début des opérations.

### Note 9 : Allocations non récurrentes pour frais aux AE

En mai 1999, le Conseil a approuvé l'application d'un mécanisme de défraiement pour les projets du FEM administrés par les AE. Une allocation non récurrente pour frais d'un montant de 70 780 000 dollars a été établie pour défrayer les Agents d'exécution des dépenses encourues jusqu'au 30 juin 1999 au titre de l'exécution et de la supervision des projets dont ils étaient chargés. Le montant intégral de cette dotation a été porté en charges et inscrit au passif de l'exercice 99. Au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002, le solde restant dû au AE s'établit à 0 et 36 000 dollars respectivement.

### Note 10 : Reclassification des ressources nettes de la Caisse

Pendant l'exercice 03, un montant de 1 431 400 dollars a été déduit du poste Bénéfices non répartis en raison de l'écart entre le montant précédemment déclaré et le montant réel du revenu des placements remis par le PNUD pendant l'exercice (17 644 800 dollars). Ce montant correspond aux revenus que le PNUD a tirés du placement des financements alloués depuis le début des opérations jusqu'au 31 décembre 2001. Le montant précédemment déclaré par le PNUD était de 19 076 200 dollars. Le poste Bénéfices non réparti a été ajusté en conséquence.

Pendant l'exercice 02, un montant de 12 929 221 a été reclassé du poste Bénéfices non répartis (déficit) au poste Contributions versées. Ce montant, qui avait été versé à la Caisse du FEM par le Canada et inscrit au poste Transferts et dons pendant l'exercice 00, a ensuite été affecté au poste Contributions versées par le Canada pour FEM-2 et a donc été reclassé. La reclassification de ce montant augmente d'autant la contribution versée par le Canada.

Pendant l'exercice 02, un montant de 87 996 dollars a été reclassé du poste

Bénéfices non répartis (déficit) de l'exercice 01 au poste Montant cumulé des financements alloués et des allocations pour frais de l'exercice 01 du fait de la reclassification des décaissements de deux projets auparavant comptabilisés comme charges administratives de la BIRD en qualité d'AE.

### Note 11 : Décaissements au titre des financements alloués et conditions de remboursement

Le FEM accorde des financements essentiellement à titre gracieux, mais en vertu de l'Instrument, le FEM peut également fournir des ressources sous d'autres formes, notamment au moyen de prêts et de garanties consentis à des conditions approuvées par le Conseil. En vertu des pouvoirs qui lui sont ainsi conférés, le Conseil a autorisé le financement d'un programme d'opérations du FEM à des conditions autres qu'à titre de don, lesdites conditions devant être approuvées au cas par cas pour chaque projet. La BIRD, en sa qualité d'AE, et la SFI, en tant qu'organisme d'exécution pour la BIRD/AE, ont approuvé lesdites opérations pour lesquelles l'Administrateur a engagé des fonds. Les conditions de remboursement prévues dans le cadre de ces opérations sont subordonnées à plusieurs facteurs. Compte tenu du caractère aléatoire de ces remboursements, l'Administrateur a donc inscrit les montants engagés au profit de la BIRD/AE pour lesdites opérations du FEM, au passif, comme au poste Financements alloués. Au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002, les financements alloués par la Caisse au titre de ces opérations représentaient 56 807 186 et 55 719 373 dollars respectivement.

### Note 12 : Utilisation des ressources de la Caisse

Dans le cadre de son dispositif de contrôle ordinaire, la BIRD procède à des vérifications des activités menées au titre de la Caisse, notamment des opérations pour lesquelles elle agit en qualité d'AE. En cette qualité, la BIRD a fait savoir à l'Administrateur pendant l'exercice 02 que ses vérifications avaient mis en évidence un certain nombre de transactions qui pourraient correspondre à des dépenses non autorisées dans le cadre de trois financements du FEM exécutés par les bénéficiaires. À ce jour, le montant total des dépenses non autorisées, si celles-ci étaient confirmées, ne peut être précisément chiffré. Au vu du montant correspondant aux activités actuellement soumises à examen, la direction n'estime pas que le montant total en question puisse avoir une incidence importante sur les états financiers de la Caisse, pris dans leur ensemble. Les résultats de l'examen en cours seront communiqués à l'Administrateur dès que ce travail sera achevé.

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT  
GUICHET FEM DE LA BIRD

Référence de la Banque mondiale  
TF050551

Tableau des décaissements  
et rapport des auditeurs indépendants  
au 30 juin 2003

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE  
Division des fonds fiduciaires  
1818 H Street N.W. Washington, D.C. 20433, États-Unis  
Téléphone : (1-202) 458-5800 Télécopie : (1-202) 477-7163

## RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Destinataire : Banque internationale pour la reconstruction et le développement en sa qualité d'Agent d'exécution du FEM (Guichet FEM de la BIRD)

Nous avons audité le tableau ci-joint des décaissements (selon la définition de l'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial, dans sa version de mai 1994) du Fonds fiduciaire pour le FEM, institution pour laquelle la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la Banque) fait office d'Agent d'exécution, pour l'exercice clos le 30 juin 2003 et pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2003. Ce tableau des décaissements relève de la responsabilité de la direction de la BIRD. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ce document, sur la base de notre audit. Le tableau des décaissements de l'Agent d'exécution pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 1997 a été vérifié par d'autres auditeurs dont le rapport, en date du 2 octobre 1997, n'émettait aucune réserve et comportait un paragraphe explicatif décrivant la méthode comptable présentée à la note 2 annexée au tableau des décaissements ci-joint. Le tableau des décaissements pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 1997 fait ressortir des décaissements d'un montant total de 318,3 millions de dollars, fraction du montant total décaissé pendant la période comprise entre le 14 mars 1991 (création du FEM) et le 30 juin 2003. Le rapport des autres auditeurs nous a été remis et l'opinion que nous émettons sur les montants pour cette période est uniquement basée sur ce document.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement admises aux États-Unis d'Amérique et aux Normes internationales d'audit : ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau des décaissements ne comporte pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans l'état financier. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que notre audit et le rapport des autres auditeurs constituent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Comme l'indique la note 2 annexée au tableau des décaissements, ce tableau a été préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse, un ensemble de règles comptables qui diffèrent de celles généralement admises. Sa présentation n'est pas censée être conforme aux règles comptables généralement admises aux États-Unis d'Amérique ou aux Normes internationales de présentation de l'information financière.

À notre avis, et d'après notre audit et le rapport des autres auditeurs, le tableau des décaissements présente sincèrement, dans tous ses aspects significatifs, les décaissements du Fonds fiduciaire pour le FEM, institution pour laquelle la Banque internationale pour la reconstruction et le développement fait office d'Agent d'exécution, pour l'exercice clos le 30 juin 2003 et pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2003, selon les principes comptables décrits à la note 2.

Dans le cadre de son dispositif de contrôle ordinaire, la BIRD procède à des vérifications des activités menées au titre du Fonds fiduciaire pour le FEM, ainsi qu'il ressort de la note 5. Ce travail a mis en évidence un certain nombre d'opérations qui pourraient correspondre à des dépenses non autorisées dans le cadre de trois financements du FEM exécutés par les bénéficiaires. À ce jour, le montant total des dépenses non autorisées, si celles-ci étaient confirmées, ne peut être chiffré. Au vu du montant correspondant aux activités ici soumises à examen, la direction n'estime pas que le montant total en question puisse avoir une incidence importante sur le tableau des décaissements du Fonds fiduciaire pour le FEM, pris dans son ensemble. Les résultats de l'examen en cours seront communiqués au Conseil et à l'Administrateur dès que ce travail sera achevé.

*Deloitte ! Touche LLP*

15 décembre 2003

Membre de  
Deloitte Touche Tohmatsu

## Tableau des décaissements

Montants exprimés en dollars des États-Unis

	<b>EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2003</b>	<b>DU 14 MARS 1991 (CRÉATION DU FEM) AU 30 JUIN 2003</b>
<b>DÉCAISSEMENTS</b>		
Décaissements au titre des projets	\$ 117 955 283	\$ 960 648 504
Charges de gestion du cycle des projets	23 601 954	92 643 417
Charges administratives	<u>2 814 702</u>	<u>123 282 671</u>
Total décaissements	<u><u>\$ 144 371 939</u></u>	<u><u>\$1 176 574 592</u></u>

*Les notes annexes font partie intégrante du présent tableau.*

## Notes annexes au tableau des décaissements

30 juin 2003

Montants exprimés en dollars des États-Unis

### Note 1 : Organisation et fonctionnement de la Caisse du FEM

L'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial (l'Instrument) a porté création du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en 1994. Le FEM accorde des financements à titre gracieux ou à des conditions libérales aux pays qui peuvent y prétendre pour couvrir le surcoût de mesures visant à avoir des effets positifs sur l'environnement de la planète dans les quatre domaines d'intervention suivants : changements climatiques, diversité biologique, eaux internationales et appauvrissement de la couche d'ozone.

Le surcoût convenu des activités portant sur la dégradation des sols peut faire l'objet d'un tel financement, pour autant que lesdites activités se rapportent aux quatre domaines d'intervention. Il en est de même du surcoût convenu d'autres activités relevant d'Action 21 (le plan d'action adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, en 1992), dont le Conseil pourra approuver la prise en charge, pour autant que ces activités aient des effets positifs sur l'environnement de la planète dans les quatre domaines d'intervention.

Conformément à l'Instrument, les contributions au FEM et tous les autres actifs et recettes du Fonds sont détenus dans la Caisse du FEM (la Caisse) qui, en application des dispositions dudit Instrument, a été effectivement créée le 16 mars 1995. À cette date, la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial (un mécanisme de financement du FEM, créé en 1991 au début de la phase pilote) a été dissoute et l'ensemble des fonds, des recettes, de l'actif et du passif ont été transférés à leur valeur comptable.

La Caisse est administrée par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) en tant qu'Administrateur. La BIRD est non seulement l'Administrateur de la Caisse, mais aussi l'un des trois Agents d'exécution du FEM. Les deux autres Agents d'exécution sont le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). L'Instrument définit les attributions de chacun des Agents d'exécution, du Secrétariat du FEM (le Secrétariat) et de l'Administrateur.

### Note 2 : Résumé des grands principes comptables et des dispositions connexes

*Méthode comptable* — Le tableau ci-joint rend compte des décaissements du guichet FEM de la BIRD en tant qu'Agent d'exécution (AE). Des états financiers distincts rendent compte de la situation financière, des opérations et des flux de trésorerie de la Caisse. Ce tableau a été préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse des produits et des charges, un ensemble de règles comptables qui diffèrent de celles généralement admises. Selon cette méthode, les produits ne sont pas constatés au moment où ils sont gagnés, mais lorsqu'ils sont encaissés, et les charges ne sont pas imputées au moment où elles sont engagées, mais lorsqu'elles sont décaissées. Le tableau ci-joint n'a pas pour but de présenter une ventilation des décaissements au titre des projets. Les montants cumulés qui y figurent se rapportent aux décaissements de la BIRD en tant qu'Agent d'exécution du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2003.

*Charges de gestion du cycle des projets* — L'Administrateur rembourse régulièrement la BIRD des dépenses raisonnables liées à l'identification, la préparation, la négociation, la supervision et l'évaluation des projets du FEM. Le tableau des décaissements de l'exercice clos le 30 juin 2003 et de la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2003 comprend le poste Charges de gestion du cycle des projets. Ce poste correspond à l'allocation non récurrente pour frais déjà versée à la BIRD en tant qu'Agent d'exécution et aux montants qui lui sont régulièrement remboursés.

*Charges administratives* — Conformément à l'Instrument, l'Administrateur rembourse à la BIRD les dépenses administratives d'un montant raisonnable que l'organisation encourt dans l'exercice de ses fonctions d'Agent d'exécution. Le Conseil examine et approuve le budget administratif du FEM.

## Notes annexes au tableau des décaissements

30 juin 2003

Montants exprimés en dollars des États-Unis

### Note 3 : Engagements approuvés au titre des projets

La BIRD en tant qu'Agent d'exécution engage des ressources au titre des projets en accordant des financements aux pays admis à en bénéficier conformément au programme de travail approuvé par le Conseil. Au 30 juin 2003 et au 30 juin 2002, les engagements au titre de projets approuvés par la BIRD en tant qu'Agent d'exécution se répartissaient comme suit :

	DEPUIS LA DATE DE CRÉATION DU FEM JUSQU'AU	
	30 JUIN 2003	30 JUIN 2002
<b>ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU TITRE DES PROJETS</b>		
Projets à part entière et projets de moyenne envergure	\$ 1 467 122 599	\$ 1 478 035 000
Avances pour la préparation de projets (PPA)	10 539 056	12 183 000
Mécanisme de préparation des projets (PDF)	49 929 098	42 185 000
Activités habilitantes	5 057 533	5 349 000
<b>Total engagements au titre des projets</b>	<b>1 532 648 286</b>	<b>1 537 752 000</b>
Décaissements cumulés	960 648 504	842 693 221
<b>Engagements en instance de décaissement*</b>	<b>\$ 571 999 782</b>	<b>\$ 695 058 775</b>

\*Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas toujours à la somme de leurs éléments.

### Note 4 : Décaissements

Dans le cadre de son dispositif de contrôle ordinaire, la BIRD procède à des vérifications des activités menées au titre du Fonds fiduciaire pour le FEM. Ce travail a mis en évidence un certain nombre d'opérations qui pourraient correspondre à des dépenses non autorisées dans le cadre de trois financements du FEM exécutés par les bénéficiaires. À ce jour, le montant total des dépenses non autorisées, si celles-ci étaient confirmées, ne peut être chiffré. Au vu du montant correspondant aux activités ici soumises à examen, la direction n'estime pas que le montant total en question puisse avoir une incidence importante sur le tableau des décaissements du Fonds fiduciaire pour le FEM, pris dans son ensemble. Les résultats de l'examen en cours seront communiqués au Conseil et à l'Administrateur dès que ce travail sera achevé.



BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT  
CAISSE DU FEM  
OPÉRATIONS DU SECRÉTARIAT

Référence de la Banque mondiale  
TF050495 & TF050496

Tableau des décaissements et rapport  
des auditeurs indépendants  
30 juin 2003

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE  
Division des fonds fiduciaires  
1818 H Street N.W. Washington, D.C. 20433, États-Unis  
Téléphone : (1-202) 458-5800 Télécopie : (1-202) 477-7163

## RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Destinataires : Conseil du Fonds pour l'environnement mondial, Banque internationale pour la reconstruction et le développement en sa qualité d'Administrateur de la Caisse du FEM, et Secrétariat

Nous avons audité le tableau ci-joint des décaissements (selon la définition de l'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial, dans sa version de mai 1994) de la Caisse du FEM : Secrétariat (le Secrétariat), mécanisme dont la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (la Banque) est l'Administrateur, au 30 juin 2003 et pour l'exercice clos à cette date ainsi que pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2003. Ce tableau des décaissements relève de la responsabilité de la direction de la BIRD. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ce document sur la base de notre audit. Le tableau des décaissements du Secrétariat pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 1997 a été vérifié par d'autres auditeurs dont le rapport, en date du 2 octobre 1997, n'émettait aucune réserve et comportait un paragraphe explicatif décrivant la méthode comptable présentée à la note 2 annexée au tableau des décaissements ci-joint. Le tableau des décaissements pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 1997 fait ressortir des décaissements d'un montant total de 24,3 millions de dollars, fraction du montant total décaissé pendant la période comprise entre le 14 mars 1991 (création du FEM) et le 30 juin 2003. Le rapport des autres auditeurs nous a été remis et l'opinion que nous émettons sur le montant pour cette période est uniquement basée sur ce document.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement admises aux États-Unis d'Amérique et aux Normes internationales d'audit : ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Comme l'indique la note 2 annexée au tableau des décaissements, ce tableau a été préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse, un ensemble de règles comptables qui diffèrent de celles généralement admises aux États-Unis. Sa présentation n'est pas censée être conforme aux règles comptables généralement admises aux États-Unis d'Amérique ou aux Normes internationales de présentation de l'information financière.

À notre avis, et d'après notre audit et le rapport des autres auditeurs, le tableau des décaissements présente sincèrement, dans tous ses aspects significatifs, les décaissements de la Caisse du FEM : Secrétariat, mécanisme dont la Banque internationale pour la reconstruction et le développement est l'Administrateur, pour l'exercice clos le 30 juin 2003 et pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2003, selon les principes comptables décrits à la note 2.

Comme l'indique la note 5, la direction a commencé à examiner un échantillon des décaissements de certains fonds fiduciaires pendant l'exercice 01. À ce jour, la direction n'a connaissance d'aucun décaissement non autorisé à partir de ces fonds fiduciaires. Dans l'hypothèse où il serait établi que des décaissements ne se conforment pas aux accords régissant les fonds fiduciaires, la direction consulterait les bailleurs de fonds sur les mesures à prendre pour remédier à la situation.

*Deloitte & Touche LLP*  
5 janvier 2004

Membre de  
Deloitte Touche Tohmatsu

## Tableau des décaissements

Montants exprimés en dollars des États-Unis

	<b>EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2003</b>	<b>DU 14 MARS 1991 (CRÉATION DU FEM) AU 30 JUIN 2003</b>
<b>DÉCAISSEMENTS</b>		
Décaissements au titre de projets	\$ —	\$ 1 960 320
Charges administratives (Note 4)	<u>12 915 636</u>	<u>79 053 996</u>
<b>Total décaissements</b>	<b><u><u>\$ 12 915 636</u></u></b>	<b><u><u>\$ 81 014 316</u></u></b>

*Les notes annexes font partie intégrante du présent tableau.*

## Notes annexes au Tableau des décaissements

30 juin 2003

Montants exprimés en dollars des États-Unis

### Note 1 : Organisation et fonctionnement de la Caisse du FEM

L'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial (l'Instrument) a porté création du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en 1994. Le FEM accorde des financements à titre gracieux ou à des conditions libérales aux pays qui peuvent y prétendre pour couvrir le surcoût de mesures visant à avoir des effets positifs sur l'environnement de la planète dans les quatre domaines d'intervention suivants : changements climatiques, diversité biologique, eaux internationales et appauvrissement de la couche d'ozone.

Le surcoût convenu des activités portant sur la dégradation des sols peut faire l'objet d'un tel financement, pour autant que lesdites activités se rapportent aux quatre domaines d'intervention. Il en est de même du surcoût convenu d'autres activités relevant d'Action 21 (le plan d'action adopté par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, en 1992), dont le Conseil pourra approuver la prise en charge, pour autant que ces activités aient des effets positifs sur l'environnement de la planète dans les quatre domaines d'intervention.

Conformément à l'Instrument, les contributions au FEM et tous les autres actifs et recettes du Fonds sont détenus dans la Caisse du FEM (la Caisse) qui, en application des dispositions dudit Instrument, a été effectivement créée le 16 mars 1995. À cette date, la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial (un mécanisme de financement du FEM, créé en 1991 au début de la phase pilote) a été dissoute et l'ensemble des fonds, des recettes, de l'actif et du passif ont été transférés à leur valeur comptable. La Caisse est administrée par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) en tant qu'Administrateur.

Le Secrétariat du FEM (le Secrétariat) coordonne l'élaboration des projets inscrits au programme de travail annuel, supervise l'exécution de ce programme et s'assure que la stratégie et les politiques opérationnelles sont respectées. Le Secrétariat bénéficie du soutien administratif de la BIRD en qualité d'Administrateur et opère en toute indépendance fonctionnelle dans l'exercice des attributions que lui confère l'Instrument. De même, l'Instrument confère d'autres responsabilités à l'Administrateur et aux Agents d'exécution.

### Note 2 : Résumé des grands principes comptables et des dispositions connexes

*Méthode comptable* — Le tableau ci-joint rend compte des décaissements du Secrétariat. Des états financiers distincts rendent compte de la situation financière, des opérations et des flux de trésorerie de la Caisse. Ce tableau a été préparé selon la méthode de la comptabilité de caisse des produits et des charges, un ensemble de règles comptables qui diffèrent de celles généralement admises. Selon cette méthode, les produits ne sont pas constatés au moment où ils sont gagnés, mais lorsqu'ils sont encaissés, et les charges ne sont pas imputées au moment où elles sont engagées, mais lorsqu'elles sont décaissées. Le tableau ci-joint n'a pas pour but de présenter une ventilation des décaissements au titre des projets. Les montants cumulés qui y figurent se rapportent aux décaissements du Secrétariat du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2003.

*Charges administratives* — Conformément à l'Instrument, l'Administrateur rembourse à la BIRD les dépenses administratives d'un montant raisonnable que l'organisation encourt en accordant un appui administratif au Secrétariat. Le Conseil examine et approuve le budget administratif du FEM.

### Note 3 : Engagements approuvés au titre des financements alloués

Le Bureau de l'Administrateur du FEM, auquel a succédé le Secrétariat, a été autorisé par les Participants contributeurs à engager des dépenses d'un montant de 2,6 millions de dollars pour le programme d'estimation des surcoûts pour l'environnement (PRINCE). Le Secrétariat a également engagé un montant de 145 600 dollars dans le cadre des Ateliers de dialogue du FEM avec les pays, projet administré conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la BIRD en collaboration avec le Secrétariat du FEM. Les montants totaux des engagements pris et des décaissements effectués jusqu'ici au titre de ces deux projets sont indiqués ci-après.

## Notes annexes au Tableau des décaissements

30 juin 2003

Montants exprimés en dollars des États-Unis

	DEPUIS LA DATE DE CRÉATION DU FEM JUSQU'AU	
	<u>30 JUIN 2003</u>	<u>30 JUIN 2002</u>
Engagements approuvés au titre des financements alloués		
PRINCE	\$ 2 600 000	\$ 2 600 000
Ateliers de dialogue du FEM avec les pays	<u>145 600</u>	<u>145 600</u>
<b>Total engagements au titre des financements alloués</b>	<b><u>2 745 600</u></b>	<b><u>2 745 600</u></b>
Décaissements cumulés	<u>1 960 320</u>	<u>1 960 320</u>
<b>Engagements en instance de décaissement</b>	<b><u>\$ 785 280</u></b>	<b><u>\$ 785 280</u></b>

Pendant l'exercice 03, un montant de 785 280 dollars a été transféré de la Caisse au Secrétariat. Il était en instance de décaissement par le Secrétariat au 30 juin 2003.

**Note 4 : Charges administratives**

Pendant l'exercice 03, la direction du FEM s'est rendue compte que, du fait d'une erreur informatique, des dépenses d'un montant de 1 293 719 dollars n'avaient pas été correctement imputées au Secrétariat pendant l'exercice 02. Depuis lors, la direction a pris les mesures nécessaires pour remédier à la situation et a imputé ce montant aux charges administratives de l'exercice 03 qui s'élèvent à 12 915 636 dollars. Si ces dépenses avaient été imputées au fonds fiduciaire du Secrétariat pour l'exercice 02, le poste Charges administratives de l'exercice 03 aurait diminué de 1 293 719 dollars ; le montant total des charges administratives pour la période allant du 14 mars 1991 (création du FEM) au 30 juin 2003 serait toutefois resté inchangé.

**Note 5 : Décaissements**

La direction a commencé à examiner un échantillon des décaissements de certains fonds fiduciaires pendant l'exercice 01. À ce jour, la direction n'a connaissance d'aucun décaissement non autorisé à partir de ces fonds fiduciaires. Dans l'hypothèse où il serait établi que des décaissements ne se conforment pas aux accords régissant les fonds fiduciaires, la direction consulterait les bailleurs de fonds sur les mesures à prendre pour remédier à la situation.

**COMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'ONU**  
**PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT**  
**FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR LE FEM (GUICHET FEM DU PNUD)**  
**OPINION DES AUDITEURS**

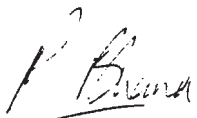
J'ai audité l'état financier ci-joint du guichet FEM du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'exercice clos le 31 décembre 2002. Cet état financier relève de la responsabilité de la direction du PNUD. Ma responsabilité consiste à émettre une opinion sur cet état financier, sur la base de mon audit.

J'ai effectué mon audit conformément aux normes communes de vérification des comptes adoptées par le Groupe mixte de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, et selon l'appréciation de l'auditeur aux vues des circonstances, les éléments probants justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. J'estime que mon audit constitue une base raisonnable à l'expression de mon opinion.

À mon avis, les états financiers présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière au 31 décembre 2002 du guichet FEM du PNUD, ainsi que les charges et les produits pour l'exercice clos à cette date.

Je pense en outre que les opérations financières du guichet FEM du PNUD que j'ai examinées dans le cadre de cet audit ont été, dans tous leurs aspects significatifs, comptabilisées conformément à l'Instrument portant création du Fonds pour l'environnement mondial et aux décisions prises par le Conseil. Les directives adoptées par le PNUD pour valider les dépenses ont par ailleurs été appliquées dans tous leurs aspects significatifs.

Sans formuler de réserves sur l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur les directives du PNUD applicables aux projets du FEM exécutés à l'échelon national pour un montant de 69 millions de dollars. Malgré la nette amélioration à nouveau constatée, le caractère des assurances obtenues par le PNUD quant à l'utilisation des fonds aux fins prévues suscite notre inquiétude.



P. Bhana  
Directeur du service de vérification externe des comptes, République sud-africaine  
Pour le compte du Comité des commissaires aux comptes des Nations Unies  
3 novembre 2003

## Compte de résultat du guichet FEM pour la période de 12 mois prenant fin le 31 décembre 2002

Montants exprimés en milliers de dollars des États-Unis

	<u>2002</u>	<u>2001</u>
<b>PRODUITS</b>		
Contributions volontaires – Note 1	\$160 666	\$142 750
Intérêts perçus	(379)	1 490
Autres produits/(charges)	<u>—</u>	<u>9</u>
	<u>160 287</u>	<u>144 249</u>
<b>CHARGES</b>		
Dépenses au titre du programme	115 943	120 908
Frais administratifs	17 040	14 474
Autres charges	<u>545</u>	<u>10</u>
	<u>133 528</u>	<u>135 392</u>
<b>Excédent (déficit) des dépenses sur les recettes</b>	<b>26 759</b>	<b>8 857</b>
Économies réalisées sur les engagements de l'exercice biennal précédent	261	—
Remboursements aux donateurs et transferts vers/à partir d'autres fonds	(318)	—
Réserves et solde en début d'exercice	<u>14 013</u>	<u>5 156</u>
Réserves et solde en fin d'exercice	<u>\$ 40 715</u>	<u>\$ 14 013</u>

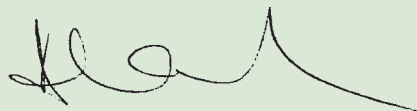
## Engagements approuvés au titre des projets

Total au 31 décembre 2002

Montants exprimés en milliers de dollars des États-Unis

Assistance technique à part entière	\$ 883 640,2
Programme de microfinancements	116 034,5
Projets de moyenne envergure	51 647,9
Activités habilitantes	73 116,2
PRIF et autres	18 047,1
PDF-A	4 026,4
PDF-B	43 060,2
PDF-C	<u>1 181,6</u>
<b>Total des engagements approuvés</b>	<b><u>\$ 1 190 754,1</u></b>

J'atteste que les informations contenues dans cet état financier, dans tous leurs aspects significatifs, rendent compte des activités menées pour le compte du Fonds pour l'environnement mondial et financées au moyen des contributions reçues de la Banque mondiale, en sa qualité d'Administrateur du FEM.



Darshak Shah, Chef  
Division des finances  
Bureau des finances et de l'administration  
Programme des Nations Unies pour le développement —  
Guichet FEM du PNUD

## Notes annexes à l'état financier

### Note 1 : Les contributions volontaires comprennent les éléments suivants :

(EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS)	2002	2001
Administrateur FEM pour le compte de la Banque mondiale	\$ 160 666	\$ 142 000
Initiative de renforcement des capacités (programme IRC)	—	750
<b>Total contributions volontaires</b>	<b><u>\$ 160 666</u></b>	<b><u>\$ 142 750</u></b>

**Note 2 : Ce compte de résultat a été établi selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf pour les contributions volontaires pour lesquelles la méthode de la comptabilité de caisse a été appliquée, conformément aux politiques comptables du PNUD. Il comprend donc les engagements non réglés suivants :**

(EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS)	2002	2001
Engagements non réglés — Projets	\$ 8 790	\$ 15 704
Engagements non réglés — Frais administratifs	244	406
<b>Total engagements non réglés</b>	<b><u>\$ 9 034</u></b>	<b><u>\$ 16 110</u></b>

Les engagements au titre des frais administratifs qui ne sont pas utilisés dans un exercice biennal sont comptabilisés comme des économies de l'exercice suivant.

Les avances à recevoir/(à payer) consenties aux organismes d'exécution se répartissent comme suit (au 31 décembre) :

(EN MILLIERS DE DOLLARS DES ÉTATS-UNIS)	2002	2001
État	\$ 13 521	\$ 14 225
Organismes d'exécution	(9 483)	(4 551)
<b>Total avances à recevoir/(à payer)</b>	<b><u>\$ 4 038</u></b>	<b><u>\$ 9 674</u></b>

### Note 3 : Allocations non utilisées et ressources non dépensées

Le guichet FEM du PNUD a reçu des lettres d'engagement de la Banque mondiale en sa qualité d'Administrateur de la Caisse d'un montant de 1 268 500 000 dollars (1 268 500 000 dollars en 2001). Au 31 décembre 2002, sur la base de ces engagements, le guichet FEM du PNUD avait alloué des ressources d'un montant de 327 065 000 dollars (314 666 000 dollars en 2001), en sus du solde de 40 486 000 dollars.





## Opinion des auditeurs

Nous avons audité les états financiers ci-joints du guichet FEM du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour l'exercice clos le 31 décembre 2002. Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la direction du PNUE. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes communes de vérification des comptes adoptées par le Groupe mixte de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, les états financiers présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière au 31 décembre 2002 du guichet FEM du PNUE, ainsi que les charges et les produits pour l'exercice clos à cette date.

Nous pensons en outre que les ressources financières du guichet FEM du PNUE ont été utilisées conformément à l'Instrument portant création du Fonds pour l'environnement mondial et aux décisions prises par le Conseil.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Sabiniano G. Cabatuan'.

Sabiniano G. Cabatuan  
Directeur, Vérification externe des comptes, Philippines  
Comité des commissaires aux comptes de l'ONU  
27 octobre 2003

## Compte de résultat et variations des réserves et du solde

pour la première année de l'exercice biennal 02-03 close le 31 décembre 2002

	2002 USD	2001 USD
<b>PRODUITS</b>		
Contributions volontaires	\$ 59 939 358	\$ 55 605 721
Intérêts perçus	1 372 754	2 027 571
Autres produits	11 557	—
<b>Total Produits</b>	<b>61 323 669</b>	<b>57 633 292</b>
<b>CHARGES</b>		
Dépenses de personnel	8 374 068	5 687 374
Services contractuels	13 753 355	10 625 901
Déplacements	1 599 765	1 372 622
Charges d'exploitation	6 822 633	5 115 836
Achats	658 271	1 080 099
Autres charges	8 512	586
<b>Total Charges</b>	<b>31 216 604</b>	<b>23 882 418</b>
Excédent/(déficit) des recettes sur les dépenses	30 107 065	33 750 874
Ajustements sur exercice antérieur	(765 723)	(50 993)
Excédent/(déficit) net des recettes sur les dépenses	<b>29 341 342</b>	<b>33 699 881</b>
Économies provisoires ou annulations au titre des engagements des exercices précédents	821 254	(116 205)
Réserves et solde en début d'exercice	45 774 068	12 190 392
<b>Réserves et solde en fin d'exercice</b>	<b>\$ 75 936 664</b>	<b>\$ 45 774 068</b>

## État de la situation financière, des réserves et du solde au 31 décembre 2002

	2002 USD	2001 USD
<b>ACTIF</b>		
Liquidités et dépôts à terme	\$ 62 140 197	\$ 43 867 270
Autres créances	25 181 352	14 483 061
Charges comptabilisées d'avance	16 876	11 705
<b>Total Actif</b>	<b>87 338 425</b>	<b>58 362 036</b>
<b>PASSIF</b>		
Soldes à payer sur d'autres fonds	3 292 633	5 857 107
Autres dettes exigibles	3 579 559	1 264 532
Autres passifs	(36)	—
Réserves pour engagements	4 529 605	5 466 329
<b>Total Passif</b>	<b>11 401 761</b>	<b>12 587 968</b>
<b>RÉSERVES ET SOLDE</b>		
Excédent cumulé	75 936 664	45 774 068
<b>Total réserves et solde</b>	<b>75 936 664</b>	<b>45 774 068</b>
<b>Total passif, réserves et solde</b>	<b>\$ 87 338 425</b>	<b>\$ 58 362 036</b>



David Hastie  
Administrateur chargé  
de la Section de la comptabilité  
Service du budget et de la gestion financière  
14 avril 2003

## Tableau des flux de trésorerie

pour la première année de l'exercice biennal 02-03 close le 31 décembre 2002

	2002 USD	2001 USD
<b>TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS D'EXPLOITATION</b>		
Excédent/(déficit) net des recettes sur les dépenses (AUGMENTATION)/DIMINUTION	\$ 29 341 342	\$ 33 699 881
Autres créances	(10 698 291)	(5 201 750)
Charges comptabilisées d'avance	(5 171)	16 776
AUGMENTATION/(DIMINUTION)		
Autres dettes exigibles	2 315 027	1 194 973
Autres passifs	(36)	—
Réserves pour engagements	(936 724)	3 528 957
Moins : Intérêts perçus	(1 372 754)	(2 027 571)
<b>Trésorerie issue des opérations d'exploitation</b>	<b>18 643 393</b>	<b>31 211 266</b>
<b>TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT ET DE FINANCEMENT</b>		
Augmentation/(diminution) des soldes à payer sur d'autres fonds	(2 564 474)	3 801 418
Plus : Intérêts perçus	1 372 754	2 027 571
<b>Trésorerie issue des opérations de placement et de financement</b>	<b>(1 191 720)</b>	<b>5 828 989</b>
<b>TRÉSORERIE ISSUE D'AUTRES SOURCES</b>		
Économies provisoires ou annulations au titre des engagements des exercices précédents	821 254	(116 205)
Trésorerie issue d'autres sources	821 254	(116 205)
<b>AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DES LIQUIDITÉS ET DÉPÔTS À COURT TERME</b>	<b>18 272 927</b>	<b>36 924 050</b>
Liquidités et dépôts à court terme en début d'exercice	43 867 270	6 943 220
Liquidités et dépôts à court terme en fin d'exercice	<b>\$ 62 140 197</b>	<b>\$ 43 867 270</b>



David Hastie  
Administrateur chargé  
de la Section de la comptabilité  
Service du budget et de la gestion financière  
14 avril 2003

## Compte de résultat et variations des réserves et du solde

pour la première année de l'exercice biennal 02-03 close le 31 décembre 2002

	2002 USD	2001 USD
<b>PRODUITS</b>		
Contributions volontaires	\$ 5 172 286	\$ 6 399 782
Intérêts perçus	379 904	322 401
Autres produits	1 284	—
<b>Total Produits</b>	<u>5 553 474</u>	<u>6 722 183</u>
<b>CHARGES</b>		
Dépenses de personnel	1 220 542	636 219
Services contractuels	265 698	76 938
Déplacements	186 065	72 106
Charges d'exploitation	22 296	41 007
Achats	83	—
<b>Total charges</b>	<u>1 694 684</u>	<u>826 270</u>
Excédent/(déficit) des recettes sur les dépenses	3 858 790	5 895 913
Ajustements sur période antérieure	340	—
Excédent/(déficit) net des recettes sur les dépenses	<u>3 859 130</u>	<u>5 895 913</u>
Réserves et solde en début d'exercice	<u>7 679 003</u>	<u>1 783 090</u>
<b>Réserves et solde en fin d'exercice</b>	<u>\$ 11 538 133</u>	<u>\$ 7 679 003</u>

## État de la situation financière, des réserves et du solde au 31 décembre 2002

	2002 USD	2001 USD
<b>ACTIF</b>		
Liquidités et dépôts à terme	\$ 12 861 267	\$ 9 344 470
Autres créances	3 952	15 623
Charges comptabilisées d'avance	595	7 278
<b>Total actif</b>	<u>12 865 814</u>	<u>9 367 371</u>
<b>PASSIF</b>		
Soldes à payer sur d'autres fonds	884 709	1 601 855
Autres dettes exigibles	139 688	7 135
Réserves pour engagements	303 284	79 378
<b>Total passif</b>	<u>1 327 681</u>	<u>1 688 368</u>
<b>RÉSERVES ET SOLDE</b>		
Excédent cumulé	11 538 133	7 679 003
<b>Total réserves et solde</b>	<u>11 538 133</u>	<u>7 679 003</u>
<b>Total passif, réserves et solde</b>	<u>\$ 12 865 814</u>	<u>\$ 9 367 371</u>



David Hastie  
Administrateur chargé  
de la Section de la comptabilité  
Service du budget et de la gestion financière  
14 avril 2003

## Tableau des flux de trésorerie

pour la première année de l'exercice biennal 02-03 close le 31 décembre 2002

	<u>2002</u> USD	<u>2001</u> USD
<b>TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS D'EXPLOITATION</b>		
Excédent/(déficit) net des recettes sur les dépenses (AUGMENTATION)/DIMINUTION	\$ 3 859 130	\$ 5 895 913
Autres créances	11 671	21 312
Charges comptabilisées d'avance AUGMENTATION/(DIMINUTION)	6 683	(7 278)
Autres dettes exigibles	132 553	4 354
Réserves pour engagements	223 906	45 344
Moins : Intérêts perçus	<u>(379 904)</u>	<u>(322 401)</u>
<b>Trésorerie issue des opérations d'exploitation</b>	<u>3 854 039</u>	<u>5 637 244</u>
<b>TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT ET DE FINANCEMENT</b>		
Augmentation/(diminution) des soldes à payer sur d'autres fonds Plus : Intérêts perçus	<u>(717 146)</u> 379 904	1 290 351 <u>322 401</u>
<b>Trésorerie issue des opérations de placement et de financement</b>	<u>(337 242)</u>	<u>1 612 752</u>
<b>AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DES LIQUIDITÉS ET DÉPÔTS À COURT TERME</b>		
Liquidités et dépôts à court terme en début d'exercice	3 516 797	7 249 996
Liquidités et dépôt à court terme en fin d'exercice	<u>9 344 470</u>	<u>2 094 474</u>
	<u>\$ 12 861 267</u>	<u>\$ 9 344 470</u>



David Hastie  
Administrateur chargé  
de la Section de la comptabilité  
Service du budget et de la gestion financière  
14 avril 2003

## Compte de résultat et variations des réserves et du solde

pour la première année de l'exercice biennal 02-03 close le 31 décembre 2002

	2002 USD	2001 USD
<b>PRODUITS</b>		
Intérêts perçus	\$ 8 001	\$ 49 777
<b>Total produits</b>	<u>8 001</u>	<u>49 777</u>
<b>CHARGES</b>		
Dépenses de personnel	55 568	166 382
Services contractuels	92 849	27 282
Déplacements	42 108	36 314
Charges d'exploitation	5 623	78 462
Achats	5 712	(8 266)
<b>Total charges</b>	<u>201 860</u>	<u>300 174</u>
Excédent/(déficit) des recettes sur les dépenses	(193 859)	(250 397)
Réserves et solde en début d'exercice	<u>384 854</u>	<u>635 251</u>
Réserves et solde en fin d'exercice	<u>\$ 190 995</u>	<u>\$ 384 854</u>

## État de la situation financière, des réserves et du solde au 31 décembre 2002

	2002 USD	2001 USD
<b>ACTIF</b>		
Liquidités et dépôts à terme	\$ 319 177	\$ —
Soldes à recevoir d'autres fonds	—	418 621
Autres créances	67	580
Charges comptabilisées d'avance	4 608	—
<b>Total actif</b>	<u>323 852</u>	<u>419 201</u>
<b>PASSIF</b>		
Soldes à payer sur d'autres fonds	76 267	—
Autres dettes exigibles	56 051	33 808
Réserves pour engagements	539	539
<b>Total passif</b>	<u>132 857</u>	<u>34 347</u>
<b>RÉSERVES ET SOLDE</b>		
Excédent cumulé	<u>190 995</u>	<u>384 854</u>
<b>Total réserves et solde</b>	<u>190 995</u>	<u>384 854</u>
<b>Total passif, réserves et solde</b>	<u>\$ 323 852</u>	<u>\$ 419 201</u>



David Hastie  
Administrateur chargé  
de la Section de la comptabilité  
Service du budget et de la gestion financière  
14 avril 2003

## Tableau des flux de trésorerie

pour la première année de l'exercice biennal 02-03 close le 31 décembre 2002

	2002 USD	2001 USD
<b>TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS D'EXPLOITATION</b>		
Excédent/(déficit) net des recettes sur les dépenses (AUGMENTATION)/DIMINUTION	\$ (193 859)	\$ (250 397)
Autres créances	513	35 713
Charges comptabilisées d'avance	(4 608)	—
 AUGMENTATION/(DIMINUTION)		
Autres dettes exigibles	22 243	(234 463)
Réserves pour engagements	—	(302 090)
Moins : Intérêts perçus	(8 001)	(49 777)
<b>Trésorerie issue des opérations d'exploitation</b>	<b>(183 712)</b>	<b>(801 014)</b>
 <b>TRÉSORERIE ISSUE DES OPÉRATIONS DE PLACEMENT ET DE FINANCEMENT</b>		
(Augmentation)/diminution des soldes à recevoir d'autres fonds	418 621	(321 317)
Augmentation/(diminution) des soldes à recevoir d'autres fonds	76 267	—
Plus : Intérêts perçus	8 001	49 777
<b>Trésorerie issue des opérations de placement et de financement</b>	<b>502 889</b>	<b>(271 540)</b>
 <b>AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DES LIQUIDITÉS ET DÉPÔTS À COURT TERME</b>	<b>319 177</b>	<b>(1 072 554)</b>
Liquidités et dépôts à court terme en début d'exercice	—	1 072 554
<b>Liquidités et dépôts à court terme en fin d'exercice</b>	<b>\$ 319 177</b>	<b>\$ —</b>



David Hastie  
Administrateur chargé  
de la Section de la comptabilité  
Service du budget et de la gestion financière  
14 avril 2003

## Membres de la famille du FEM

Membres du Conseil et suppléants du FEM	63
Principaux interlocuteurs du FEM dans les pays	65
ONG : Points de contact régionaux du FEM	81
Membres du Groupe consultatif pour la science et la technologie	82
Publications du FEM	83





## Membres du Conseil et suppléants du FEM

*Membre* : Adeishvili, Malkhaz (Géorgie)  
*Suppléant* : Iliaz, Fathme Musa (Bulgarie)  
*Pays* : Albanie, Bulgarie, Croatie, Géorgie, Macédoine (ERY de), Moldova, Pologne, Roumanie, Ukraine

*Membre* : Agha, Tanwir Ali (Pakistan)  
*Suppléant* : Lutfi, Sultan N. (Jordanie)  
*Pays* : Afghanistan, Jordanie, Liban, Pakistan, Yémen

*Membre* : Alban, Andrea (Colombie)  
*Suppléant* : Goidanich, Roberto (Brésil)  
*Pays* : Brésil, Colombie, Équateur

*Membre* : Brown, Linda (Royaume-Uni)  
*Suppléant* : Parry, Glenys (Royaume-Uni)  
*Pays* : Royaume-Uni

*Membre* : Chamero, Jorge L. Fernández (Cuba)  
*Suppléant* : Persaud, Doorga (Guyana)  
*Pays* : Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Cuba,

Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago

*Membre* : Dia Toure, Fatima (Sénégal)  
*Suppléant* : Andrade, Fernando (Cap-Vert)

*Pays* : Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad

*Membre* : Echirk, Djamel (Algérie)  
*Suppléant* : Hilali, M'hamed (Maroc)  
*Pays* : Algérie, Égypte, Maroc, Tunisie

*Membre* : Enkhsaikhan, Jargalsaikhany (Mongolie)  
*Suppléant* : Mekprayoonthong, Manop (Thaïlande)  
*Pays* : Malaisie, Mongolie, Myanmar, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Thaïlande, Viet Nam

*Membre* : Fernandez, Ramon (France)  
*Suppléant* : Martin, Marc-Antoine (France)  
*Pays* : France

*Membre* : Frederiksen, Dan (Danemark)  
*Suppléant* : Bjernebye, Erik (Norvège)  
*Pays* : Danemark, Lettonie, Lituanie, Norvège

*Membre* : Gozun, Elisea G. (Philippines)  
*Suppléant* : Sumardja, Effendy (Indonésie)

*Pays* : Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Kiribati, Micronésie, Nauru, Niue, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu

*Membre* : Hartvig, BrittMarie (Suède)  
*Suppléant* : Karanko, Kari (Finlande)  
*Pays* : Estonie, Finlande, Suède

*Membre* : Hasegawa, Koichi (Japon)  
*Suppléant* : Kitagawa, Katsuro (Japon)  
*Pays* : Japon

*Membre* : Hosseini, Pirooz (Iran)  
*Suppléant* : Moeini, Hossein (Iran)  
*Pays* : Iran

*Membre* : Kishore, Adrash (Inde)  
*Suppléant* : Ahmed, Sabihuddin (Bangladesh)

*Pays* : Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Sri Lanka

*Membre* : Lopez Zayas, Luis Alberto (Paraguay)  
*Suppléant* : Casas, Gonzalo (Uruguay)  
*Pays* : Argentine, Bolivie, Chili, Paraguay, Pérou, Uruguay

*Membre* : Mande, Bala (Nigéria)  
*Suppléant* : Worou, Theophile (Bénin)  
*Pays* : Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Nigéria, Sierra Léone, Togo

*Membre* : Melanson, Jim (Canada)  
*Suppléant* : Hagerman, Ellen (Canada)  
*Pays* : Canada

*Membre* : Metsing, Julius T. (Lesotho)  
*Suppléant* : Kabwaza, Raphael (Malawi)  
*Pays* : Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Zambie, Zimbabwe

*Membre* : Muduuli, Mary (Ouganda)  
*Suppléant* : Waiss, Aboubaker Douale (Djibouti)  
*Pays* : Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Madagascar,

Maurice, Ouganda, Soudan,  
Tanzanie

*Membre* : Ochoa, Ricardo  
(Mexique)

*Suppléant* : Balid, Ramon  
(Panama)

*Pays* : Costa Rica, El Salvador,  
Guatemala, Honduras, Mexique,  
Nicaragua, Panama, Venezuela

*Membre* : Ramos, Teresa (Espagne)

*Suppléant* : Da Mota Pinto, Nuno  
(Portugal)

*Pays* : Espagne, Grèce, Irlande,  
Portugal

*Membre* : Roch, Philippe (Suisse)

*Suppléant* : Dubois, Jean-Bernard  
(Suisse)

*Pays* : Azerbaïdjan, Kirghizistan,  
Ouzbékistan, Suisse, Tadjikistan,  
Turkménistan

*Membre* : Schuerch, William E.  
(États-Unis)

*Suppléant* : McMurray, Claudia  
(États-Unis)

*Pays* : États-Unis

*Membre* : Soderini, Ludovica  
(Italie)

*Suppléant* : Corniola, Emiliano  
(Italie)

*Pays* : Italie

*Membre* : Steinke, Marita  
(Allemagne)

*Suppléant* : Hermann, Walter  
(Allemagne)

*Pays* : Allemagne

*Membre* : Tanyi Mbianyor, Clarkson  
(Cameroun)

*Suppléant* : Doungabe, Gustave  
(République centrafricaine)

*Pays* : Burundi, Cameroun,  
République centrafricaine,  
République démocratique du  
Congo, République du Congo

*Membre* : Treppel, Leander  
(Autriche)

*Suppléant* : Mojik, Ivan  
(République slovaque)

*Pays* : Autriche, Belgique, Hongrie,  
Luxembourg, République slovaque,  
République tchèque, Slovénie,  
Turquie

*Membre* : Tveritinov, Sergey  
(Fédération de Russie)

*Suppléant* : Vacant

*Pays* : Arménie, Bélarus, Fédération  
de Russie

*Membre* : van Voorst Tot Voorst,  
Sweder (Pays-Bas)

*Suppléant* : van den Bergen,  
Vincent (Pays-Bas)

*Pays* : Pays-Bas

*Membre* : Vaughan, Steve  
(Nouvelle-Zélande)

*Suppléant* : Cho, Won-ho  
(République de Corée)

*Pays* : Australie, Nouvelle-Zélande,  
République de Corée

*Membre* : Zhu, Guangyao (Chine)

*Suppléant* : Wu, Jinkang (Chine)

*Pays* : Chine

Les nouveaux pays membres suivants  
restent à placer dans les différents groupes :  
Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Gabon,  
Guinée équatoriale, Israël, Kazakhstan,  
Libéria, Libye, Malte, Namibie, Palau,  
Rwanda, Serbie-et-Monténégro, Seychelles,  
Syrie, République démocratique du  
Timor-Leste, Yougoslavie

# Principaux interlocuteurs du FEM dans les pays

## Points focaux du FEM dans les pays

### A

#### **Afghanistan**

Azizi, Abdul B.  
Advisor to the Executive Director, EDSO6  
MC 13-141  
The World Bank  
1818 H Street, N.W.  
Washington, D.C. 20433  
États-Unis  
Téléphone : (1-202) 458-2451  
Télécopie : (1-202) 477-9052  
Courriel : aazizi@worldbank.org

#### **Afrique du Sud**

Mabhongo, Xolisa  
Counsellor  
Permanent Mission of South Africa to the  
United Nations  
333 East 38th Street, 9th Floor  
New York, NY 10016  
États-Unis  
Téléphone : (1-212) 213-5583  
Télécopie : (1-212) 692-2498

Olver, Crispian  
Director General  
Department of Environmental Affairs  
and Tourism  
Private Bag X447  
Pretoria 0001  
Afrique du Sud  
Téléphone : (27-12)310-3828  
Télécopie : (27-12) 320-4746/322-3588  
Courriel : colver@ozone.pwv.gov.za

#### **Albanie**

Abeshi, Pellumb  
Secretary General  
Ministry of Environment  
Rruga e Durrës, No. 27  
Tirana, Albanie  
Téléphone : (355-4) 270 623  
Télécopie : (355-4) 270 623  
Courriel : p\_abeshi@abissnet.com.al

Xhuvëli, Lufter  
Minister  
Ministry of Environment  
Rruga e Durrës, No. 27  
Tirana, Albanie  
Téléphone : (355-4)270 630  
Télécopie : (355-4) 270 627

#### **Algérie**

Echirk, Djamel  
Inspecteur général de l'Environnement  
Ministère de l'Aménagement du territoire  
et de l'Environnement  
Rue des 4 Canons-les Tagarins  
Alger, Algérie  
Téléphone : (213-21) 56 19 86  
Télécopie : (213-21) 56 14 39  
Courriel : djamelechirk@msn.com

Ouali, Rachid  
Ministre plénipotentiaire  
Direction générale des Relations multi-  
latérales  
Ministère des Affaires étrangères  
Alger, Algérie  
Téléphone : (213-21) 50 43 43  
Télécopie : (213-21) 50 43 11

#### **Allemagne**

Steinke, Marita  
Head of Division (Environment)  
Federal Ministry for Environment  
Cooperation and Development  
P.O. Box 12 30 22  
53045 Bonn  
Allemagne  
Téléphone : (49-228) 535-3745  
Télécopie : (49-228) 535-3980  
Courriel : steinke@bmz.bund.de

Hermann, Walter  
Alternate Executive Director  
World Bank  
Room MC 11-125  
Mail Stop MC 11-1109  
1818 H Street, N.W.

Washington, D.C.  
États-Unis  
Téléphone : (1-202) 458-1190  
Télécopie : (1-202) 477-7849  
Courriel : whermann@worldbank.org

#### **Antigua-et-Barbuda**

Ashe, John W.  
Ambassador/Deputy Permanent  
Representative  
Permanent Mission of Antigua and  
Barbuda to the United Nations  
610 Fifth Avenue, Suite 311  
New York, NY 10020  
États-Unis  
Téléphone : (1-212) 541-4117  
Télécopie : (1-212) 757-1607  
Courriel : jashe@un.int

Black Layne, Diann  
Chief Environmental Officer  
Ministry of Tourism and Environment  
Queen Elizabeth Highway  
St. John's, Antigua-et-Barbuda  
Téléphone : (268) 462-7278  
Télécopie : (268) 462-2836  
Courriel : mintourenv@candw.ag

#### **Argentine**

Cima, Marcelo  
Counselor  
Ministry of Foreign Affairs  
Esmeralda 1212, 14th Floor  
1007 Buenos Aires  
Argentine  
Téléphone : (5411) 4819-7410  
Télécopie : (5411) 4819-7413  
Courriel : mc@mrecic.gov.ar

Estrada Oyuela, Raul  
Ambassador/Special Representative for  
International Environment Issues  
Ministry of External Affairs,  
Commerce & Culture  
Esmeralda 1212, Piso 14  
1007 Buenos Aires

Argentine  
Téléphone : (5411)4818-7414  
Télécopie : (5411)4819-7619  
Courriel : eoy@mrecic.gov.ar

Caraguso, Juan Carlos  
Director  
Multilateral Cooperation  
Ministry of Foreign Affairs  
Buenos Aires, Argentine  
Téléphone : (54-11) 4819-7272  
Courriel : jcg@mrecic.gov.ar

#### **Arménie**

Ayvazyan, Vardan  
Minister of Environment  
Moskavian 35  
375002, Yerevan  
Arménie  
Téléphone : (3741) 521099  
Télécopie : (3751) 533372  
Courriel : minister@mnpia.am

#### **Australie**

Connell, Sue  
Director, International Partnerships  
Group  
Policy and Multilateral Branch  
Australian Agency for International  
Development (AusAID)  
GPO Box 887  
Canberra ACT 2601  
Australie  
Téléphone : (61-262) 064264  
Télécopie : (61-262) 064062  
Courriel : sue\_connell@ausaid.gov.au

#### **Autriche**

Malicek, Heike  
Counsellor  
Division for International Finance  
Institutions  
Federal Ministry of Finance  
Himmelpfortgasse 4-8  
A-1010 Vienna  
Autriche

Téléphone : (43-1) 51433  
Télécopie : (43-1) 5130816  
Courriel : Heike.Malicek@bmf.gov.at

### **Azerbaïdjan**

Bagirov, Hussein  
Minister of Ecology and Natural  
Resources  
B. Aghayev Street, 100-A  
Baku 370073, Azerbaïdjan  
Téléphone : (994 12) 414205  
Télécopie : (994 12) 925907  
Courriel : valeh@eko.baku.az

## **B**

### **Bahamas**

Deveaux, Earl  
Ambassador for the  
Environment/Chairman  
Bahamas Environment Science and  
Technology Commission  
Sir Wallace Whitfield Building  
Cable Beach, 2nd Floor  
P.O. Box CB-10980  
Nassau, Bahamas  
Téléphone : (242) 347-4691  
Télécopie : (242) 347-4626

Cooper, Donald  
Undersecretary/Manager  
Bahamas Environment Science and  
Technology Commission  
Office of the Prime Minister  
P.O. Box CB-10980  
Nassau, Bahamas  
Téléphone : (242)322-4546  
Télécopie : (242)326-3509  
Courriel : dcooper@best.bs

### **Bangladesh**

Hussain Beg, Mirza Tasadduq  
Secretary of Economic Relations Division  
Ministry of Finance  
Room No. 3-5, Block No. 8  
Sher-E-Bangla Nagar  
Dhaka-1207, Bangladesh  
Téléphone : (880-2) 8112641  
Télécopie : (880-2) 8113088  
Courriel : secy\_erd@bangla.net

Hussain, Sayed Tanveer  
Secretary  
Ministry of Environment & Forest  
Bangladesh Secretariat  
Government of the People's Rep. of  
Bangladesh  
Room No. 1311, Building No. 6  
Dhaka-1000  
Bangladesh  
Téléphone : (880-2) 8610481/7161881  
Télécopie : (880-2) 8619210  
Courriel : thussain@bangla.net,  
thussain@moef.gov.bd

### **Barbade**

Miller, Billie  
Minister of Foreign Affairs and Deputy  
Prime Minister  
Ministry Headquarters  
1 Culloden Road  
St. Michael, Barbade  
Téléphone : (246) 431-2200  
Télécopie : (246) 429-6652  
Courriel : barbados@foreign.gov.bb

Nurse, Leonard  
Permanent Secretary  
Ministry of Physical Development and  
Environment  
4th Floor, Sir Frank Walcott Building  
Culloden Road  
St. Michael,  
Barbade  
Téléphone : (246) 431-7663  
Télécopie : (246) 437-8859  
Courriel : meenr@sunbeach.net

### **Bélarus**

Podolyako, Vasily  
First Deputy Minister  
Ministry of Natural Resources and  
Environmental Protection  
10 Kollektornaya Street  
Minsk 220 048, Bélarus  
Téléphone : (375-172) 206691  
Télécopie : (375-172) 205583  
Courriel : minproos@mail.belpak.by

### **Belgique**

Buys, Jozef E.  
Permanent Mission of Belgium to the

United Nations  
823 UN Plaza, 4th Floor  
New York, NY 10017  
États-Unis  
Téléphone : (1-212) 378-6300  
Télécopie : (1-212) 681-7618  
Courriel : Jozef.Buys@Diplobel.org

### **Belize**

Gibson, David A. K.  
Permanent Secretary  
Ministry of Foreign Affairs  
P.O. Box 174  
New Administrative Building  
Belmopan, Belize  
Téléphone : (501-8) 222-167  
Télécopie : (501-8) 222-854  
Courriel : belizemfa@belize.gov.bz

Namis, Nancy  
Chief Executive Officer  
Ministry of Economic Development  
New Administrative Building  
P.O. Box 42  
Belmopan, Belize  
Téléphone : (501-8) 222-526  
Télécopie : (501-8) 223-673  
Courriel : econdev@btl.net

### **Bénin**

Worou, Theophile  
Directeur de Cabinet du Ministre  
Département de l'Environnement  
Ministère de l'Environnement, de  
l'Habitat et de l'Urbanisme  
B.P. 01-3621  
Cotonou, Bénin  
Téléphone : (229) 31 20 65  
Télécopie : (229) 31 50 81

Yaha, Zounveou Pascal  
Directeur de l'Environnement  
Ministère de l'Environnement, de  
l'Habitat et de l'Urbanisme  
B.P. 01-3621  
Cotonou, Bénin  
Téléphone : (229) 31 46 63  
Télécopie : (229) 31 46 63  
Courriel : pyahaz@yahoo.ca

### **Bhoutan**

Rabgye, Sonam Tobden  
Director  
Multilateral Department  
Ministry of Foreign Affairs  
Thimphu, Bhoutan  
Téléphone : (975-2) 326777/326779  
Télécopie : (975-2) 326779

Wangdi, Nima  
Director  
Department of AID & Dept. Management  
Ministry of Finance  
Thimphu, Bhoutan  
Téléphone : (975-2) 326777/326779  
Télécopie : (975-2) 326779

### **Bolivie**

Requena, Bernardo  
Viceministro de Inversion Publica y  
Financiamiento Externo  
Avenida Mariscal Santa Cruz  
Edificio « Palacio de las  
Comunicaciones »  
La Paz, Bolivie  
Téléphone : (591-2) 314769  
Télécopie : (591-2) 392889  
Courriel : brequena@vipfe.gov.bo

Antezana de Villazon,  
Marithza Del Castillo  
Viceministro de Medio Ambiente  
Recursos Naturales y Desarrollo Forestal  
Av. Mariscal Santa Cruz No. 1092 Edif.  
Ex-Comibol Piso 6  
Casilla No. 12814  
La Paz, Bolivie  
Téléphone : (591-2) 233 0762  
Télécopie : (591-2) 233 1273  
Courriel : vmarn@mdsp.gov.bo

### **Bosnie-Herzégovine**

Doko, Dragon  
Minister  
Ministry of Foreign Trade and Economic  
Relations  
Musala 9  
71000 Sarajevo  
Bosnie-Herzégovine  
Téléphone : (387-33) 33 47 31 23  
Télécopie : (387-33) 33 44 59 11

## Botswana

Nchungu, Mushanana  
Executive Secretary  
National Conservation Strategy  
Coordinating Agency  
P.B. 0068 2nd Floor, Travaglini House  
Gaborone, Botswana  
Téléphone : (2-67) 302-050  
Télécopie : (2-67) 302-051  
Courriel : envirobotswana@gov.bw

## Brésil

Vargas, Everton  
Chief of Environment Division  
Ministry of Foreign Affairs  
Esplanada dos Ministerios Bloco H  
Anexo I, Sala 439  
70.000.000 Brasilia, DF  
Brésil  
Téléphone : (55-61) 411-6895  
Télécopie : (55-61) 322-5523  
Courriel : evargas@mre.gov.br

Costa, Carlos  
General Coordinator for Social  
Operations  
Ministry of Planning, Budget and  
Management  
Secretariat for Foreign Affairs  
Esplanada dos Ministerios Bloco K, 5  
Andar  
70040-906 Brasilia, DF  
Brésil  
Téléphone : (55-61) 429-4463  
Télécopie : (55-61) 225-4022  
Courriel : carlos.lampert@planejamento.gov.br

## Bulgarie

Iliaz, Fathme  
Deputy Minister  
Ministry of Environment and Water  
67, William Gladstone Street  
1000 Sofia, Bulgarie  
Téléphone : (359) 2 9881440  
Télécopie : (359) 2 9816610  
Courriel : iliaz@moew.govrn.bg

## Burkina Faso

Kambou, Jean Baptiste  
Ministère de l'Environnement et du  
Tourisme

BP 7044  
Ouagadougou 01  
Burkina Faso  
Téléphone : (22-6) 311681  
Télécopie : (22-6) 318724  
Courriel : kambou@liptinfor.bf

## Burundi

Karimumuryango, Jérôme  
Directeur général de l'INECN  
Ministère de l'Environnement  
B.P. 56  
Gitega, Burundi  
Téléphone : (257) 403-032  
Télécopie : (257) 402-625  
Courriel : bozone@cbinf.com

## C

### Cambodge

Muth, Khieu  
Directeur général  
Ministère de l'Environnement  
#48 Samdech Preah Sihanouk  
Tonle Bassac, Chamkarmon  
Phnom Penh, Cambodge  
Téléphone : (855) 23-821 180  
Télécopie : (855) 23-427 844  
Courriel : moe@bigpond.com.kh

### Cameroun

Tanyi Mbiyanor, Clarkson  
Ministre  
Ministère de l'Environnement et des Forêts  
Yaoundé, Cameroun  
Téléphone : (237) 229-9483  
Télécopie : (237) 215-9489

Nantchou Ngoko, Justin  
Ministère de l'Environnement et des Forêts  
Direction de la Faune et des Aires  
protégées  
B.P. 5506, Yaoundé, Cameroun  
Téléphone : (237) 222-9486/222-9483  
Télécopie : (237) 222-9489  
Courriel : justinnantchou2000@yahoo.fr

### Canada

Ehrhardt, Roger  
Directeur général, Institutions financières  
internationales

Direction des programmes multilatéraux  
Agence canadienne de développement  
international  
200 Promenade du Portage  
Gatineau  
Québec  
Canada  
Téléphone : (819) 997-7615  
Télécopie : (819) 953-5348  
Courriel : roger\_ehrhardt@acdi-cida.gc.ca

Hagerman, Ellen  
Gestionnaire principale de programme  
Institutions financières internationales  
ACDI  
200 Promenade du Portage  
Hull, Québec K1A 0G4  
Canada  
Téléphone : (819) 994-3884  
Télécopie : (819) 953-5348  
Courriel : Ellen\_Hagerman@ACDI-CIDA.gc.ca

### Cap-Vert

Andrade, Fernando  
Director  
Ministry of Environment, Agriculture  
and Fisheries  
CP 115  
Praia, Cap-Vert  
Téléphone : (2-38) 615716  
Télécopie : (2-38) 611301  
Courriel : fandrade@ma.gov.cv

Silva, Manuel Leao Carvalho  
Director General  
Ministry of Environment, Agriculture  
and Fisheries  
CP 115  
Praia, Cap-Vert  
Téléphone : (238) 617511  
Télécopie : (238) 617511  
Courriel : sepa@cvtelecom.cv

### Chili

George-Nascimento, Ximena  
Secretaria de Relaciones Internacionales  
Development and Information Dept.  
National Commission for the  
Environment (CONAMA)  
Obispo Donoso No. 6, Providencia  
Santiago, Chili

Téléphone : (56 2) 2405763  
Télécopie : (56 2) 2411803  
Courriel :  
xgeorge-nascimento@conama.cl

### Chine

Xiao Yu, Zhao  
Director General  
International Department  
Ministry of Finance  
Sanlihe Street  
Xicheng District  
Beijing 100820  
République populaire de Chine  
Téléphone : (86-10) 6855 3101  
Télécopie : (86 10) 6855 1125

### Colombie

Alban, Andrea  
Head, Environmental Affairs Office  
Ministry for Foreign Affairs  
Bogota, Colombie  
Téléphone : (571) 566 7077  
Télécopie : (571) 562 7610  
Courriel : andrea.alban@minrelext.gov.co

Rodriguez, Alvaro  
Coordinator, International Affairs  
Ministry of the Environment  
Calle 37, No. 8-41  
Bogota, Colombia  
Téléphone : (571) 332 3400  
Télécopie : (571) 288 9835

### Commission européenne

Hanna, Jill  
Chef de service adjoint  
DG XI.A.4 TRMF 5/44  
200 Rue de la Loi  
B-1049 Bruxelles, Belgique  
Téléphone : (32-2) 295-3232  
Télécopie : (32-2) 296-9557  
Courriel : jill.hanna@dg11.uc.be

### Comores

Youssof, Hamadi  
Directeur général de l'Environnement  
Ministère du Développement rural, des  
Pêches et de l'Environnement  
Moroni, Comores  
Téléphone : (269) 73-6910  
Télécopie : (269) 73-2222

Ali Abdallah, Fatouma  
Chef de Service, Gestion des Ressources  
Naturelles  
Direction générale de l'Environnement  
B.P. 860  
Moroni, Comores  
Téléphone : (269) 73 6388  
Télécopie : (269) 73 0018  
Courriel : dge.cc@snpt.km, alfa@snpt.km

#### **Congo, République démocratique du**

Baliene, Salomon Banamuhere  
Ministre  
Ministère des Affaires foncières,  
de l'Environnement et du  
Développement touristique  
15, avenue Papa Ileo (ex des Cliniques)  
Kinshasa/Gombe  
B.P. 12348 – Kinshasa 1  
République démocratique du Congo  
Téléphone : (243) 88-02795  
Télécopie : (243) 88-43675  
Courriel : minaffet@yahoo.fr ou  
bbsalomon@hotmail.com

Makonga, Kasulu Seya  
Directeur du Développement durable  
Ministère des Affaires étrangères  
et de la Conservation de la nature  
15, avenue Papa Ileo (ex des Cliniques)  
Kinshasa/Gombe  
B.P. 12348 - Kinshasa 1  
République démocratique du Congo  
Téléphone : (243) 99-05957  
Télécopie : (243) 88-43675  
Courriel : kaseyamak@yahoo.fr

#### **Congo, République du**

Mampouya, Michel  
Ministre de l'Environnement  
B.P. 2124, Brazzaville  
République du Congo  
Téléphone : (242) 810291/95  
Télécopie : (242) 812611

Okouromgoulu, Joachim  
Directeur général de l'Environnement  
B.P. 958, Brazzaville  
République du Congo  
Téléphone : (242) 810295  
Télécopie : (242) 810330  
Courriel : gescongo@hotmail.com

#### **Corée, République de**

Cho, Won-ho  
Deputy Director General  
Environment and Science Affairs  
International Economic Affairs Bureau  
Ministry of Foreign Affairs and Trade  
(MOFAT)  
Government Complex Bldg  
77 Sejong-ro Jongro-gu  
Seoul 110-760  
République de Corée  
Téléphone : (82-2) 720-2329  
Télécopie : (82-2) 722-7581  
Courriel : environment@mofat.go.kr

Kim, Houn-Seob  
Director, Global Environment  
Ministry of Environment  
Government Complex  
Gwacheon 1  
Joongang-Dong  
Gwacheon  
Gyeonggi-Do, 427-729  
République de Corée  
Téléphone : (82-2) 504-9245  
Télécopie : (82-2) 504-9206  
Courriel : kimhs55@me.go.kr

#### **Corée, République démocratique populaire de**

Ri, Hung Sik  
Secretary General  
National Coordinating Committee for  
Environment of DPR Korea  
Zungsongdong Cenral District  
P.O. Box 44  
Sungri Street  
Pyongyang  
République démocratique populaire de  
Corée  
Téléphone : (85 02) 381 8370  
Télécopie : (85 02) 381 4660

#### **Costa Rica**

Ulate Chacon, Ricardo  
Director  
International Relations and Cooperation  
Ministry of Environment  
San Jose, Costa Rica  
Téléphone : (506) 257-5658  
Télécopie : (506) 222-4580  
Courriel : rulate@minae.go.cr

#### **Côte d'Ivoire**

Gnonsoa, Angele  
Ministre  
Ministère de l'Environnement et du  
Cadre de vie  
Abidjan 01, B.P. 650 Côte d'Ivoire  
Téléphone : (225) 20226135  
Télécopie : (225) 20213578

Kone, Alimata  
Directeur adjoint  
Caisse autonome d'amortissement  
Av. Marchand 01 BP 670  
Abidjan 01, Côte d'Ivoire  
Téléphone : (225) 20209829/20209830  
Télécopie : (225) 20213578  
Courriel : alimat53@yahoo.fr

#### **Croatie, République de**

Jelic-Mück, Višnja  
State Secretary  
Ministry of Environmental Protection  
and Physical Planning  
Ulica grada Vukovara 78  
HR-1000 Zagreb, Croatie  
Téléphone : (385-1) 6106 578  
Télécopie : (381-1) 6118 388

Gajšak, Roland  
State Secretary  
Ministry of Environmental Protection  
and Physical Planning  
Ulica grada Vukovara 78  
10 000 Zagreb  
Croatie  
Téléphone : (385-1) 6106 213  
Télécopie : (385-1) 6118 388  
Courriel : roland.gajsak@mzopu.hr

#### **Cuba**

Chamero, Jorge  
Director for International Collaboration  
Ministry of Science, Technology, and  
Environment  
Capitolio Nacional,  
Prado y San Jose  
Ciudad de la Habana  
Cuba-CP 10200  
Téléphone : (537) 670-606  
Télécopie : (537) 338-054  
Courriel : chamero@citma.cu

## **D**

#### **Danemark**

Hyldelund, Susanne and  
Royal Danish Embassy  
3200 Whitehaven Street, N.W.  
Washington, D.C. 20008  
États-Unis  
Téléphone : (1-202) 234-4300  
Télécopie : (1-202) 328-1470  
Courriel : pehaub@wasmb.um.dk

#### **Djibouti**

Bouraleh, Isaa Daher  
Premier Secrétaire  
Ambassade de Djibouti  
1156 15th Street, N.W., Suite 515  
Washington, D.C. 20005  
États-Unis  
Téléphone : (1-202) 331-0270  
Télécopie : (1-202) 331-0302  
Courriel : usdjibouti@aol.com

Waiss, Aboukaber Douale  
Secrétaire général  
Ministère de l'Environnement  
BP 11, Djibouti  
République de Djibouti  
Téléphone : (253) 35 85 22/35 00 06  
Télécopie : (253) 35 16 18  
Courriel :  
aboubaker\_douale@hotmail.com

#### **Dominique**

Pascal, Lloyd  
Minister  
Ministry of Agriculture and Environment  
Government Headquarters  
Kennedy Avenue  
Roseau, Dominique  
Téléphone : (767) 448 2401(ext : 3301)  
Télécopie : (767) 448 7999  
Courriel : vhenndo@cwdom.dm

Letang, Davis  
Permanent Secretary  
Ministry of Agriculture and the  
Environment  
Government Headquarters  
Kennedy Avenue  
Roseau, Dominique

Téléphone : (767) 448 2401 (ext: 3282/3211)  
Télécopie : (767) 448 7999  
Courriel : psagriculture@cwdom.dm

## E

### Égypte, République arabe d'

Riad, Mamdouh  
Minister of State for Environmental  
Affairs  
30 Misr Helwan El-Zyrae Road  
Maadi  
P.O. Box 11728  
Cairo, Égypte  
Téléphone : (20-2) 525 6452  
Télécopie : (20-2) 525 6490  
Courriel : agamaleldin@cs.com

Mootaz, Khalil  
Counsellor  
Department of Environment and  
Sustainable Development  
Ministry of Foreign Affairs  
Cornech Elnil  
Cairo, Égypte  
Téléphone : (20-2) 574 7847  
Télécopie : (20-2) 574 7847  
Courriel : esd@sl-mfa.gov.eg

Khalil, M. S.  
Chief Executive Officer  
Egyptian Environmental Affairs Agency  
(EEAA)  
P.O. Box 955  
Maadi Post Office  
Cairo, Égypte  
Téléphone : (20-2) 525 6445  
Télécopie : (20-2) 525 6490

### El Salvador

Interiano, Roberto  
Permanent Mission of El Salvador to the  
United Nations  
46 Park Avenue  
New York, NY 10016  
États-Unis  
Téléphone : (1-212) 679 1616  
Télécopie : (1-212) 243 9665  
Courriel : elsalvador@un.int

Jokisch, Walter E.  
Minister of Environment and Natural  
Resources  
Pasaje Mar de Plata No. 2  
Boulevard de los Heroes y Calle Gabriela  
Mistral  
San Salvador, El Salvador  
Téléphone : (503) 260 8876  
Télécopie : (503) 260 3092  
E-mail: ministro@marn.gov.sv

### Équateur

Gangotena, Raúl  
Ambassador  
Embassy of Ecuador  
2535 15th Street, N.W.  
Washington, D.C. 20009  
États-Unis  
Téléphone : (1-202) 234-7200  
Télécopie : (1-202) 667-3482

Rivera, César  
Minister  
Ministry of Environment  
Av. Amazonas y Eloy Alfaro  
Ed. Ministerio de Agricultura  
7mo y 8vo piso  
Quito, Équateur  
Téléphone : (593-2) 563423  
Télécopie : (593-2) 565809

### Érythrée

Iyassu, Mebrahtu  
General Director  
Department of Environment  
Ministry of Land, Water, and  
Environment  
P.O. Box 5713  
Asmara, Érythrée  
Téléphone : (291-1) 125887/120311  
Télécopie : (291-1) 126095  
Courriel : depenvt@tse.com.er ou  
mbiyassu@eol.com.er

### Espagne

Ramos, Teresa  
Senior Advisor  
International Finance Department  
Ministry of Economy  
Paseo de la Castellana 162  
28046 Madrid  
Espagne

Téléphone : (34 91) 583 76 59  
Télécopie : (34 91) 583 52 11

### Estonie

Saar, Kairi  
III Secretary  
External Economic Policy Department  
Ministry of Foreign Affairs  
Ravala pst. 9  
Tallinn EE-15049  
Estonie  
Téléphone : (372) 6 317 200  
Télécopie : (372) 6 317 288  
Courriel : kairi.saar@mfa.ee

Gromov, Allan  
Director General  
Environmental Policy Department  
Ministry of Environment  
Toompuiestee 24,  
Tallinn 15 172  
Estonie  
Téléphone : (372) 62 62 840  
Télécopie : (372) 62 62 845  
Courriel : Allan@ekm.envir.ee

### États-Unis

Walsh, Helen  
U.S. Department of Treasury  
1500 Pennsylvania Avenue, N.W.  
Room 2105 NYC  
Washington, DC 20020  
États-Unis  
Téléphone : (1-202) 622-1265  
Télécopie : (1-202) 622-2023  
Courriel : helen.walsh@do.treas.gov

### Éthiopie

Egziabher, Tewolde Berhan G.  
General Manager  
Environment Protection Authority  
P.O. Box 12760  
Addis Ababa  
Éthiopie  
Téléphone : (251-1) 627728  
Télécopie : (251-1) 610077  
Courriel : esid@telecom.net.et

### Ex-République yougoslave de Macédoine

Popovski, Toni  
Minister  
Ministry of Environment

Drezdenska 52  
91000 Skopje  
République de Macédoine  
Téléphone : (389-91) 366-595  
Télécopie : (389-91) 366-931  
Courriel : infoeuo@woe.gov.mk

Kozubarova, Gordana  
Acting Head  
Department of European Integration  
Ministry of Environment and Physical  
Planning  
MK-1000  
Skopje  
Drezdanska 52  
République de Macédoine  
Téléphone : (389) 2 3066 930  
Télécopie : (389) 2 3066 931  
Courriel : infoeko@moepp.gov.mk

## F

### Fédération de Russie

Osokina, Irina  
Deputy Minister  
Ministry of Natural Resources of the  
Russian Federation  
4-6 B, Grouzinskaya Street  
Moscow D-242  
GSP-5, 123995  
Fédération de Russie  
Téléphone : (7 095) 254 1565  
Télécopie : (7 095) 254 8283  
Courriel : admin@mnr.gov.ru

### Fidji

Nair, Bhaskaran  
Deputy Permanent Secretary  
Ministry of Local Government, Housing  
and Environment  
P.O. Box 2131  
Government Buildings  
Suva, Fidji  
Téléphone : (679) 304 307  
Télécopie : (679) 303 515  
Courriel : bnair@is.com.fj

### Finlande

Pärnänen-Landtman, Anu  
Counsellor  
Department for Development

Cooperation  
Ministry of Foreign Affairs  
Katajanokanlaituri 3, P.O. Box 176  
00161 Helsinki, Finlande  
Téléphone : (358-9) 16056421  
Télécopie : (358-9) 16056100  
Courriel :  
anu.parnanenlandtman@formin.fi

### France

Fernandez, Ramon  
Ministère de l'Économie, des Finances  
et de l'Industrie  
139 rue de Bercy  
75572 Paris  
France  
Téléphone : (33-1) 53 18 76 56  
Télécopie : (33-1) 44 87 73 60/  
44 87 73 65  
Courriel :  
Ramon.Fernandez@dt.finances.gouv.fr

Martin, Marc-Antoine  
Secrétaire général du FFEM  
Agence française de Développement  
5 rue Roland Barthes  
75598 Paris, Cedex 12  
France  
Téléphone : (33-1) 53 44 33 74  
Télécopie : (33-1) 53 44 32 48  
Courriel : martinma@afd.fr

## G

### Gabon

Directeur général  
Département de l'Environnement  
Ministère de l'Environnement  
B.P. 165  
Libreville, Gabon  
Téléphone : (241) 761210  
Télécopie : (241) 765974/743499

### Gambie

Sarr, Momodou  
Head  
National Environment Agency  
5 Fitzgerald St., PMB 48  
Banjul  
Gambie

Téléphone : (220) 228056  
Télécopie : (220) 229701  
Courriel : nea@gamtel.gm

### Géorgie

Adeishvili, Malkhaz  
Head  
Department of Environmental Policy  
68 (a) Kostava Street  
Tbilisi 380079  
Géorgie  
Téléphone : (995-32) 33 12 99/  
23 06 64  
Télécopie : (995-32) 33 39 52  
Courriel : madeishvili@caucasus.net

Ckhkobadze, Nino  
Minister  
Ministry of Environment and Natural  
Resources  
68 (a) Kostava Street  
Tbilisi 380079  
Géorgie  
Téléphone : (995-32) 23 06 64  
Télécopie : (995-32) 33 39 52  
Courriel : gmep@access.sanet.ge

### Ghana

Fobih, Dominic  
Minister  
Ministry of Environment and Science  
P.O. Box M232  
Accra, Ghana  
Téléphone : (233) 21 662 626  
Télécopie : (233) 21 666 828  
Courriel : dfobih@ghana.com

Nsenkyire, Edward O.  
Ag. Chief Director  
Ministry of Environment and Science  
P.O. Box 232  
Accra, Ghana  
Téléphone : (233-21) 673336  
Télécopie : (233-21) 666896  
Courriel : mest@africaonline.com.gh

### Grèce

Zanias, Georgios  
Secretary General  
Ministry of Economy and Finance  
Syntagma Square

GR-101 80  
Athens, Grèce  
Téléphone : (302) 10 333 2492  
Télécopie : (302) 10 333 2499

Symeonidis, Nicholas  
Director  
International Organizations and Policies  
Ministry of Economy and Finance  
Syntagma Square  
GR-101 80  
Athens, Grèce  
Téléphone : (302) 10 328 6301  
Télécopie : (302) 10 328 6309  
Courriel : nsyms@ath.forthnet.gr

### Grenade

Stanislaus, Lamuel  
Ambassador  
Permanent Mission of Grenada to the  
United Nations  
800 Second Ave, 4th Floor  
New York, NY 10017  
États-Unis  
Téléphone : (1-212) 599-0301  
Télécopie : (1-212) 599-1540  
Courriel : grdun@undp.org

Antoine, Timothy  
Permanent Secretary  
Ministry of Finance  
The Carenage  
St. George's  
Grenade  
Téléphone : (473) 440 2731/2928  
Télécopie : (473) 440 4115

### Guatemala

Rosenthal, Gert  
Ambassador, Permanent Representative  
Permanent Mission of Guatemala to the  
United Nations  
57 Park Avenue  
New York, NY 10017  
États-Unis  
Téléphone : (1-212) 679-4760  
Télécopie : (1-212) 685-8741  
Courriel : grosenthal@un.int

Cabrera Castellanos, Erick Fernando  
Vice-Minister

Ministry of the Environment and Natural  
Resources  
10 Calle 6-81 Zona 1  
Edificio Siete y Diez, 50. Nivel  
6-81 Edificio 7 y 10  
Zona 1  
Guatemala City  
Guatemala  
Téléphone : 502 220 3801  
Télécopie : 502 220 3928  
Courriel : marnguatemala@marn.gob.gt

### Guinée

N'Diaye, Kadiatou  
Directeur  
Direction nationale de l'Environnement  
Box 3118  
Conakry, Guinée  
Téléphone : (224) 41 36 05  
Télécopie : (224) 41 49 13

### Guinée-Bissau

Tchuda, Adelino  
Director  
Ministry of Natural Resources and  
Environment  
P.O. Box 399  
Bissau, Guinée-Bissau  
Téléphone : (245) 22 3149  
Télécopie : (245) 22 1925

Lopes, Matilde  
General Director of Environment  
Secretary of State of Energy and Natural  
Resources  
P.O. Box 399  
Bissau, Guinée-Bissau  
Téléphone : (245) 20 3264  
Télécopie : (245) 20 1168  
Courriel : conceicaoog@hotmail.com

### Guyana

Luncheon, Roger F.  
Secretary to the Cabinet  
Office of the President  
Vlissengen and South Roads  
Georgetown, Guyana  
Téléphone : (592) 225-7051  
Télécopie : (592) 226-3395  
Courriel : luncheon@sdpn.org.gy



Persaud, Doorga  
Executive Director  
Environmental Protection Agency  
IAST Building  
University of Guyana Campus  
Turkeyen, Guyana  
Téléphone : (592) 222 4224  
Télécopie : (592) 222 2442  
Courriel : epa@guyana.org

## H

### **Haïti**

Parisien, Lionel  
Director General  
Ministry of Environment  
181 Haut Turgeau  
Ave. Jean Paul II  
Boite Postale 19260  
Port-au-Prince  
Haïti  
Téléphone : (509) 245 7585  
Télécopie : (509) 245 7360

Nau, Fritz  
General Director  
Ministry of Environment  
181, Haut de Turgeau  
Port-au-Prince  
Haïti  
Téléphone : (509) 245 7585  
Télécopie : (509) 245 7360

### **Honduras**

Panting, Patricia G.  
Minister  
Ministry of Natural Resources and the  
Environment  
P.O. Box 1389 and 4710  
Tegucigalpa  
Honduras  
Téléphone : (504) 2-357833  
Télécopie : (504) 2-326250  
Courriel : ppanting@sdnhon.org.hn

Salgado, Gerardo  
Vice Minister  
Natural Resources and Energy  
Avenida de la FAO, Edificio DEFOMIN  
Tegucigalpa D.C.

Honduras  
Téléphone : (504) 232 5813  
Télécopie : (504) 231 1918  
Courriel : gsalgado@serna.gob.hn

### **Hongrie**

Farago, Tibor  
Ministry of Environment and Water  
Fö utca 44  
H-1011  
Budapest, Hongrie  
Téléphone : (36-1) 201 1335  
Télécopie : (36-1) 457 3554  
Courriel : farago@mail.ktm.hu

Becker, Laszlo  
Ministry of Environment and Water  
P.O. Box 351  
1394 Budapest  
Hongrie  
Téléphone : (36-1) 457-3385  
Télécopie : (36-1) 201-3134  
Courriel : becker@mail.ktm.hu

## I

### **Îles Cook**

Pittman, Edwin  
Secretary  
Ministry of Foreign Affairs and  
Immigration  
P.O. Box 105  
Avarua, Rarotonga  
Îles Cook  
Téléphone : (68-2) 29-347  
Télécopie : (68-2) 21-247  
Courriel : secfa@foraffairs.gov.ck

### **Îles Marshall**

Maddison, Marie  
Secretary of Foreign Affairs  
Ministry of Foreign Affairs  
Majuro, RMI 96960  
République des Îles Marshall  
Téléphone : (692) 625 3181/3012  
Télécopie : (692) 625 4979  
Courriel : mofatsec@ntamar.com ou  
mofat@ntamar.com

Crisostomo, Yumiko  
Director  
Office of Environmental Planning and  
Policy Coordination (OEPPC)  
P.O. Box 15  
Majuro, RMI 96960  
République des Îles Marshall  
Téléphone : (692) 625 7944  
Télécopie : (692) 625 3805  
Courriel : yumikocrisostomo@yahoo.com

### **Îles Salomon**

Mara, Gordon  
Minister  
Ministry of Forests, Environment,  
and Conservation  
P.O. Box G24  
Honiara  
Îles Salomon  
Téléphone : (677) 22453/22944  
Télécopie : (677) 21245

Biliki, Moses  
Director of Environment, and  
Conservation  
Ministry of Forests, Environment, and  
Conservation  
P.O. Box G24, Honiara  
Îles Salomon  
Téléphone : (677) 25848  
Télécopie : (677) 21245  
Courriel :  
mosesb@welkam.solomon.com.sb

### **Inde**

Kumar, Sanjeeva  
Director  
Department of Economic Affairs  
New Delhi 110001  
Inde  
Téléphone : (91-11) 2301 3607  
Fax: (91-11) 2301 7511  
Courriel : Sanjeeva@Finance.Nic.In

Joshi, Shailendra K.  
Director  
International Cooperation and  
Sustainable Development  
Ministry of Environment and Forests  
Paryavaran Bhawan  
New Delhi 110003

Inde  
Téléphone : (91-11) 243 62387  
Télécopie : (91-11) 243 62387  
Courriel : skjoshi@menf.delhi.nic.in

### **Indonésie**

Purwanto, Harry  
Deputy Chief of Mission (DCM)  
Embassy of the Republic of Indonesia  
2020 Massachusetts Avenue, N.W.  
Washington, DC 20036  
États-Unis  
Téléphone : (1-202) 775-5304  
Télécopie : (1-202) 775-5365  
Courriel : dcm@embassyofindonesia.org

Sumardja, Effendy  
Assistant to the Minister  
Global Environment Affairs  
State Ministry for the Environment  
Jalan D.I. Panjaitan, Kebon Nanas  
Jakarta 13410  
Indonésie  
Téléphone : (62-21) 8580066  
Télécopie : (62-21) 8580066  
Courriel : eas@menlh.go.id

### **Iran, République islamique d'**

Hosseini, Pirooz  
Ambassador  
Permanent Representative to United  
Nations and Other International  
Organizations  
Leonard Bernstein-Str  
Vienna, A-1220  
Autriche  
Téléphone : (43-1) 2699660  
Télécopie : (43-1) 2699791  
Courriel : pm.iran@xpoint.at

### **Irlande**

Felle, Bart  
Department of the Environment and  
Local Government  
Custom House  
Dublin 1, Irlande  
Téléphone : (353-1) 888-2000  
Télécopie : (353-1) 888-2014  
Courriel : Bart\_Felle@environ.irlgov.ie

**Israël**

Adam, Ron  
Minister  
Permanent Mission of Israel to the  
United Nations  
800 Second Avenue  
New York, NY 10017  
États-Unis  
Téléphone : (1-212) 499-5579  
Télécopie : (1-212) 499-5585

**Italie**

Soderini, Ludovica  
Ministry of the Economy and Finance  
Department of the Treasury  
International Financial Relations  
Room 2322, 2nd Floor, Side D (Via  
Pastrengo)  
Via XX Settembre 97  
00187 Roma  
Italie  
Téléphone : (39 06) 47613094  
Télécopie : (39 06) 4826291  
Courriel : ludovica.soderini@tesoro.it

D'Onofrio, Gaetano  
Ministero dell'Economia e Finanze  
Via XX Settembre 97  
Dir. III, Uff. X  
Roma 00187  
Italie  
Téléphone : (39 06) 47614289  
Télécopie : (39 06) 4826291  
Courriel : gaetano.donofrio@tesoro.it

**J****Jamaïque**

Neil, Stafford  
Ambassador  
Permanent Mission of Jamaica to the  
United Nations  
767 Third Avenue, 9th Floor  
New York, NY 10017  
États-Unis  
Téléphone : (1-212) 935-7509  
Télécopie : (1-212) 935-7607  
Courriel : jamaica@un.int

Barnaby, Leonie  
Senior Director  
Ministry of Environment and Housing  
16A Half Way Tree Road  
Kingston 5  
Jamaïque  
Téléphone : (876) 929-2792  
Télécopie : (876) 920-7267  
Courriel : mle@cwjamaica.com

**Japon**

Saitou, Kazushige  
Chief  
Development Policy Division  
International Bureau  
Ministry of Finance  
3-1-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku  
Tokyo 100-0013  
Japon  
Téléphone : (81-3) 3581 4144  
Télécopie : (81-3) 5251 2161  
Courriel : kazushige.saitou@mof.go.jp

**Jordanie**

Awadallah, Bassem  
Minister  
Ministry of Planning  
P.O. Box 555  
Amman, Jordanie  
Téléphone : (362) 6 464 4466  
Télécopie : (362) 6 464 9341

Shuraiki, Yousef  
Secretary-General  
Ministry of Environment  
P.O. Box 1408  
Amman 11941  
Jordanie  
Téléphone : (962-6) 535 0149  
Télécopie : (962-6) 535 0084  
Courriel : moenv@moenv.gov.jo

**K****Kazakhstan**

Mussataev, Murat  
Vice-Minister  
Ministry of Natural Resources and  
Environmental Protection  
Kokshetau-city 475000

81, Karl Marx Street  
Kazakhstan  
Téléphone : (7-31622) 54269  
Télécopie : (7-31622) 50620  
Courriel : Mmusataev@neapsd.kz

Samakova, Aitkul  
Minister  
Ministry of Environment Protection  
31 Pobedy Avenue  
473000  
Astana  
Kazakhstan  
Téléphone : (3172) 59 19 50  
Télécopie : (3172) 59 19 73

**Kenya**

Micheka, Ratemo W.  
Director General  
National Environment Management  
Authority  
P.O. Box 67839  
Nairobi 00200  
Kenya  
Téléphone : (254-2) 609013  
Télécopie : (254-2) 608997  
Courriel : dgnema@swiftkenya.com

**Kirghize, République**

Akmataliev, Temirbek  
Minister  
Ministry for Ecology and Emergencies  
2/1 Toktonaliev Street  
Bishkek 720055  
République kirghize  
Téléphone : (996) 312 54 11 77  
Télécopie : (996) 312 54 11 77  
Courriel : min-eco@elcat.kg

Djanuzakov, Kanat  
Deputy Minister  
Ministry of Ecology and Emergencies  
2/1 Toktonaliev Street  
Bishkek  
République kirghize  
Téléphone : (996) 312 54 11 77  
Télécopie : (996) 312 54 11 77  
Courriel : min-eco@elcat.kg

**Kiribati**

Teroroko, Tukabu  
Permanent Secretary  
Ministry of Environment, Lands and  
Agricultural Development  
P.O. Box 234  
Bikenibeu  
Tarawa  
Kiribati  
Téléphone : (686) 28593  
Télécopie : (686) 28334  
Courriel : mesdz@tskl.net.ki

Abete-Reema, Tererei  
Deputy Director, Environment and  
Conservation Division  
Ministry of Environment, Lands and  
Agriculture Development  
P.O. Box 234  
Bikenibeu  
Tarawa  
Kiribati  
Téléphone : (686) 28593  
Télécopie : (686) 28334  
Courriel : mesdz@tskl.net.ki

**L****Lesotho**

Metsing, Julius T.  
Ministry of Tourism  
Culture and Environment  
Box 52, Maseru  
Lesotho  
Téléphone : (266) 311054  
Télécopie : (266) 310194  
Courriel : lehlohonolo@ananzi.co.za

Damane, Stanley M.  
Ministry of Tourism, Environment and  
Culture  
The National Environment Secretariat  
P.O. Box 10093  
Sixth Floor, New Post Office Building  
Kingsway  
Maseru 100  
Lesotho  
Téléphone : (266) 223 20534/22311767  
Télécopie : (266) 223 11139  
Courriel : stanleydamane@hotmail.com

**Lettonie**

Apene, Ingrida  
Senior Desk Officer  
Environmental Protection Department  
Ministry of Environmental Protection  
and Regional Development  
25 Peldu Street  
Riga LV-1494  
Lettonie  
Téléphone : (371-7) 026508  
Télécopie : (371-7) 820442  
Courriel : erna@varam.gov.lv

**Liban**

Hatjian, Berj  
Directeur général  
Ministère de l'Environnement  
P.O. Box 70-1091  
Antelias, Liban  
Téléphone : (961-4) 522222  
Télécopie : (961-4) 525080  
Courriel : dgmoe@moe.gov.lb

Khoury, Nancy  
Relations publiques et internationales  
Ministère de l'Environnement  
P.O. Box 70-1091  
Antelias, Liban  
Téléphone : (961-4) 522222  
Télécopie : (961-4) 525080  
Courriel : n.khoury@moe.gov.lb

**Libéria**

Massaquoi, Roland C.  
Minister of Agriculture and Chairman of  
Environment Commission  
P.O. Box 2897  
Libéria  
Téléphone : (231) 227368/227297/226915  
Télécopie : (231) 226104/226210/227531  
Courriel : rolandmassaquoi@yahoo.com

Kromah, Fodee  
Executive Director  
National Environmental Commission  
P.O. Box 2897  
Libéria  
Téléphone : (231) 227297/227368  
Télécopie : (231) 226104/226210  
Courriel : necolib@yahoo.com

**Libye**

Ehtuish, Ehtuish F.  
Secretary for Resources  
Environmental General Authority  
P.O. Box 83618  
Tripoli, El-Gheran  
Jamahiriya arabe libyenne  
Téléphone : (218-21) 3614765  
Télécopie : (218-21) 3604300  
Courriel : ega@egalibya.org

Amer, Mohamed M.  
Head, Office of Planning and Emergency  
Environmental General Authority (EGA)  
P.O. Box 83618  
Tripoli, El-Gheran  
Jamahiriya arabe libyenne  
Téléphone : (218-21) 4840043  
Télécopie : (218-21) 4839991  
Courriel : ega@egalibya.org

**Lituanie**

Vencunaite, Indre  
Chief Consultant  
Projects Programmes and  
Management Unit  
Ministry of Environment  
A. Jaksto 4/9  
LT-2694, Vilnius  
Lituanie  
Téléphone : (370-2) 314741  
Télécopie : (370-2) 621158/220847  
Courriel : indre.v@aplunkuma.lt

**Luxembourg**

Heinen, Georges  
Head, Multilateral Development  
Financing  
Ministry of Finance  
3, rue de la Congrégation  
L-2931, Luxembourg  
Luxembourg  
Téléphone : (35-2) 478-2619  
Télécopie : (35-2) 466-212  
Courriel : georges.heinen@fi.etat.lu

**M****Madagascar**

Rabotoarison, Charles Sylvain

Director General  
Ministre de l'Environnement  
B.P. 571  
Antananarivo 101  
Madagascar  
Téléphone : (261) 2022 41919  
Télécopie : (261) 2022 41919  
Courriel : minenv@dts.mg

Koto, Bernard  
Secretary General  
Ministry of Environment and Forests  
BP 243  
Nanisana  
Antananarivo - 101  
Madagascar  
Téléphone : (261) 2022 00305  
Télécopie : (261) 2022 30488  
Courriel : minenv@dts.mg,  
foretmin@dts.mg

**Malaisie**

Hadzar, Siti  
Federal Treasury, Government Office  
Complex  
Block 9, 8th Floor, Jalan Duta  
50692 Kuala Lumpur  
Malaisie  
Téléphone : (60-3) 254-2817  
Télécopie : (60-3) 253-1909

Yahya, Nadzri  
Deputy Director  
Conservation and Environmental  
Management Division  
Ministry of Science, Technology and the  
Environment  
Parcel C, Block C5, Level 5  
Federal Government Administrative  
Centre  
Putrajaya, Malaisie  
Téléphone : (60-3) 8889 2973  
Télécopie : (60-3) 8885 8028  
Courriel : nadzri@moste.gov.my

**Malawi**

Kabwaza, Raphael P.  
Director  
Environmental Affairs Department  
Lingadzi House  
Private Bag 394

Lilongwe 3, Malawi  
Téléphone : (265) 781 111  
Télécopie : (265) 783 379  
Courriel : rkabwaza@malawi.net

**Maldives**

Shihab, Hussein  
Deputy Minister  
Ministry of Planning, Human Resources,  
and Environment  
Ghaazee Building  
Male  
Maldives  
Téléphone : (960) 323-2825  
Télécopie : (960) 327-7351

Aslam, Rasheed  
Director General, Environment Section  
Ministry of Home Affairs, Housing, and  
Environment  
3rd Floor, Huravee Building  
20-05 Male  
Maldives  
Téléphone : (960) 324-861  
Télécopie : (960) 322-286  
Courriel : env@environment.gov.mv

**Mali**

Tamboura, Yaya-Nouhoum  
Secrétariat Technique Permanent du  
Cadre Institutionnel de la Gestion des  
Questions Environnementales  
(STP/CIGQE)  
B.P. 2357  
Mali  
Téléphone : (223) 223 1074  
Télécopie : (223) 223 5867  
Courriel : stp@timbagga.com.ml

**Malte**

Cassar, Godwin  
Director General  
Environment Protection Directorate  
Malta Environment and Planning  
Authority  
St. Francis Revelin  
Floreiana, Malte  
Téléphone : (356) 2290 1584  
Télécopie : (356) 2290 1500  
Courriel : godwin.cassar@mepa.org.mt

## Maroc

Hilali, M'hamed  
Chargé de mission au Département des  
Affaires générales du gouvernement  
Ministère de l'Économie sociale des  
petites et moyennes entreprises et  
de l'Artisanat  
Royaume du Maroc  
Télécopie : (212-37) 774287  
Courriel : hilali@affaires-generales.gov.ma

Sahibi, M. Abdelfattah  
Chef de division  
Département de l'Environnement  
Ministère de l'Environnement  
36 Avenue Abtal  
Agdal, Rabat  
Royaume du Maroc  
Téléphone : (212-37) 681018  
Télécopie : (212-37) 772640  
Courriel : dpp@minenv.gov.ma

## Maurice

Kushiram, Kushal Chand  
Minister  
Ministry of Economic Development,  
Financial Services, and Corporate  
Affairs  
Emmanuel Anquetil Building, 9th Floor  
Port Louis, Maurice  
Téléphone : (230) 201-3575  
Télécopie : (230) 212-3095  
Courriel : med@mail.gov.mu

Wong So, Guy  
Director  
Ministry of Economic Planning and  
Development  
Emmanuel Anquetil Building, 9th Floor  
Port Louis, Maurice  
Téléphone : (230) 201-1260  
Télécopie : (230) 212-4124  
Courriel : med@mail.gov.mu

## Mauritanie

El Ghaouth, Mohamed M. O.  
Premier conseiller  
Ministère des Affaires étrangères et de  
la Coopération  
Nouakchott  
Mauritanie

Téléphone : (222) 251-8143  
Télécopie : (222) 252-860/258-143

Bahneine, El Hadrami Ould  
Directeur de l'Environnement et de  
l'Aménagement rural  
BP 170  
Nouakchott  
Mauritanie  
Téléphone : (222) 290115  
Télécopie : (222) 258386

## Mexique

Ochoa, Ricardo  
Director General Adjunto de Organismos  
Financieros Internacionales  
Secretaria de Hacienda y Credito Publico  
Palacio Nacional, 2 Patio Mariano, Piso 4  
Col. Centro. C.P. 06000  
Mexique  
Téléphone : (55-52) 91581444  
Télécopie : (55-52) 91581490/95  
Courriel : ricardo\_choa@hacienda.gob.mx

## Micronésie, États fédérés de

Anefal, Sebastian  
Secretary  
Department of Economic Affairs  
P.O. Box PS 123  
Palikir, Pohnpei FM 96941  
États fédérés de Micronésie  
Téléphone : (691) 320-2544  
Télécopie : (691) 320-2933  
Courriel : foreignaffairs@mail.fm

Mooteb, John  
Deputy Assistant Secretary  
Sustainable Development Unit  
Department of Foreign Affairs  
P.O. Box PS 123  
Palikir, Pohnpei 96941  
États fédérés de Micronésie  
Téléphone : (691) 320 2646  
Télécopie : (691) 320 5854  
Courriel : fsmdea@mail.fm

## Moldova

Duca, Gheorghe  
Minister  
Ministry of Environment and Territorial

Development  
9 Cosmonautilor Street  
Chisinau, MD-2005  
République de Moldova  
Téléphone : (373-2) 221667  
Télécopie : (373-2) 220748  
Courriel : duca@mrda.md

Ivanov, Violeta  
Chief of Environmental Policy  
General Division of International  
Relations and Technical Assistance  
Ministry of Ecology, Construction and  
Territorial Development  
9 Cosmonautilor Street, Room 618  
MD 2005 Chisinau  
République de Moldova  
Téléphone : (373-22) 20 45 00  
Télécopie : (373-22) 22 07 48  
Courriel : ecopolicy@mediu.moldova.md

## Mongolie

Oyundar, Navaan-Yunden  
Head of International Cooperation  
Ministry for Nature and the  
Environment  
Enkh Taivny gudamj 7A  
Ulanbaatar  
Mongolie  
Téléphone : (976-11) 311 311  
Télécopie : (976-11) 322 127  
Courriel : mongmer@magicnet.mn

## Mozambique

Mabjaia, Francisco  
Vice-Minister  
Ministry for Coordination of  
Environmental Affairs (MICOA)  
Rua de Kassuende, 167  
C.P. 2020 Maputo  
Mozambique  
Téléphone : (258-1) 495409/485265  
Télécopie : (258-1) 496108/485264  
Courriel : fmabjaia@virconn.com

Baquete, Evaristo  
National Director of Environmental  
Management  
Ministry for Coordination of  
Environmental Affairs (MICOA)  
Av. Acordos de Lusaka 2115

C.P. 2020 Maputo  
Mozambique  
Téléphone : (258-1) 465947  
Télécopie : (258-1) 465849  
Courriel : ebaquete@teledata.mz

## Myanmar

Lay, Yin Yin  
Director  
National Commission for Environment  
Affairs (NCEA)  
No. 37 Thantaman Road  
Dagon Township, Yangon  
Myanmar  
Téléphone : (95-1) 221594  
Télécopie : (95-1) 221546  
Courriel : env.myan@mptmail.net.mm

## N

### Namibie, République de

Lindeque, Malan  
Permanent Secretary  
Directorate of Environmental Affairs  
Ministry of Environment and Tourism  
Private Bag 13306  
Windhoek  
République de Namibie  
Téléphone : (264) 61 249015  
Télécopie : (264) 61 240339

Nghitila, Toefilus  
Acting Head  
Directorate of Environmental Affairs  
Ministry of Environment and Tourism  
Private Bag 13306  
Windhoek  
République de Namibie  
Téléphone : (264) 61 249015  
Télécopie : (264) 61 240339

### Nauru

Itsimaera, Angie  
Secretary  
Department of Foreign Affairs  
République de Nauru  
Téléphone : (674) 444 3191  
Télécopie : (674) 444 3105

Cain, Joseph  
Secretary  
Department of Industry and Economic  
Development  
Government Offices  
Yaren District  
République de Nauru  
Téléphone : (674) 444 3181  
Télécopie : (674) 444 3745  
Courriel : jcain@cenpac.net.nr

### Népal

Koirala, Bimal Prasad  
Secretary  
Ministry of Finance  
His Majesty's Government of Nepal  
Bag Durbar, Kathmandu  
Népal  
Téléphone : (977-1) 223280/244320  
Télécopie : (977-1) 259891

Ghimire, Madhav P.  
Joint Secretary  
Ministry of Finance  
Foreign Aid Coordination Division  
Bag Durbar  
Kathmandu, Népal  
Téléphone : (977-1) 259837/534096  
Télécopie : (977-1) 259891  
Courriel : mpghimire@hotmail.com

### Nicaragua

Mendoza, José Santos  
Secretario General  
Ministerio del Ambiente y los Recursos  
Naturales (MARENA)  
Aptdo. Postal No. 5123  
Managua, Nicaragua  
Téléphone : (505-2) 233 1684  
Télécopie : (505-2) 263 1274  
Courriel : jsmendoza@marena.gon.ni

Miranda, Marlon José Pérez  
Asesor  
Ministerio del Ambiente y los Recursos  
Naturales (MARENA)  
Aptdo. Postal No. 5123  
Managua, Nicaragua  
Téléphone : (505) 2631273/2631667  
Télécopie : (505) 2631274  
Courriel : ecomarlon@yahoo.com,  
lgarcia@marena.gob.ni

### Niger

Saley, Hassane  
Secrétaire exécutif  
Conseil national pour l'Environnement  
et le Développement durable (CNEDD)  
BP 10 193  
Niamey, Niger  
Téléphone : (227) 722 559  
Télécopie : (227) 722 981  
Courriel : biocnedd@intnet.ne

Sani, Yakoubou Mahaman  
Commissaire chargé du développement  
Ministère des Finances et de l'Économie  
B.P. 862  
Niamey  
Niger  
Téléphone : (227) 723258  
Télécopie : (227) 724020  
Courriel :  
sani.yakoubou@caramail.com

### Nigéria

Mande, Bala  
Minister  
Federal Ministry of Environment  
Federal Secretariat Complex  
7th & 9th Floor, Shehu Shagari Way  
P.M.B 468, Garki  
Abuja, Nigéria  
Téléphone : (234) 9 5234014  
Télécopie : (234) 9 5234014

Abdullahi, Alhaji A.  
Director  
Planning, Research and Statistics  
Department  
Federal Ministry of Environment  
7th & 9th Floor, Federal Secretariat  
Abuja, Nigeria  
Téléphone : (234) 9 2346596  
Télécopie : (234) 9 2346596  
Courriel : caowolabi@yahoo.com

### Niue

Talagi, Sisilia  
Secretary to Government  
Premier's Department  
P.O. Box 40  
Alofi, République de Niue  
Pacifique Sud  
Téléphone : (68-3) 4200, ext. 85

Télécopie : (68-3) 4206/4232  
Courriel : secgov.premier@mail.gov.nu

Tatui, Crossley  
Deputy Secretary  
External Affairs Office  
Premier's Department  
P.O. Box 40  
Alofi, République de Niue  
Pacifique Sud  
Téléphone : (683) 4200  
Télécopie : (683) 4151  
Courriel : external@mail.gov.nu

### Norvège

Skare, Mari  
Head of Division  
Department of Trade Policy, Natural  
Resources, and Environmental Affairs  
Section for Environment and  
Sustainable Development  
Royal Ministry of Foreign Affairs  
P.O. Box 8114  
Dep. N-0032  
Oslo, Norvège  
Téléphone : (47-22) 243608  
Télécopie : (47-22) 242782  
Courriel : msk@mfa.no

Nouvelle-Zélande  
Duncan, Lucy  
Director  
Environment Division  
Ministry of Foreign Affairs and Trade  
Private Bag 18-901  
Wellington  
Nouvelle Zélande  
Téléphone : (64-4) 473-2047  
Télécopie : (64-4) 494-8507  
Courriel : lucy.duncan@mfat.govt.nz

### O

### Ouganda

Muduuli, Mary  
Deputy Secretary to the Treasury  
Ministry of Finance, Planning, and  
Economic Development  
Finance Headquarters Building  
Plot 2-12 Appollo Kaggwa Road  
P.O. Box 8147

Kampala  
Ouganda  
Téléphone : (256-41) 250005  
Télécopie : (256-41) 234433  
Courriel : mcmud@africaonline.co.ug

### Ouzbékistan

Sherimbetov, Khalilulla  
Chairman  
State Committee for Nature Protection  
7, A. Kadiry Street  
Tashkent 700128  
Ouzbékistan  
Téléphone : (998-712) 410442/413080  
Télécopie : (998-712) 415633

Myagkov, Sergey  
SANIGMI  
72, K. Makhsumov Street  
Tashkent 700052  
Ouzbékistan  
Téléphone : (998-71) 2358329  
Télécopie : (998-71) 1331150  
Courriel : sanigmi@meteo.uz

### P

### Pakistan

Khan, Jawed Ali  
Director (PEPC)  
Ministry of Environment, Local  
Government and Rural Development  
CDA Block 4  
Civic Center  
Melody, Pakistan  
Téléphone : (92-51) 920-2574  
Télécopie : (92-51) 920-2211  
Courriel : jawedalikhan@hotmail.com

### Palau, République de

Shmull, Temmy L.  
Minister of State  
Ministry of State  
P.O. Box 100  
Kotor, 96940  
République de Palau  
Téléphone : 680-488-2509  
Télécopie : 680-488-2443  
Courriel : ministryofstate@palaunet.com

Bells, Youlsau  
National Environment Planner  
OERC  
Ministry of State  
P.O. Box 7086  
Koror, 96940  
République de Palau  
Téléphone : (680) 488-6950  
Télécopie : (680) 488-8638  
Courriel : youlsaubells@palaunet.com

#### **Panama**

Balid, Ramon  
Planning and Environmental Policy  
Director  
National Environmental Authority  
Albrook  
Edificio 804  
Panama City  
Panama  
Téléphone : (507) 315- 0247  
Télécopie : (507) 315-1027  
Courriel : s-cooptec@anam.gob.pa,  
vasbalid@sinfo.net

Menéndez, Gonzalo  
General Administrator  
National Environment Authority  
(ANAM)  
Apartado Co843  
Balboa  
Ancon  
Panama  
Téléphone : (507) 315-0527  
Télécopie : (507) 315-0663

#### **Papouasie-Nouvelle-Guinée**

Delaney, Adam Vai  
First Secretary  
Mission of Papua New Guinea to the  
United Nations  
201 East 42nd Street, Suite 405  
New York, NY 10017  
États-Unis  
Téléphone : (1-212) 557-5001  
Télécopie : (1-212) 557-5009  
Courriel : png@un.int

Iamo, Wari  
Director  
Department of Environment and  
Conservation

P.O. Box 6601  
Boroko National Capital District  
Papouasie-Nouvelle-Guinée  
Téléphone : (675) 301-1606/301-1610  
Télécopie : (675) 301-1691

#### **Paraguay**

Fassino, Miguel Angel Paredes  
Ministro Secretario Ejecutivo  
Secretaria del Ambiente  
Presidencia de la Republica  
Paraguay  
Téléphone : (595-21) 615806  
Télécopie : (595-21) 615807  
Courriel : mparedes@seam.gov.py

#### **Pays-Bas**

van Voorst Tot Voorst, Sweder  
Director  
Environment and Development  
Department  
Ministry of Foreign Affairs  
Bezuidenhoutseweg 67  
P.O. Box 20061, 2500 EB  
The Hague, Pays-Bas  
Téléphone : (31-70) 348-4331  
Télécopie : (31-70) 348-4303

#### **Pérou**

Loret de Mola, Carlos  
Presidente del Consejo  
National Environmental Council  
(CONAM)  
Av. San Borja Norte 226  
San Borja, Lima 27  
Pérou  
Téléphone : (51-1) 255-5370  
Télécopie : (51-1) 225-5369  
Courriel : cldemola@conam.gob.pe

Castro, Mariano  
National Environmental Council  
(CONAM)  
Av. San Borja Norte 226  
San Borja, Lima 27  
Pérou  
Téléphone : (51-1) 255-5370  
Télécopie : (51-1) 225-5369

#### **Philippines**

Baja Jr., Lauro  
Ambassador

Philippine Mission  
556 Fifth Avenue  
New York, NY 10036  
États-Unis  
Téléphone : (1-212) 764-1300  
Télécopie : (1-212) 840-8602

Gozun, Elisea G.  
Secretary  
Department of Environment and  
Natural Resources  
Visayas Avenue, Diliman  
Quezon City, 1100  
Philippines  
Téléphone : (63-2) 929 6626  
Télécopie : (63-2) 920 4352  
Courriel : secgozun@denr.gov.ph

#### **Pologne**

Szymanski, Zbigniew  
Director  
Department of United Nations  
System and Global Affairs  
Ministry of Foreign Affairs  
Al. Szucha 23  
Warsaw 00-580  
Pologne  
Téléphone : (48-22) 52 39 400  
Télécopie : (48-22) 62 00 217

Nowicki, Maciej  
President  
ECOFUND  
ul. Belwederska 18A  
00-762 Warsaw  
Pologne  
Téléphone : (48-22) 400901  
Télécopie : (48-22) 400942  
Courriel : ekofund@waw.pdi.net

#### **Portugal**

Caetano, Rosa  
Senior Officer  
Ministry of Finance  
Directorate General for European and  
International Affairs  
Rua da Alfandega No. 5 r/c  
1100-016 Lisboa  
Portugal  
Téléphone : (351-21) 882-3400  
Télécopie : (351-21) 882-3409  
Courriel : rmc@dgaeri.pt

Ferreira de Carvalho, Alexandra  
Deputy Director General for  
International Relations  
Ministry for Environment and Land  
Use Planning  
Rua de « O Seculo » 51  
2100-433 Lisboa  
Portugal  
Téléphone : (351-21) 323-2593  
Télécopie : (351-21) 323-2504

## **R**

#### **République centrafricaine**

Doungoube, Gustave  
Directeur général  
MEEFCP  
P.O. 830  
Bangui, République centrafricaine  
Téléphone : (236) 614110  
Télécopie : (236) 615741

Kiticki-Kouamba, Joseph  
Minister of Environment  
Ministère de l'Environnement, du  
Développement durable et de  
l'Économie sociale  
B.P. 686  
Bangui  
République centrafricaine  
Téléphone : (236) 61 56 12  
Télécopie : (236) 61 56 12  
Courriel : meddes@intnet.cf

#### **République démocratique populaire lao**

Visay, Xayaveth  
Directeur général adjoint  
Ministère de l'Environnement  
Agence scientifique technique et  
environnementale (STEA)  
P.O. Box 2272  
Vientiane  
République démocratique populaire lao  
Téléphone : (856-21) 213-470  
Télécopie : (856-21) 213-472  
Courriel : Phone@steno.gov.la

#### **République dominicaine**

Hernández, Lic. Marina  
Subsecretaria de Areas Protegidas y  
Biodiversidad

Dirección de Vida Silvestre y Biodiversidad  
Av. Maximo Gomez, esq.  
Paseo Reyes Catolicos  
Santo Domingo  
République dominicaine  
Téléphone : (809) 472 9510  
Télécopie : (809) 472 7501

#### République slovaque

Miklos, Laszlo  
Minister  
Ministry of Environment  
Náanestue Stúra 1  
812 35 Bratislava  
République slovaque  
Téléphone : (421-7) 59562306  
Télécopie : (421-7) 5162457

#### République tchèque

Pastvinsky, Michal  
Director  
Department of Global Relations  
Ministry of Environment  
Vrsoviccka 65  
100 10 Prague 10  
République tchèque  
Téléphone : (420-2) 67122089  
Télécopie : (420-2) 67311949  
Courriel : pastvinsky@env.cz

#### Roumanie

Bazac, Ion  
Secretary of State for European  
Integration  
Ministry of Waters, Forests, and  
Environmental Protection  
B-dul Libertatii no. 12, Section 5  
Code 70005, Bucharest  
Roumanie  
Téléphone : (40-1) 410 02 19  
Télécopie : (40-1) 335 53 82

Chirila, Liliana  
Counselor  
Directorate of International Programmes  
and Projects  
Ministry of Waters, Forests, and  
Environmental Protection  
B-dul Libertatii no. 12, Section 5  
Bucharest 70005  
Roumanie  
Téléphone : (40-1) 3350067

Télécopie : (40-1) 3350067  
Courriel : lchirila@mappm.ro

#### Royaume-Uni

Davis, Adrian  
Head, Environment Policy Department  
Department for International  
Development (DfID)  
94 Victoria Street  
London SW1E 5JL  
Royaume-Uni  
Téléphone : (44) 207 023-0534  
Télécopie : (44) 207 023-0679  
Courriel : a-davis@dfid.gov.uk

Parry, Glenys  
DEFRA  
Zone 4A, Ashdown House  
123 Victoria Street  
London, SW1E 6DE  
Royaume-Uni  
Téléphone : (44) 207 944 6201  
Courriel : glenys.parry@defra.gsi.gov.uk

#### Rwanda

Nkusi, Laurent  
Ministre des Terres, de la Réinstallation  
et de l'Environnement  
B.P. 3502  
Kigali, Rwanda  
Téléphone : (250) 82628  
Télécopie : (250) 82629  
Courriel : minitere@rwanda1.com

Bishangara, Cyprien  
Directeur de l'Environnement  
Ministère des Terres, de la Réinstallation  
et de l'Environnement  
B.P. 3502  
Kigali, Rwanda  
Téléphone : (250) 82628  
Télécopie : (250) 82629  
Courriel : bishangara@yahoo.fr

## S

#### Saint-Kitts-et-Nevis

Solomon, Raymond  
Ministry of Health and Environment  
Pelican Mall, P.O. Box 132  
Basseterre

Saint-Kitts-et-Nevis  
Téléphone : (869) 465-4040  
Télécopie : (869) 466-3915

Hazel, Hilary  
The Planning Unit  
Ministry of Finance, Development, and  
Planning  
P.O. Box 186, Church Street  
Basseterre  
Saint-Kitts-et-Nevis  
Téléphone : (869) 465-2521  
Télécopie : (869) 466-7398  
Courriel : planningstk@caribsurf.com

#### Sainte-Lucie

Hunte, Julian  
Ambassador  
Permanent Mission of St. Lucia to the  
United Nations  
800 Second Ave., 9th Floor  
New York, NY 10017  
États-Unis  
Téléphone : (1-212) 697 9360  
Télécopie : (1-212) 697 4993  
Courriel : stlucia@un.int

Satney, Martin  
Permanent Secretary  
Ministry of Physical Development,  
Environment, and Housing  
Graham Louisy Administrative Building  
P.O. Box 709  
Castries  
Sainte-Lucie  
Téléphone : (758) 468-4418/4419  
Télécopie : (758) 452-2506  
Courriel : ps@planning.gov.lc

#### Saint-Vincent-et-les Grenadines

Gonsalves, Ralph E.  
Prime Minister  
Ministry of Foreign Affairs, Tourism,  
and Information  
Prime Minister's Office  
Saint-Vincent-et-les Grenadines  
Téléphone : (784) 456-2060  
Télécopie : (784) 456-2610  
Courriel : svgforeign@caribsurf.com

Murray, Reynold  
Environmental Services Coordinator

Ministry of Health and the Environment  
Ministerial Building  
Saint-Vincent-et-les Grenadines  
Téléphone : (784) 485-6992  
Télécopie : (784) 457-2684  
Courriel : svgenv@caribsurf.com

#### Samoa

Pouvi, Aiono Mose  
Secretary for Foreign Affairs  
Ministry of Foreign Affairs  
P.O. Box L1859  
Apia, Samoa  
Téléphone : (685) 2-3800  
Télécopie : (685) 2-1504  
Courriel : msa@msa.gov.ws

#### São Tomé-et-Principe

Monteiro de Jesus, Lourenco  
INDES  
B.P. 408  
São Tome  
São Tomé-et-Principe  
Téléphone : (239-12) 22555/25734  
Télécopie : (239-12) 25734  
Courriel : gefamb@cstome.net

#### Sénégal

Dia Toure, Fatimata  
Directeur  
Département de l'Environnement et  
des Établissements classés  
Ministère de l'Environnement  
23 Rue Colmette, BP 6557  
Dakar-Étoile, Sénégal  
Téléphone : (221) 821-0725  
Télécopie : (221) 822-6212  
Courriel : fdtoure@metissacana.sn

#### Serbie-et-Monténégro

Mihajlov, Andjelka  
Minister  
Ministry for the Protection of Natural  
Resources and Environment  
Dr. Ivana Ribara 91  
New Belgrade  
11070  
Serbie-Monténégro  
Téléphone : (381-11) 3616368  
Télécopie : (381-11) 2158793  
Courriel : anmi@eunet.yu

Vucinic, Boro  
Minister  
Ministry of Environmental Protection  
and Physical Planning of Montenegro  
PC Vektra  
81000 Podgorica  
Montenegro  
Serbie-et-Monténégro  
Téléphone : (381-81) 482 169  
Télécopie : (381-81) 234 131  
Courriel : ministar.ur.pr.@cg.yu

### Seychelles

Butler-Payette, Alain  
Secrétaire général  
Ministère des Affaires étrangères  
Maison Queau de Quinssy  
Mont Fleuri, P.O. Box 656  
Victoria, Mahe  
Seychelles  
Téléphone : (248) 283500  
Télécopie : (248) 224845  
Courriel : mfapese@seychelles.net

### Sierra Leone

Bundu, Abass  
Secretary of State  
Ministry of Foreign Affairs and  
International Cooperation  
18 Gloucester Street  
Freetown  
Sierra Leone  
Téléphone : (232-22) 225-787  
Télécopie : (232-22) 225-615

### Slovénie

Ferjancic, Emil  
Head, International Relations  
Ministry of Environment  
Dunajska C. 48  
SI - 1000 Ljubijana  
Slovénie  
Téléphone : (386-61) 4787 332  
Télécopie : (386-61) 4787 422  
Courriel : emil.ferjancic@gov.si

### Soudan

Jabir, Abdel Atti  
International Cooperation Directorate  
Ministry of Finance and National  
Economy

P.O. Box 2092  
Khartoum, Soudan  
Téléphone : (249) 11 771269  
Télécopie : (249) 11 780115  
Courriel : atti\_osman@lycos.com

Awad, Nadir Mohamed  
Secretary General  
Higher Council for Environment and  
Natural Resources (HCENR)

P.O. Box 10488  
Khartoum, Soudan  
Téléphone : (249) 11 784279  
Télécopie : (249) 11 787617  
Courriel : Nadirawad@yahoo.com

### Sri Lanka

Secretary  
Environment Division  
Ministry of Environment and Natural  
Resources  
82, Rajamalwatta Road  
Battaramulla  
Sri Lanka  
Téléphone : (94-1) 671410  
Télécopie : (94-1) 671165  
Courriel : forest@sri.lanka.net, ou  
envecon@slt.net.lk

### Suède

Thege, Per  
Director  
Department for Global Cooperation  
Ministry of Foreign Affairs  
SE-103 29 Stockholm  
Suède  
Téléphone : (46-8) 4052691  
Télécopie : (46-8) 103807  
Courriel : per.thege@environment.

### Suisse

Hilber, Anton  
BUWAL  
Bern, CH-3003  
Suisse  
Téléphone : (41-31) 322-9297  
Télécopie : (41-31) 323-0397  
Courriel : anton.hilber@buwal.admin.ch

### Suriname

Limon, Ewald  
Head of Division  
International Organizations  
Ministry of Foreign Affairs  
Gravenstraat 23-25  
Paramaribo, Suriname  
Téléphone : (597) 420063  
Télécopie : (597) 410093/410851  
Courriel : buza@sr.net

Mijnals, C.H.N.  
Ministry of Natural Resources  
Vigilantiestraat 24  
Paramaribo, Suriname  
Téléphone : (597) 439653  
Télécopie : (597) 439655  
Courriel : bambusi@sr.net

### Swaziland

Vilakati, Jameson D.  
Executive Director  
Ministry of Tourism, Environment, and  
Communications  
P.O. Box 2652  
Mbabane  
Swaziland  
Téléphone : (268) 46420  
Télécopie : (268) 46438

### Syrie

Hassoun, Imad  
Deputy Minister  
Ministry of State for Environmental  
Affairs  
Tolyani Street  
P.O. Box 3773  
Tolyani Damascus  
République arabe syrienne  
Téléphone : (963-11) 332-1902  
Télécopie : (963-11) 333-5645  
Courriel : env-min@net.sy

## T

### Tadjikistan

Shokirov, Usmon  
Minister of Nature Protection  
12 Bokhtar Street  
734025 Dushanbe

Tadjikistan  
Téléphone : (10992372) 213039  
Télécopie : (10992372) 213039/211839  
Courriel : shokirov@tajikistan.com

### Tanzanie

Mollel, R.O.S.  
Permanent Secretary  
Vice President's Office  
P.O. Box 5380  
Dar es Salaam  
Tanzanie  
Téléphone : (255-22) 2113983  
Télécopie : (255-22) 2113856  
Courriel : makamu@twiga.com

### Tchad

Magomna, Oualbadet  
Ministère de l'Environnement  
BP 447  
N'Djamena, Tchad  
Téléphone : (235) 522296  
Télécopie : (235) 523839  
Courriel : oualbadet@yahoo.fr

### Thaïlande

Mekprayoonthong, Manop  
Director  
International Development Affairs  
Division  
Department of International  
Organizations  
Ministry of Foreign Affairs  
Sri Ayudhya Road  
Bangkok 10400  
Thaïlande  
Téléphone : (66-2) 643-5077  
Télécopie : (66-2) 643-5071  
Courriel : divo805@mfa.go.th

Suraswadi, Plodprasop  
Permanent Secretary  
Office of the Permanent Secretary  
Ministry of the Natural Resources and  
Environment  
92 Soi Phahon Yothin 7  
Phahon Yothin Road  
Bangkok 10400  
Thaïlande  
Téléphone : (66-2) 298-2014  
Télécopie : (66-2) 298-2659



## Togo

Lawson, Latevi Akpe  
Chargé d'Études  
Ministère du Plan et de l'Aménagement  
du territoire  
B.P. 1667, Lomé  
Togo  
Téléphone : (228) 210141  
Télécopie : (228) 223994/226212  
Courriel : ekpelaw@hotmail.com

Folly, Yao Djiwonu  
Ingénieur des Travaux des eaux et forêts  
Directeur de la Protection et du contrôle  
de l'exploitation de la flore  
Ministère de l'Environnement et des  
Ressources  
B.P. 355  
Lomé, Togo  
Téléphone : (228) 214604  
Télécopie : (228) 210333  
Courriel : sedjame@tg.refer.org

## Tonga

Cocker, J. Cecil  
Minister for Environment  
Department of Environment  
P.O. Box 917  
Nuku'alofa, Tonga  
Téléphone : (676) 25050  
Télécopie : (676) 25051  
Courriel : min\_mow@kalianet.to

Samani, Uilou  
Director of Environment  
Department of Environment  
P.O. Box 917  
Nuku'alofa, Tonga  
Téléphone : (676) 25050  
Télécopie : (676) 25051  
Courriel : usdoe@kalianet.to

## Trinité-et-Tobago

Bartholomew, Anthony  
Permanent Secretary  
Ministry of Public Utilities and the  
Environment  
Sacred Heart Building  
16-18 Sackville Street  
Port-of-Spain  
Trinité-et-Tobago

Téléphone : (868) 625-6083  
Télécopie : (868) 625-7003  
Courriel : environment@tstt.net.tt

McIntosh, Dave  
Chief Executive Officer  
Environmental Management Authority  
8, Elizabeth Street, St. Clair  
Port-of-Spain  
Trinité-et-Tobago  
Téléphone : (868) 628-8042  
Télécopie : (868) 628-9122  
Courriel : ema@ema.co.tt

## Tunisie

Ayari, Mohamed Fadhel  
Counsellor  
Tunisia Mission to the United Nations  
31 Beekman Place  
New York, NY 10022  
États-Unis  
Téléphone : (1-212) 751-7503  
Télécopie : (1-212) 751-0569

Najeh, Dali  
Directeur général  
Coopération internationale pour  
l'environnement  
Ministère de l'Agriculture, de  
l'Environnement et des Ressources  
hydrauliques  
30, rue Alain Savary  
1002 Tunis  
Tunisie  
Téléphone : (216) 71 284 230  
Télécopie : (216) 71 299 171  
Courriel : dali.najeh@inat.agrinet.tn

## Turkménistan

Akmuradow, M.K.  
Deputy Minister  
Ministry of Nature Protection  
102 Kemine Street  
Ashgabat 744000  
Turkménistan  
Téléphone : (9 9312) 35 43 17  
Télécopie : (9 9312) 51 16 13

## Turquie

Ekren, H. Erson  
Director General

General Directorate of Foreign  
Economic Relations  
Undersecretariat of Treasury  
Ankara, Turquie  
Téléphone : (90-312) 213-6873  
Télécopie : (90-312) 212-8737

Eker, Izametin  
Division Chief  
Republic of Turkey Prime Ministry  
General Directorate of Foreign Economic  
Relations  
Inonu Bul., No. 36 06510  
Balgat-Ankara  
Turquie  
Téléphone : (90-312) 2852031  
Télécopie : (90-312) 2853739  
Courriel : izameker@yahoo.com

## Tuvalu

Petaia, L.  
Acting Secretary  
Ministry of Environment, Energy, and  
Tourism  
Vaiaku, Funafuti  
Tuvalu  
Téléphone : (68-8) 20-171  
Télécopie : (68-8) 20-826  
  
Nelesone, Panapasi  
Secretary to Government  
Office of the Prime Minister  
Private Mail Bag  
Vaiaku, Funafuti  
Tuvalu  
Téléphone : (68-8) 20-102  
Télécopie : (68-8) 20 11  
Courriel : sg@tuvalu.tv

## U

## Ukraine

Kurykin, Serhii  
Minister  
Environment and Natural Resources of  
Ukraine  
5, Khreshchatyk Street  
Kyiv 01601  
Ukraine  
Téléphone : (380-44) 228-0644

Télécopie : (380-44) 229-8383  
Courriel : mep@mep.freenet.kiev.ua

Solyanyk, Tamara  
Alternate Executive Director  
World Bank  
MC 13-433  
1818 H Street N.W.  
Washington, D.C. 20036  
États-Unis  
Téléphone : (1-202) 458-4199  
Télécopie : (1-202) 522-1572  
Courriel : tsolyanyk@worldbank.org

Gritsenko, Analoliy  
Deputy State Secretary  
Ministry of the Environment and Natural  
Resources  
5 Khreshchatyk Street  
Kyiv 01601  
Ukraine  
Téléphone : (380-44) 226-2428  
Télécopie : (380-44) 229-8383  
Courriel : mep@mep.freenet.kiev.ua

## Uruguay

Leguizamon, Gonzalo Casa  
Minister  
Environmental Affairs  
Ministry of Foreign Affairs  
Colonia 1206  
Montevideo  
Uruguay  
Téléphone : (598-2) 901 71 22  
Télécopie : (598-2) 902 10 06  
Courriel : dima36@mrree.gub.uv ou  
dp@uruwashi.org

Santos, Luis A.  
Direccion Nacional de Medio Ambiente  
Unidad de Cambio Climatico  
Rincon 422, Piso 3, Oficina 5  
Montevideo  
Uruguay  
Téléphone : (598-2) 917-0752/0222  
Télécopie : (598-2) 916-1895  
Courriel : lsantos@cambioclimatico.gub.uy

## V

### Vanuatu

Bani, Ernest  
Head, Environment Unit  
Private Mail Bag 9063  
Port Vila  
Vanuatu  
Téléphone : (678) 25302  
Télécopie : (678) 23565  
Courriel : environ@vanuatu.com.vu

### Venezuela, République Bolivarienne du

Guglielmelli, Mario  
Directorate General of International  
Economy and Cooperation  
Environment Unit  
Ministry of External Relations  
Torre M.R.E., Piso 14, Ala « A »  
Esquina de Carmelitas, Caracas  
Venezuela  
Téléphone : (58212) 860-6657  
Télécopie : (58212) 864-1662, 864-6526  
Courriel : dgseci@mre.gov.ve

Nino, Luis  
First Secretary  
Embassy of Venezuela  
1099 30th Street, N.W.  
Washington, DC 20007  
États-Unis  
Téléphone : (1-202) 625-5649  
Télécopie : (1-202) 625-5657  
Courriel : missionvene@sysnet.net

Bernalette, Oscar Hernandez  
Director General  
International Economy and Cooperation,  
Environment Unit  
Ministry of External Relations  
Torre M.R.E., Piso 14, Ala « A »  
Esquina de Carmelitas, Caracas  
Venezuela  
Téléphone : (580-212) 860-6657  
Télécopie : (580-212) 864-1662, 864-1611  
Courriel : dgseci@mre.gov.ve

### Viet Nam

Pham, Khoi Nguyen  
Vice Ministre  
Ministère des Sciences, de la Technologie  
et de l'Environnement  
39, Tran Hung Dao St.  
Hanoi, Viet Nam  
Téléphone : (84-4) 252-731  
Télécopie : (84-4) 822-3189

Hy, Nguyen Dac  
Agence nationale de l'environnement  
du Viet Nam  
67 Nguyen Du  
Hanoi, Viet Nam  
Téléphone : (84-4) 822-4422  
Télécopie : (84-4) 822-3189

## Y

### Yémen, République du

Al-Hajjri, Abdulwahab  
Ambassador  
Embassy of the Republic of Yemen  
2600 Virginia Ave, N.W., Suite 705  
Washington, D.C. 20037  
États-Unis  
Téléphone : (1-202) 965-4760  
Télécopie : (1-202) 337-2017

El-Mashjary, Mohamed  
Chairman  
Ministry of Tourism and Environment  
Environmental Protection Agency (EPA)  
Sana'a  
République du Yémen  
Téléphone : (967 1) 257572/3  
Télécopie : (967 1) 257549

## Z

### Zambie

Kapulu, L.E.  
Acting Director  
Planning and Information Department  
Ministry of Environment and Natural  
Resources  
P.O. 34011, Kwacha House, Cairo Road  
Lusaka, Zambie  
Téléphone : (260-1) 229416  
Télécopie : (260-1) 229420  
Nkowanji, K  
Ag. Permanent Secretary  
Planning and Information Department  
Ministry of Environment and Natural  
Resources  
P.O. 34011, Kwacha House, Cairo Road  
Lusaka, Zambie  
Téléphone : (260-1) 229416  
Télécopie : (260-1) 229420

### Zimbabwe

Sangarwe, Margaret  
Ministry of Environment and Tourism  
15th Floor, Karigamombe Centre  
53 Samora Machel Avenue  
P. Bag 7753 – Causeway, Harare  
Zimbabwe  
Téléphone : (263-4) 757-881/5  
Télécopie : (263-4) 757-877  
Courriel : ozone@gta.gov.zw

## Territories:

### Autorité palestinienne

Jalala, Said  
Director General  
Ministry of Environmental Affairs  
Palestinian National Authority  
Gaza Office  
Téléphone : (9707) 284-7208  
Télécopie : (9707) 284-7198  
Courriel : said\_jalala@hotmail.com

## ONG — Points de contact régionaux du FEM

### POINT DE CONTACT MONDIAL POUR LES ONG

Hisas Liliana  
Fundacion Ecologica Universal — FEU  
Av. Corriented 1393 — 7th Floor  
Buenos Aires (C1043ABA)  
Argentine  
Téléphone : (54 11) 4373 0552  
Télécopie : (54 11) 4373 1243  
Courriel : lhisas@feu999.org

### AFRIQUE

#### AFRIQUE DE L'EST

Awotar, Rajen  
Council for Development,  
Environmental Studies, and  
Conservation (MAUDESCO)  
P.O. Box 1124  
Port Louis  
Maurice  
Téléphone : (230) 4672565  
Courriel : maudesco@intnet.mu

#### AFRIQUE DE L'OUEST

Nanasta, Djimingue  
ENDA Tiers Monde - Programme  
Energie  
54, rue Carnot  
BP 3370  
Dakar  
Sénégal  
Téléphone : (221) 822 5983  
Télécopie : (221) 821 7595  
Courriel : energy2@enda.sn

#### AFRIQUE DU NORD

Bessaoud, Rachid  
Association Recherche Climat  
Environnement (ARCE)  
BP 4250 Ibn Rochd, 31037

Oran  
Algérie  
Téléphone : (213) 41 42 31 16  
Télécopie : (213) 41 53 07 38/41 42 58 67  
Courriel : arce21@wissal.dz,  
bessaoud1@wissal.dz

### ASIE

#### PACIFIQUE

Horoï, Rex  
Foundation of the Peoples of the  
South Pacific International (Fiji)  
6 Des Voeux Road,  
GPO BOX 18006  
Suva,  
Fidji  
Téléphone : (679) 3312 250  
Télécopie : (679) 3312 298  
Courriel : rex.horoï@fspi.org.fj

#### ASIE DE L'OUEST

Razawi, Khadija  
Centre for Ecodevelopment Studies  
and Applications (CENESTA)  
West 10 Juybar Street, Fatemi Square  
14157 Teheran  
Iran  
Téléphone : (98-21) 8957922  
Télécopie : (98-21) 2954217  
Courriel : Khadija@cenesta.org

#### ASIE DU SUD

Kharki, Arjun K.  
Rural Reconstruction - Nepal  
P.O. Box 8130, Lazimpat  
Kathmandu  
Népal  
Téléphone : (977)1-415418/4422153  
Télécopie : (977)1-418296  
Courriel : akarki@rrm.org.np

### EUROPE

#### FÉDÉRATION DE RUSSIE

Roman Pukalov  
Baikal Campaign Coordinator  
Greenpeace  
Moscow, Novaya Bashilovka 6  
Fédération de Russie  
Téléphone : (7-095) 257-41-18/257-41-16  
Télécopie : (7-095) 257-41-10  
Courriel :  
baikal.russia@diala.greenpeace.org

### AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

#### CARAÏBES

Singh, Joth  
Caribbean Conservation Association  
(CCA) « Chelford »  
Bush Hill  
The Garrison  
St. Michael  
Barbade  
Téléphone : (246) 426 5373  
Télécopie : (246) 429 8483  
Courriel : execdirector@ccanet.net

#### MÉZO-AMÉRIQUE

Cisneros, Jesus  
Oficina Regional para Mesoamérica,  
Unión Mundial para la Naturaleza  
(UICN-ORMA)  
IUCN Mesoamerica Regional Office  
P.O. Box 146-2150  
Moravia  
Costa Rica  
Téléphone : (506) 2410101  
Télécopie : (506) 2409934  
Courriel : jesus.cisneros@iucn.org

### AMÉRIQUE DU SUD

Rocha, German  
Instituto Biodiversidad  
Calle 70 No. 13-29  
Bogota  
Colombie  
Téléphone : (571) 211773/2495336  
Télécopie : (571) 2491044  
Courriel :  
insbiodiversidad@hotmail.com, ou  
insbiodiversidad@yahoo.es

### AMÉRIQUE DU NORD

Watanabe, Yoko  
World Wildlife Fund  
1250 24th Street, N.W.  
Washington, DC 20037  
États-Unis  
Téléphone : (1-202) 778 9569  
Télécopie : (1-202) 293 2239  
Courriel : yoko.watanabe@wwfus.org

### GROUPES AUTOCHTONES

Mulenkei, Lucy  
Indigenous Information Network  
Box 74908-00200  
City Square  
Nairobi  
Kenya  
Téléphone : (254) 273958  
Télécopie : (254) 2729607  
Courriel : iin@iin.co.ke

## Membres du Groupe consultatif pour la science et la technologie

### **Dr. Julia Carabias**

Chairperson, STAP  
Edificio Lérida 202, Pedregal 2  
Santa Teresa Contreras  
Magdalena Contreras  
México, 10720 D.F.  
Mexique  
Courriel : jcarabias@miranda.ecologia.unam.mx, copie à Célia Pigueron  
cpigueron@solar.sar.net

### **Dr. Habiba Gitay**

Vice Chairperson, STAP  
Millennium Ecosystem Assessment  
Capacity Building Coordinator  
(visiting Fellow at the Australian  
National University)  
9910 Chase Hill Court  
Vienna, VA 22182  
États-Unis  
Courriel : habiba.gitay@anu.edu.au

### **Dr. Cristian Samper**

Director  
Smithsonian Institution  
National Museum for Natural History  
10th & Constitution Avenue, N.W.  
Suite 421  
Washington, D.C. 20560-0106  
États-Unis  
Courriel :  
samper.cristian@nmnh.si.edu

### **Prof. Brian Huntley**

Chief Executive  
National Botanical Institute  
Kirstenbosch  
Private Bag X7  
Claremont 7735, Cape Town  
Afrique du Sud  
Courriel : Huntley@nbict.nbi.ac.za  
laidler@nbict.nbi.ac.za

### **Dr. Peter J. Schei**

International Negotiations Director  
Directorate for Nature Management  
Tungasletta 2 7005 Trondheim  
Norvège  
Courriel : pjs@reality.multinet.no  
Peter-johan.schei@dirnat.no

### **Prof. Dennis Anderson**

31 Northmoor Road  
Oxford OX2 6UR  
Royaume-Uni  
Courriel : dennis.anderson@ic.ac.uk  
dennis.anderson@economics.ox.ac.uk

### **Prof. Peter Hennicke**

Acting President  
Wuppertal Institute for Climate,  
Environment, and Energy  
Doppersberg 19, 42103 Wuppertal  
Allemagne  
Courriel :  
Peter.hennicke@wupperinst.org  
sylvia.borbonus@wupperinst.org

### **Dr. Anjali Rambaud-Measson Shanker**

IED — Innovation Énergie  
Développement  
2, Chemin de la Chauderaie  
69340 Francheville  
France  
Courriel : a.shanker@ied-sa.fr

### **Dr. Saleemul Huq**

Director, Climate Change Programme  
International Institute for  
Environment and Development  
3 Endsleigh Street  
London WC1H 0DD  
Royaume-Uni  
Courriel : saleemul.huq@iied.org

### **Timothy O. Williams**

Chief Programme Officer  
(Agriculture)  
Special Advisory Services Division  
Commonwealth Secretariat  
Marlborough House  
Pall Mall  
London, SW1Y 5HX  
Royaume-Uni  
Courriel : t.williams@commonwealth.int

### **Prof. Leonard Nurse**

No. 26 Dairy Meadows  
Holder's, St. James  
Barbade 170323  
Courriel : Permanent@meenr.gov.bb

### **Dr. Alexei Maximov**

Roshydromet  
Novovagan 'kovsky Street, 12  
123995 Moscow  
Fédération de Russie  
ou  
Udaltsov str., 89-83  
119607 Moscow  
Fédération de Russie  
Courriel : umc@mecom.ru  
imaximov@mecom.ru

### **Dr. Shinsuke Tanabe**

Professor of Environmental  
Chemistry and Ecotoxicology  
Centre for Marine Environmental  
Studies (CMES)  
Ehime University  
Bunkyo-cho 2-5, Matsuyama 790-8577  
Japon  
Courriel : shinsuke@agr.ehime-u.ac.jp

### **Prof. Xiao-bai Xu**

Research Centre for Eco-  
Environmental Sciences (RCEES)  
The Chinese Academy of Sciences  
P.O. Box 2871, 18 Shuang Qing Road  
Beijing 100085  
Chine  
Courriel : xuxb@public.bta.net.cn

### **Prof. Anne R. Kapuscinski**

Director  
Institute for Social, Economic, and  
Ecological Sustainability (ISEES)  
University of Minnesota  
186 McNeal Hall  
1985 Buford Avenue  
St. Paul, MN 55108  
États-Unis  
Courriel : ark@umn.edu  
kapus001@umn.edu

# Les publications du FEM

## Nouvelles publications en 2004

- GEF and Small Island Developing States: How the Global Environment Facility is working with SIDS for a Sustainable Future
- Forests Matter: GEF's Contribution to Conserving and Sustaining Forest Ecosystems
- GEF Global Action on Water (Folder, Map and Fact Sheets)
- GEF and the Convention on Biological Diversity: A Strong Partnership with Solid Results

## Nouvelles publications en 2003

- Le FEM – Efficace, attentif aux besoins, spécialisé\*
- Quelle planète ? - Le problème dramatique de la dégradation des sols - Les répercussions omniprésentes de la dégradation des sols \*
- Making a Visible Difference in Our World (GEF and protected areas)
- Keeping the Promise on Water: GEF's Contributions to Sustaining Our Planet's Ecosystems
- Working Paper 19 - The Global Environment Facility as a Pioneering Institution: Lessons Learned and Looking Ahead
- GEF in Africa: How the Global Environment Facility is Working with African States for a Sustainable Future; also available in French

## Produits de caractère général

- High Priorities: GEF's Contribution to Preserving and Sustaining Mountain Ecosystems (2002)
- Biodiversity Matters: GEF's Contribution to Preserving and Sustaining the

- Natural Systems That Shape Our Lives (2002)
- GEF Policies, Operations, and Future Development (par Mohamed T. El-Ashry, directeur général et président, Fonds pour l'environnement mondial), Discours prononcé lors de la deuxième Assemblée du FEM, 16 octobre 2002, Beijing, Chine (2002)
- The GEF Roundtable Series 2002: A Contribution to the World Summit on Sustainable Development (including the brochures for GEF Roundtable on Sustainable Energy: January 2002, New York, USA; GEF Ministerial Roundtable on Financing the Environment and Sustainable Development: March 2002, Monterey, Mexico & June 2002, Bali, Indonesia; GEF Roundtable on Forests: March 2002, New York, USA; GEF Roundtable on Land, Water & Food Security: March 2002, New York, USA)
- Operational Report on GEF Projects (2002)
- The Challenge of Sustainability (2002)
- Shine a Light – vidéo de 15 minutes décrivant le travail du FEM au cours de ses dix années d'existence ; avec la voix d'Harrison Ford (2002)
- GEF Securing Livelihoods – vidéo de 15 minutes décrivant la régénération des sols des petites exploitations agricoles autour du lac Baringo au Kenya (2002)
- Forests: Here for Eternity – vidéo de 16 minutes décrivant le système de facturation des services de l'environnement au Costa Rica (2002)
- Powering Sustainable Development – vidéo de 15 minutes décrivant différentes formules d'électrification par exploitation des énergies renouvelables dans les pays en développement (2002)
- Life Support (brochure) (2001)
- New Business: Geothermal, Biomass, Wind, Fuel cells, Solar\* (2001)

- Contribution du FEM au programme « Action 21 » : Les dix premières années du FEM\* (2000)
- Introduction au FEM\* (2000) ; existe également en allemand
- The Difference GEF Makes, 2000 Annual Report of the Global Environment Facility
- Talking Points\* (quarterly); a newsletter for GEF Focal Points and NGOs
- Première Assemblée du FEM : Déclaration de New Delhi\*\* (1998)
- Keeping the Promise (1997) ; vidéo de présentation du FEM, avec la voix d'Harrison Ford (versions de 30 mn et de 15 mn)

## Publications thématiques

- Good Practices: Country Coordination and GEF (2001)
- IUCN & GEF: Partners in Conservation (2000)
- GEF Caring for Generations
- Solar Thermal Energy Comes to Rajasthan (2000) ; existe également en allemand
- Mountain Matters (2000)
- Promoting Energy Efficiency and Renewable Energy: GEF Climate Change Projects and Impacts (2000)
- Action du FEM à l'échelle mondiale dans le domaine de l'eau\* (2000) ; une série de cinq brochures
- GEF Action on Biodiversity (2000)
- GEF Projects Related to Water Resources (2000)
- GEF Support for Activities to Address Climate Change (1999)
- GEF Projects with Components That Address Land Degradation (1999)
- 10 Cases of Technology Transfer (2000)
- GEF Action on Biodiversity ; carte murale (2000)
- GEF Action on International Waters ; carte murale (2000)

## Stratégies et Opérations du FEM

- Operational Report on GEF Programs (mis à jour tous les ans)
- Programmes d'opérations du FEM\* (1997)
- Stratégie opérationnelle du Fonds pour l'environnement mondial\* (1996)
- Le cycle des projets du Fonds pour l'environnement mondial\* (1995)
- Les surcoûts\* (1996)
- Projets de taille moyenne\* (1997)
- Cadre des activités du FEM concernant la dégradation des sols\* (1996)
- Participation du public aux projets financés par le FEM\* (1996)
- Règlement intérieur du Conseil du FEM\* (2000)
- Règlement intérieur de l'Assemblée du FEM\* (2000) ; les versions arabe, chinoise et russe seront disponibles en 2002
- Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial\* (1994)

## Documents de travail

- Document de travail n° 10 – From Idea to Reality: The Creation of the Global Environment Facility (1994)
- Document de travail n° 11 – Environmental Indicators for Global Cooperation
- Document de travail n° 12 – Capacity Building Requirements for Global Environmental Protection
- Document de travail n° 13 – Restructuring the Global Environment Facility
- Document de travail n° 14 – The Outlook for Renewable Energy Technologies
- Document de travail n° 15 – Implications of Agenda 21 and UNCLOS for International Waters as a GEF Focal Area (1998)

Document de travail n° 16 – The Costs of Adapting to Climate Change  
 Document de travail n° 17 – Financing Protection of the Global Commons: The Case for a Green Planter Contribution (2000)  
 Document de travail n° 18 – Creating Income and Local Employment in a Selection of GEF Projects

### Rapports régionaux

Le FEM et l'Afrique : Comment le Fonds pour l'environnement mondial travaille-t-il avec les pays africains pour bâtir un avenir viable (2001) ?  
 GEF In Africa: Project Factsheets (2001)  
 GEF Action in the Asia-Pacific Region: Partnerships for Sustainable Development (2001)  
 GEF Action in the Asia-Pacific Region: Project Factsheets (2001)  
 GEF in the Western Asia Region: How the Global Environment Facility is Working with Countries in Western Asia for Sustainable Development (2001)  
 GEF in the Western Asia Region: Project Factsheets (2001)  
 GEF in Latin America and the Caribbean Region (LAC): How the Global Environment Facility is Working with LAC for a Sustainable Future (2001) ; existe également en espagnol  
 GEF in Latin America and the Caribbean Region (LAC): Project Factsheets (2001)  
 Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) en action dans la région Europe orientale et centrale : Des partenariats pour un développement durable (2001)  
 Global Environment Facility (GEF) Action in the ECE Region: Project Factsheets (2001)

### Suivi et évaluation : Documents de travail

Document de travail n° 1 – Achieving Sustainability of Biodiversity Conservation (2000)  
 Document de travail n° 2 – The GEF Solar PV Portfolio: Emerging Experience and Lessons (2000)  
 Document de travail n° 3 – Multicountry Project Arrangements: Report of a Thematic Review  
 Document de travail n° 4 – Measuring Results from Climate Change Programs: Performance Indicators for GEF (2000)  
 Document de travail n° 5 – Integrating Capacity Development into Project Design and Evaluation: Approach and Frameworks (2000)  
 Document de travail n° 6 – GEF Land Degradation Linkage Study (2001)  
 Document de travail n° 7 – Thematic Review of GEF-Financed Solar Thermal Projects  
 Document de travail n° 8 – Contributions to Global and Regional Agreements: Review of the GEF International Waters Program  
 Document de travail n° 9 – The GEF Energy-Efficient Product Portfolio

### Suivi et évaluation : Rapports

Monitoring and Evaluation Policies and Procedures (2002)  
 International Waters Program Study (2001)  
 Biodiversity Program Study (2001)  
 Examen des projets d'activités habilitantes financés par le FEM dans le domaine du changement climatique\* (2000)  
 Study of Impacts of GEF Activities on Phase-Out of Ozone Depleting Substances, Evaluation Report (2000) ; résumé du rapport également en russe

Évaluation intérimaire des activités habilitantes relatives à la biodiversité (1999)\* Rapport d'évaluation/Résumé du rapport (1999)  
 Rapport sur l'exécution des projets du Fonds pour l'environnement mondial\* (1996-2001)  
 Experience with Conservation Trust Funds, Evaluation Report\* (1999)  
 Evaluation Summary Report of Experience with Conservation Trust Funds\* (1999)  
 Enseignements des projets du FEM, Résumé de l'étude\* (1998)  
 Bilan global du fonctionnement du FEM\*\* (1997)  
 FEM : Dix ans d'existence au service de l'environnement mondial — Deuxième bilan global (2002)

### Série Notes sur les enseignements du FEM

1. Building Partnerships with Communities (1998)
2. Encouraging Private Sector Involvement in GEF Projects (1998)
3. Lessons from an Integrated Conservation and Development « Experiment » in Papua New Guinea (1998)
4. Partnership with the Private Sector. Lessons from Batangas Bay, The Philippines (1998)
5. When Is Conservation Best Served by a Trust Fund? (1999)
6. Building Strategic Focus in a Conservation Trust Fund (1999)
7. The Mexican Nature Conservation Fund (1999)
8. 1998 Project Performance Report (1999)
9. Best Practices in Preparing National Biodiversity Strategies and Action Plans (1999)
10. 1999 Project Performance Report (2000)

11. Emerging Lessons from GEF Multicountry Projects (2000)
12. Participation Means Learning Through Doing: GEF's Experience in Biodiversity Conservation and Sustainable Use (2001)
13. Transforming Markets for Energy-Efficient Products: Experience and Lessons from GEF-Supported Projects
14. Best Practices in Project Monitoring and Evaluation: Lessons Learned in Manufacturing and Marketing of Energy-Efficient Products

\* Disponible en anglais, espagnol et français.

\*\* Disponible en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe.

Copyright 2004 Fonds pour l'environnement mondial  
 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, États-Unis

La présente publication peut être partiellement ou totalement reproduite sous toutes les formes à des fins éducatives ou pour toute utilisation non commerciale, sans autorisation spéciale, pour autant qu'il soit fait mention de l'origine. Le Secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial souhaiterait recevoir un exemplaire de toute publication ayant puisé à la source du présent rapport. L'adresse ci-dessus peut être utilisée à cette fin.

La présente publication ne peut faire l'objet de revente ou de toute autre utilisation à des fins commerciales sans le consentement préalable écrit du Secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial. Les images demeurent la propriété exclusive de leurs auteurs et ne peuvent en aucun cas être utilisées sans leur consentement écrit.



## PHOTOS

Première de couverture : Owen Franken, Corbis Page 1 : Hugh Sitton, Getty Images Page 2 : Frans Lanting, Minden Pictures Page 5 : Jay Dickman, Corbis Page 6 : Claus Meyer, Minden Pictures Page 7 : Royal Society for the Conservation of Nature Page 8 : Sean Sprague, Panos Pictures Page 9 : Cris Haigh, Stone/Getty Images Page 15 : Michael Melford, Imagebank/Getty Images Page 16 : Danny Lehman, Corbis Page 17 : Corbis Page 18 : Pete Oxford, Nature Picture Library Page 19 : Gerry Ellis, Minden Pictures Page 20 : Anup Shah, Nature Picture Library Troisième de couverture : Fred Bavendam, Minden Pictures

## RÉALISATION

Directrice de publication : Shirley Geer  
Directrice adjointe de publication : Carollyne Hutter  
Production : Rick Ludwick, Monika Lynde  
Recherche : Asha Richards, Deepak Kataria  
Maquette : Patricia Hord.Graphik Design  
Impression : Jarboe Printing



[www.theGEF.org](http://www.theGEF.org)

Pour tout renseignement complémentaire, prière de s'adresser à :

Hutton Archer  
Coordonnateur principal des relations extérieures  
Fonds pour l'environnement mondial  
1818 H Street NW  
Washington, DC 20433 États-Unis  
Téléphone : 202-473-0508  
Télécopie : 202-522-3240  
[www.theGEF.org](http://www.theGEF.org)